

**BANQUE CENTRALE DE LA
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**



**RAPPORT
ANNUEL 2019**



**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



Le Rapport Annuel de la Banque Centrale de la République de Guinée est disponible sur le site web de l'Institution à l'adresse : www.bcr-guinee.org/publications

12, boulevard du Commerce, 6^e avenue de la République C/Kaloum - BP 692 - Conakry - République de Guinée
Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcr-guinee.org

**BANQUE CENTRALE DE LA
RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**

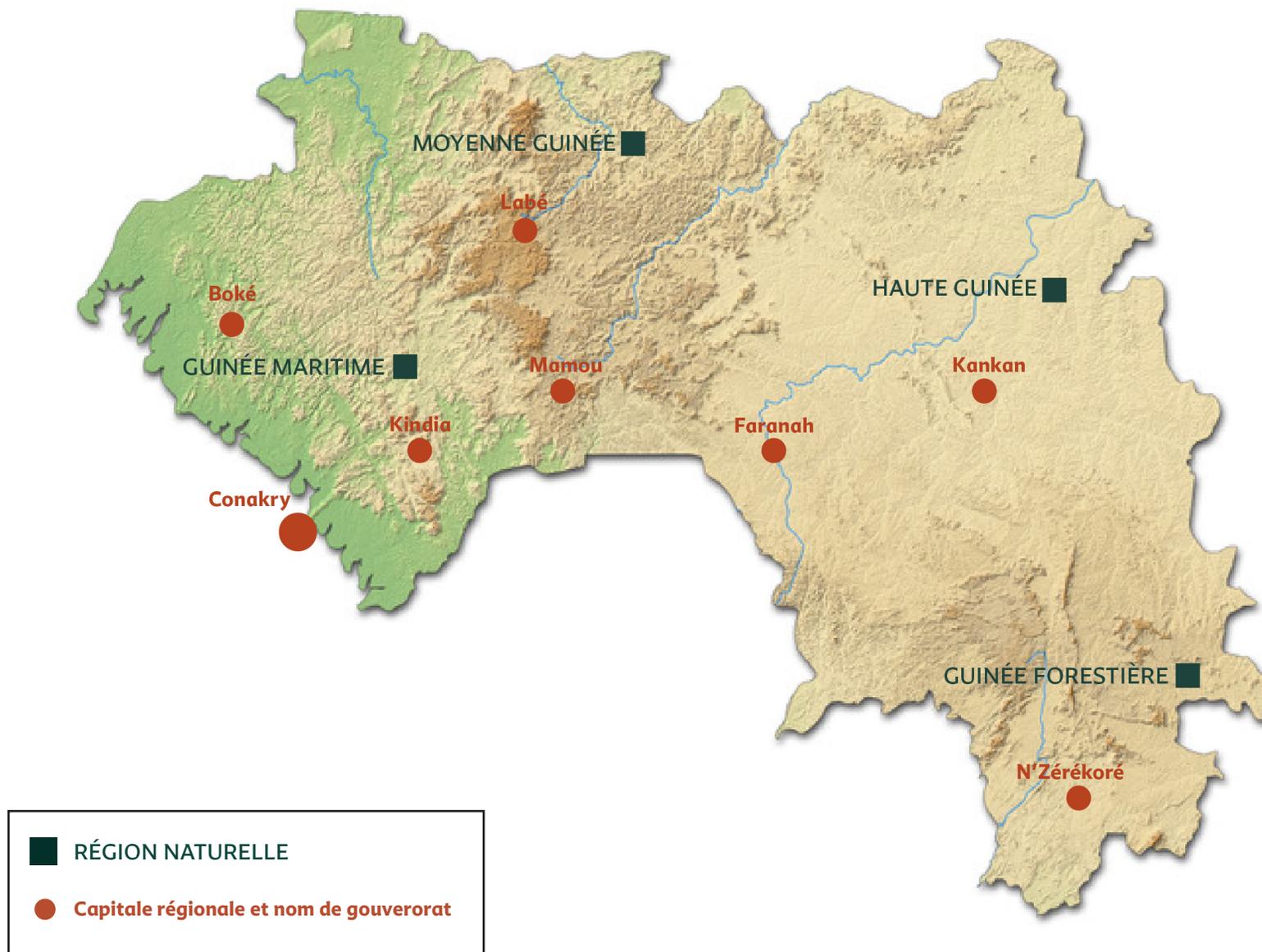
RAPPORT ANNUEL

2019

**DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR**



CARTE DES RÉGIONS NATURELLES ET ADMINISTRATIVES DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE





**LETTRE INTRODUCTIVE ADRESSÉE À SON EXCELLENCE
MONSIEUR LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**

PAR

**MONSIEUR LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE
DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE**



Excellence Monsieur le Président de la République,

J'ai l'honneur et l'agréable plaisir de soumettre à votre haute attention, conformément aux dispositions de la loi L/2017/017/AN portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), le Rapport Annuel de la BCRG pour l'exercice 2019.

Ce rapport décrit les principales évolutions qui ont marqué l'économie mondiale et nationale en 2019. Il aborde également les activités réalisées par la Banque Centrale et les perspectives pour les prochaines années.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Au cours de l'année 2019, la conjoncture économique internationale a enregistré la recrudescence des tensions commerciales et géopolitiques. Ces tensions ont pesé sur l'activité économique mondiale. En effet, la croissance économique mondiale a décéléré pour se situer à 2,4 % contre 3,0 % en 2018.

Dans la zone euro, la croissance économique a ralenti à 1,1 % contre 1,9 % en 2018. Dans les économies émergentes et en développement, elle a fléchi à 6,1 % contre 6,6 % en 2018, sous l'effet des tensions commerciales et du ralentissement dans les économies avancées. En Afrique subsaharienne, elle est restée moins vigoureuse, dans un contexte de baisse du cours des matières premières et se situe à 2,4 %, après un taux de 2,6 % enregistré en 2018.

L'inflation mondiale a reculé à 3,5 % contre 3,6 % en 2018. Ce recul est accentué par la baisse des prix des produits énergétiques, notamment dans les économies émergentes. Toutefois, en Afrique subsaharienne, elle a rebondi à 10,5 % contre 10,0 % en 2018.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Au niveau national, comme l'année précédente, la croissance économique s'est établie à 6,2 % en 2019. Cette croissance est principalement tirée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire.

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établit à 9,1 % contre 9,9 % en 2018, résultant essentiellement de l'évolution des prix des produits alimentaires, boissons et tabacs », « logement/électricité/eau/gaz », « habillement et chaussures » et « hôtels café restaurants ». En moyenne annuelle, ce taux s'est situé à 9,5 % contre 9,8 % en 2018.

L'exécution du budget de l'État fait ressortir un déficit de 2,6 % du PIB contre 0,9 % du PIB en 2018, en raison d'une augmentation des dépenses publiques non soutenue par une amélioration des recettes.

Au niveau de la politique monétaire, la Banque Centrale a laissé les conditions monétaires inchangées. A cet égard, le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés respectivement à 12,5 % et à 16 %.

Dans le domaine de la politique de change, la BCRG a poursuivi le maintien de sa politique de stabilisation du taux de change et de consolidation des réserves de change pour défendre la valeur externe du franc guinéen.

Excellence Monsieur le Président de la République,

Le contexte sanitaire lié à la Covid-19 devrait impacter négativement les perspectives de croissance économique de la Guinée, à l'image de toutes les économies du monde. Les prévisions du Ministère du Plan et du Développement Économique indiquent un ralentissement de la croissance à 1,3 % en 2020, en nette baisse par rapport à l'objectif initial de 6,2 %.

La Banque Centrale orientera la Politique Monétaire en fonction des anticipations d'inflation et de l'ampleur des chocs de la pandémie sur les fondamentaux de l'économie. Le coefficient des réserves obligatoires et le taux directeur pourraient être revus. En outre, le dispositif de prévision de la liquidité sera renforcé afin de mieux appréhender la dynamique de changement de la liquidité du système bancaire.

La BCRG compte rendre opérationnel le mécanisme de l'apport de liquidité d'urgence (ALU), pour soutenir les banques illiquides, mais solvables et viables.

En matière de politique de change, la BCRG envisage la mise en place d'une salle de marché pour autonomiser les opérations du marché aux enchères bilatérales des devises basées sur des règles permettant de renforcer la transparence et la visibilité de ses interventions.

Dans le cadre de la supervision bancaire, la Banque Centrale poursuivra le renforcement de la qualité de la supervision, à travers notamment la révision des ratios prudentiels fondamentaux en vue de la transposition complète des normes de Bâle II & III et l'élaboration des outils de supervision basée sur les risques de blanchiment des capitaux et de financement du terrorisme (BC/FT).

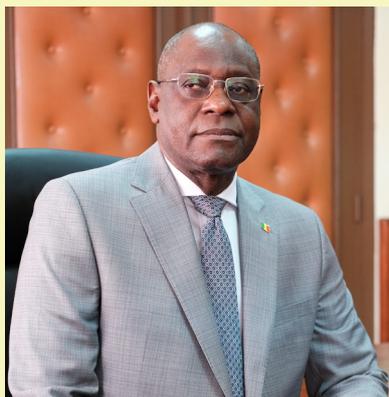
Dans la perspective du renforcement de l'inclusion financière et de la bancarisation de l'économie, la Banque Centrale compte poursuivre son programme de construction d'agences à l'intérieur du pays, de modernisation du système de paiement et de développement de la monétique.

Je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression renouvelée de ma très haute considération.

Dr. Louncény NABE



MESSAGE DU GOUVERNEUR



Dr. LOUNCÉNY NABÉ

Gouverneur de la Banque Centrale
de la République de Guinée

Au cours de l'année 2019, l'économie guinéenne a évolué dans un contexte international marqué par des tensions commerciales et géopolitiques qui ont fortement impacté l'économie mondiale. La croissance mondiale a ralenti, passant de 3,2 % en 2018 à 2,9 % en 2019. Cette contreperformance s'est traduite par la baisse des cours des matières premières, due à la baisse de la demande mondiale. Dans ces conditions, l'inflation a légèrement augmenté dans les pays émergents et en développement, mais a baissé dans les principales économies avancées, évoluant en deçà des objectifs de leurs banques centrales. En réponse à ces facteurs défavorables, les économies avancées ont suspendu le processus de normalisation de leurs politiques monétaires, et amorcé un nouveau cycle d'assouplissement.

Cette évolution, couplée à un contexte sociopolitique difficile, a influencé l'activité économique nationale, qui, comme l'année précédente s'est située à 6,2 %. Du côté de l'offre, le dynamisme des activités économiques dans le secteur secondaire a été contenu par la contreperformance dans les secteurs primaire et tertiaire. Du côté de la demande, la croissance a été tirée à la baisse par les dépenses de consommation finale et les investissements, principalement publics. Les finances publiques se sont également détériorées avec l'accroissement du déficit budgétaire.

C'est dans ce contexte que la Banque Centrale a poursuivi ses activités avec pour mission de contenir l'inflation et de veiller au bon fonctionnement du système financier.

La Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente qui a permis de maintenir l'inflation, en glissement annuel, à un chiffre (9,1 %). En conséquence, le taux directeur et le coefficient des réserves obligatoires sont restés respectivement à 12,5 % et à 16 %. Par ailleurs, la BCRG a maintenu sa politique de stabilisation du taux de change et de consolidation des réserves de change.

Dans le cadre de sa mission de stabilité financière, la Banque Centrale a poursuivi ses activités de supervision à travers des contrôles sur pièces et sur place, et renforcé son dispositif prudentiel. Elle a mis en place le Comité de gestion de crises, en vue de faciliter le redressement des établissements en difficulté. Elle a achevé la grille de notation des banques et adopté une approche de supervision basée sur les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (BC/FT), afin d'améliorer l'évaluation de leur profil de risques. Elle a également rendu opérationnel le Fonds de Garantie des Dépôts (FGD) en vue d'améliorer la confiance des déposants dans le système bancaire.

Dans le cadre de ses efforts visant à développer l'inclusion financière, la Banque Centrale a accompagné les acteurs impliqués dans la modernisation de la Stratégie Nationale de Finance Inclusive. En outre, elle a poursuivi la fourniture de ses services à l'économie, en offrant des moyens de paiement valides, conformes aux standards internationaux.

En matière de coopération sous-régionale, des avancées significatives ont été réalisées dans la mise en œuvre de la feuille de route de la monnaie unique CEDEAO, notamment avec la validation du nom et du symbole de la monnaie unique CEDEAO, du régime de change et du cadre de politique monétaire. La Banque Centrale a activement participé à toutes les réunions organisées par la CEDEAO à cet effet.

La réalisation de toutes ces activités est le fruit du travail acharné du personnel de la Banque Centrale. L'engagement des travailleurs a permis à l'Institut d'émission d'atteindre ses objectifs.

SOMMAIRE

LETTRE INTRODUCTIVE DU GOUVERNEUR.....	iii
MESSAGE DU GOUVERNEUR.....	vii
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019.....	ix
LISTE DES MEMBRES DU CABINET ET DES DIRECTEURS GENERAUX DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019.....	ix
EVENEMENTS MARQUANTS DE 2019.....	x
LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE RAPPORT	xiii
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	2
CHAPITRE 2 : SECTEUR REEL	14
CHAPITRE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT	22
CHAPITRE 4 : MONNAIE, CREDIT ET CHANGE	30
CHAPITRE 5 : SECTEUR EXTERIEUR	42
CHAPITRE 6 : ACTIVITES DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES.....	52
CHAPITRE 7 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE	70
CHAPITRE 8 : ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE	80
CHAPITRE 9 : COOPERATION SOUS REGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES	88
CHAPITRE 10 : PERSPECTIVES ET POLITIQUES POUR 2019.....	96
ANNEXES.....	102

LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019

M. Louncény NABE	Gouverneur
M. Nianga Komata GOUMOU	Premier Vice-Gouverneur
M. Baidy ARIBOT	Deuxième Vice-Gouverneur
Mme Sanaba KABA	Administrateur
M. Ibrahima Sory SANGARE	Administrateur
M. Amadou Oury Koré BAH	Administrateur
M. André LOUA	Administrateur
M. Louseny CAMARA	Administrateur
M. Kadiata Mory CAMARA	Administrateur

LISTE DES MEMBRES DU CABINET ET DES DIRECTEURS GENERAUX DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019

M. Nasser KEITA	Conseiller Chargé des Questions Économiques et Monétaires
M. Ibrahima DIALLO	Conseiller Chargé des Normes Comptables
M. Diàfarou BAH	Auditeur Général
M. Togba TRAORE	Directeur Général de l'Administration et des Services Juridiques
M. Ahmed Tidiane DIALLO	Directeur Général des Études et des Statistiques
M. Mamady FOFANA	Directeur Général du Crédit et des Changes
M. Ibrahima Kalil MAGASSOUBA	Directeur Général de l'Exploitation
M. Kémo CONDE	Directeur Général de la Supervision des Institutions Financières
M. Moussa GUILAVOGUI	Directeur Général des Finances et de l'Informatique
M. Aly TOURE	Directeur Général du Contrôle Permanent

EVENEMENTS MARQUANTS DE 2019

A. Intégration économique et monétaire

Réunions sur le programme de la monnaie unique de la CEDEAO

Une délégation de la BCRG a participé les 17 et 18 juin 2019 à Abidjan et les 6 et 7 décembre 2019 à Abuja, aux réunions des Ministres des Finances de la CEDEAO et des Gouverneurs des Banques Centrales sur le Programme de la monnaie unique. Ces réunions ont permis d'examiner le cadre de la politique monétaire, le régime de change, le symbole et le nom de la monnaie unique. Les échanges ont également porté sur le rapport de convergence macroéconomique du premier semestre 2019, ainsi que sur l'état de mise en œuvre de la Feuille de route du programme de la monnaie unique.

Présidence du Comité des Gouverneurs des pays de la ZMAO



Au cours de l'année 2019, Monsieur le Gouverneur de la BCRG, Dr Louncény NABE a assuré la présidence du Comité des Gouverneurs des pays de la ZMAO, suite à l'Organisation des réunions statutaires à Conakry, du 16 au 23 août 2019.

Durant son mandat de six mois, plusieurs actions furent réalisées sous son leadership. Il s'agit notamment de l'opérationnalisation du Collège des Superviseurs des Institutions Financières Non Bancaires de la ZMAO, de l'élaboration d'un cadre de SWAP monétaire pour la facilitation des échanges intra-zones, de la facilitation des travaux d'harmonisation des statistiques dans la zone avec l'appui technique d'AFRIS-TAT.

La mise en place du Collège des Superviseurs des Institutions Financières Non Bancaires de la ZMAO permet de renforcer la sécurité et la solidité des institutions Financières Non Bancaires (IFNB), de créer une plateforme pour le par-

tage d'informations et de développer une approche commune dans le domaine de la réglementation et du contrôle.

La mise en place d'un cadre de SWAP de devises intervient dans un contexte marqué par une multiplicité de monnaies nationales non convertibles, constituant un sérieux obstacle pour les échanges intra-communautaires. Ce cadre permet ainsi de faciliter le commerce et le règlement intra-zonal en monnaies nationales.

En ce qui concerne l'initiative de la facilitation de l'harmonisation des statistiques dans la zone, elle favorise la mise en œuvre du cadre commun de politique monétaire axé sur le ciblage de l'inflation.

B. Inclusion financière



Septième Table Ronde des Leaders de l'Initiative Africaine sur les Politiques d'Inclusions Financière (AfPI)

Une délégation de la BCRG a pris part, du 27 février au 1er mars 2019 à Abidjan, à la 7e Table ronde des leaders de l'AfPI organisée par l'Alliance pour l'Inclusion Financière (AFI), en collaboration avec la Banque Centrale des Etats

EVENEMENTS MARQUANTS DE 2019

de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et le Ministère de l'Economie et des Finances de la République Côte d'Ivoire. 160 participants venant de 30 institutions africaines ont participé à la rencontre.

Dialogues sur l'inclusion financière « DIA'FIN ».

Le Gouverneur de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a été désigné président de l'initiative africaine pour les politiques d'inclusion financière (AFPI) pour deux ans, à l'occasion de la table ronde des décideurs de l'AFPI tenue à Conakry du 07 au 11 mai 2018. Dans ce cadre, la BCRG a organisé en 2019 une série de dialogues sur l'inclusion financière, en Guinée et en Afrique, sous forme de tables-rondes dénommée « DIA'FIN ». Ces dialogues ont permis aux acteurs, décideurs et autres parties prenantes d'échanger sur les progrès, innovations et défis du secteur de la finance inclusive, et d'élargir l'accès aux informations pertinentes sur les politiques et programmes d'inclusion financière menés aux niveaux national et régional.

La première table ronde s'est ainsi tenue le 03 mai 2019 à Conakry. Il a regroupé trois panels dont les travaux ont porté sur les points suivants :

- l'inclusion financière : une composante de l'inclusion économique et sociale ;
- les contraintes liées à l'inclusion financière ;
- l'inclusion financière à travers le financement des PME : rôle des banques, des opérateurs de téléphonie et établissements de monnaie électronique ;
- la régulation et le rôle des pouvoirs publics dans un contexte marqué par de nouvelles opportunités et l'apparition de nouveaux risques ; et
- le levier de la coopération internationale pour accélérer l'inclusion financière.

La seconde édition du DIA'FIN tenue les 27 et 28 novembre 2019, propose un espace d'échanges visant à approfondir les réflexions et recommandations résultant de la session inaugurale, en ramenant au premier plan les dimensions



clés de l'inclusion financière en matière d'entrepreneuriat des femmes et des jeunes en République de Guinée et dans la sous-région. Ce fut un moment de partage et de capitalisation des expériences, et surtout de réflexion sur les orientations innovantes en matière de politique et de gouvernance multisectorielles autour de la problématique de l'inclusion financière.

Au total, les deux tables rondes ont rassemblé huit panels, avec plus de cinquante panelistes regroupant des hauts cadres du gouvernement, des directeurs de banques et d'agences nationales et internationales, des chefs d'entreprises et représentants d'institutions du système des Nations Unies, ainsi que d'organismes d'aide au développement. Les échanges avec les participants ont porté sur des thèmes tels que l'employabilité des femmes et des jeunes, en tant qu'enjeu de développement durable, l'exclusion technologique des femmes et des jeunes en milieux urbain et rural, la digitalisation et la promotion de l'emploi, et enfin l'éducation financière des populations. Un panel de témoignages de parcours par des entrepreneurs issus de divers secteurs en Guinée et dans la sous-région a permis de toucher de plus près les réalités, les innovations, les défis et les solutions.

EVENEMENTS MARQUANTS DE 2019

C. Coopération internationale

Réunion des Gouverneurs des banques centrales des pays francophones

Du 23 au 25 mai 2019, M. le Gouverneur a participé à la 25ème réunion des Gouverneurs des Banques Centrales Francophones à Bordeaux (France) sur le thème « Les Banques Centrales, les Etats et les opinions publiques ». Plusieurs thématiques ont été abordées. Le Gouverneur de la BCRG a fait une communication relative au « rôle des banques centrales en matière d'éducation économique et financière ».

Dans sa communication, M. le Gouverneur a souligné l'importance de l'éducation économique et financière qui est un élément essentiel pour l'amélioration de l'efficacité économique et de l'équité sociale. Il a insisté sur le rôle crucial que les Banques Centrales doivent jouer pour la sensibilisation des populations aux problématiques économiques et financières.

La réunion a pris fin avec la création d'un groupe de travail sur l'éducation financière dont fait partie la BCRG.

Réunion Annuelles de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA)

Une délégation de la BCRG a participé, du 31 juillet au 1er août 2019 à Kigali (Rwanda), au symposium des Gouverneurs de l'ABCA sur le thème « Augmentation de la dette souveraine africaine : implication pour la politique monétaire et la stabilité financière » ainsi qu'à la 42e réunion ordinaire du Conseil des Gouverneurs de l'Association.



SIGLES UTILISES DANS LE RAPPORT

3AE	Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises
AFRICA-RE	Africaine de la Réassurance
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BDT	Bons du Trésor
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée
BIG	Banque Islamique de Guinée
BNG	Banque Nationale de Guinée
BPMG	Banque Populaire Maroc-Guinéenne
BSIC-Guinée	Banque Sahélo-Saharienne pour le Commerce et l'Investissement de Guinée
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Epargne Crédit et à l'Education Civique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CPECG	Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée
CRG	Crédit Rural de Guinée
DC	Direction de la Comptabilité
DE	Direction de l'Emission
DFRC	Direction de la Formation et des Renforcements des Capacités
DGASJ	Direction Générale de l'Administration et des Services Juridiques
DGCC	Direction Générale du Crédit et des Changes
DGE	Direction Général de l'Exploitation
DGES	Direction Générale des Etudes et des Statistiques
DGFI	Direction Générale des Finances et de l'Informatique
DGSIF	Direction Générale de la Supervisions des Institutions Financières
DOC	Direction des Opérations de Change
DPMC	Direction de la Politique Monétaire et du Crédit
DRH	Direction des Ressources Humaines
DSA	Direction de la Supervision des Assurances
DSBP	Direction des Statistiques et de la Balance des Paiements
DSIFI	Direction de la Supervision des Institutions Financières Inclusives
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
EDG	Electricité de Guinée
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIBANK	First International Bank Guinée
FINADEV	Financial développement
FMI	Fonds Monétaire International
GNF	Franc Guinéen
IARD	Incendie Accidents et Risque Divers
MECREPAG	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée

MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)
MIGUI	Société de Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RAFOC	Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires
RTGS	Real-Time Gross-Settlement
SGBG	Société Générale de Banques en Guinée
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

1

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

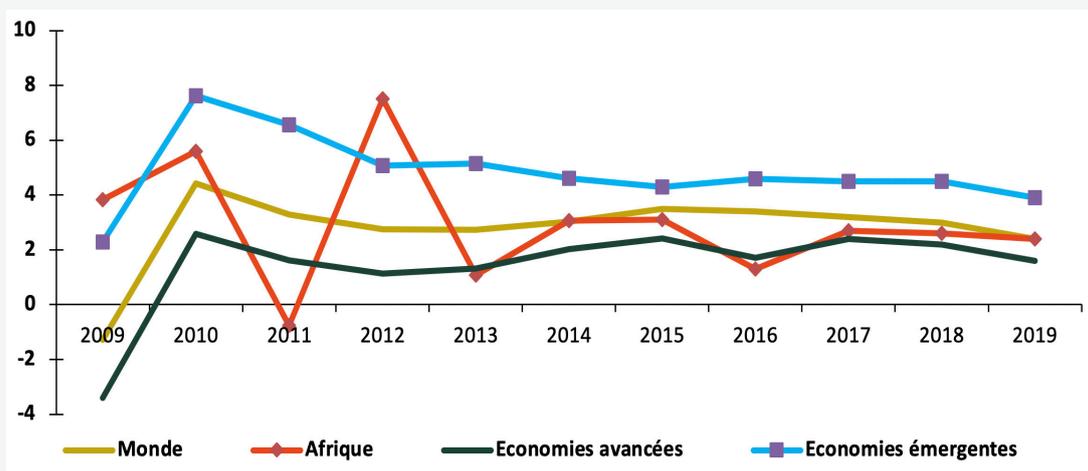
1.1- EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE.....	5
1.2- COURS DES MATIERES PREMIERES ET INFLATION	7
1.2.1- Cours des matières premières	7
1.2.2- Inflation	8
1.3- POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHÉ DES CHANGES	10
1.3.1- Politique monétaire	10
1.3.2- Marché des changes	10

L'environnement économique international a été marqué, au cours de l'année 2019, par la recrudescence des tensions commerciales, géopolitiques et des difficultés spécifiques des principaux pays émergents, qui ont pesé sur l'activité économique mondiale. Sous l'effet de ces facteurs, la croissance économique mondiale a décéléré, suite au ralentissement de l'industrie manufacturière et du commerce mondial. L'intensification des troubles sociaux dans plusieurs pays, ainsi que les catastrophes liées aux conditions météorologiques (ouragans dans les Caraïbes,

sécheresse et incendies de forêts en Australie, inondations en Afrique de l'Est et sécheresse en Afrique australe), ont aussi contribué au ralentissement de l'économie mondiale.

L'environnement international a également été marqué par la baisse de l'inflation et des cours de matières premières, principalement ceux des produits énergétiques. En raison de cette situation et pour soutenir la croissance économique, les Banques Centrales ont assoupli les conditions monétaires en révisant à la baisse leurs taux d'intérêt directeurs.

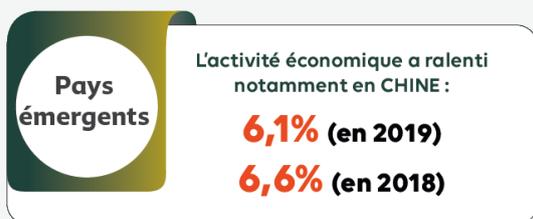
Graphique 1 : Evolution du taux de croissance (en %) (2009 - 2019)



Source : Banque Mondiale

La croissance économique mondiale a décéléré en 2019





1.1 EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE

La faiblesse persistante du commerce et des investissements mondiaux a affecté à la fois les économies avancées, les économies émergentes et celles en développement. Le commerce mondial de marchandises a été en contraction pendant une grande partie de 2019, et l'activité manufacturière a sensiblement ralenti au cours de l'année. La hausse des droits de douane et l'incertitude prolongée qui entoure les politiques commerciales ont induit une baisse de l'investissement, et de la demande de biens d'équipement.

La décélération de la croissance économique dans les économies avancées s'explique par un ralentissement généralisé de la production industrielle résultant d'une diminution de la demande extérieure (y compris de la part de la Chine), de l'exacerbation des tensions commerciales, des incertitudes liées à l'investissement, et de la réduction de la production mondiale de l'industrie de l'automobile.

Aux Etats-Unis, le taux de croissance économique s'est fixé à 2,3% contre 2,9% en 2018. Cette baisse du taux de croissance de l'économie américaine est principalement liée au recul des exportations et des dépenses d'investissement des entreprises.

L'exacerbation des tensions entre les Etats Unis et la Chine, couplée à l'incertitude liée au Brexit, n'est pas restée sans conséquence sur l'activité économique dans la zone euro. En effet, la croissance dans cette zone a baissé à 1,1 % contre 1,9 % en 2018. Ce ralentissement est plus marqué en Allemagne, dont le taux de croissance a baissé de 1,5 % en

2018 à 0,5% en 2019. La perte de croissance de l'économie allemande est principalement due aux difficultés enregistrées dans l'industrie automobile. En outre, l'exigence des normes environnementales, a contribué à accroître les difficultés de l'industrie automobile allemande.

La croissance économique a également décéléré, bien que légèrement, en France pour se situer à 1,7 % contre 1,9 % en 2018. Cette décélération est due à la diminution de la production manufacturière et aux grèves qui ont affecté le dynamisme de l'industrie.

En Italie, la croissance économique a ralenti en 2019 et s'est située à 0,2 % contre 0,7 % en 2018. L'économie italienne est pénalisée par le ralentissement général en Europe, qui a affecté les exportations italiennes et a entraîné un ralentissement des investissements des entreprises.

En dépit des turbulences économiques du Brexit, le Royaume-Uni a enregistré une croissance de 1,4 % en 2019, en légère progression par rapport à 2018 où elle était de 1,3%. L'activité économique a été soutenue par le dynamisme de la consommation privée et la reprise des échanges commerciaux.

Au Japon, l'activité économique a ralenti, avec un taux de croissance de 0,7 % contre 0,8 % en 2018, du fait de la hausse de la TVA, qui a entraîné une baisse de la demande des ménages et réduit les investissements des entreprises.

Dans les économies émergentes, l'activité économique a ralenti, sous l'effet des tensions commerciales et du ralentissement dans les

économies avancées. Ainsi, la croissance chinoise a baissé en 2019 à 6,1 %, contre 6,6 % en 2018. L'économie chinoise a souffert des tensions commerciales avec les États-Unis et des mesures internes visant à contenir la dette et le ralentissement de la demande intérieure.

Le taux de croissance de l'économie indienne s'est replié de 6,8 % en 2018 à 5 % en 2019. Ce repli s'explique par la contraction de la production industrielle et la baisse prolongée de la consommation des ménages touchés par le chômage.

Au Brésil, l'activité économique a ralenti en passant de 1,3 % en 2018 à 1,1 % en 2019. La croissance économique brésilienne est pénalisée par la contraction de l'activité industrielle due à la chute de l'industrie extractive et à la baisse des dépenses des administrations publiques.

En Afrique subsaharienne, la croissance a été plus faible en se situant à 2,4% en 2019 contre 2,6% en 2018. Cette évolution résulte du ralentissement de la croissance mondiale et de la baisse du cours des matières premières. En Afrique du Sud, le taux de croissance s'est

Tableau 1 : Évolution des taux de croissance économiques dans le monde (2015 - 2019)

	2015	2016	2017	2018	2019
Monde	3,5	3,4	3,2	3,0	2,4
Économies avancée	2,3	1,7	2,4	2,2	1,6
États - Unis	2,9	1,6	2,4	2,9	2,3
Union Européenne	2,1	1,9	2,5	1,9	1,1
Allemagne	1,7	2,2	2,5	1,5	0,5
France	1,1	1,1	2,3	1,7	1,2
Italie	0,1	0,9	1,1	0,7	0,2
Japon	1,2	0,6	1,9	0,8	0,7
Angleterre	2,3	1,8	1,8	1,3	1,4
Économie émergente et en développement	4,3	4,6	4,8	4,5	3,9
Chine	6,9	6,7	6,8	6,6	6,1
Russie	-2,3	0,3	1,6	2,3	1,2
Brésil	-3,6	-3,3	1,3	1,3	1,1
Inde	8	8,2	7,2	6,8	5,0
Afrique subsaharienne	3,1	1,3	2,7	2,6	2,4
Afrique du Sud	1,2	0,4	1,4	0,8	0,4
Angola	0,9	-2,6	-0,1	-1,2	-0,7
Nigéria	2,7	-1,6	0,8	1,9	2,0
Ghana	2,2	3,4	8,1	6,3	7,0
Cap Vert	1	4,7	3,7	5,1	5,0
UEMOA	7	6,4	6,6	6,6	6,4

Source : Banque Mondiale

situé à 0,4 % contre 0,8 en 2018. L'économie sud-africaine a été marquée par la faiblesse des investissements privés et des exportations.

Au Nigéria, la croissance économique s'est améliorée en passant de 1,9 % en 2018 à 2 % en 2019. Le taux de croissance de l'économie ghanéenne s'est situé à 7 % contre 6,3 % en

2018. En revanche, la croissance économique a décéléré au Cap vert et dans la plupart des pays de l'UEMOA. Le taux de croissance a reculé de 5,1 % en 2018 à 5 % en 2019 au Cap - Vert et de 6,6 % en 2018 à 6,4 % en 2018 dans l'UEMOA.

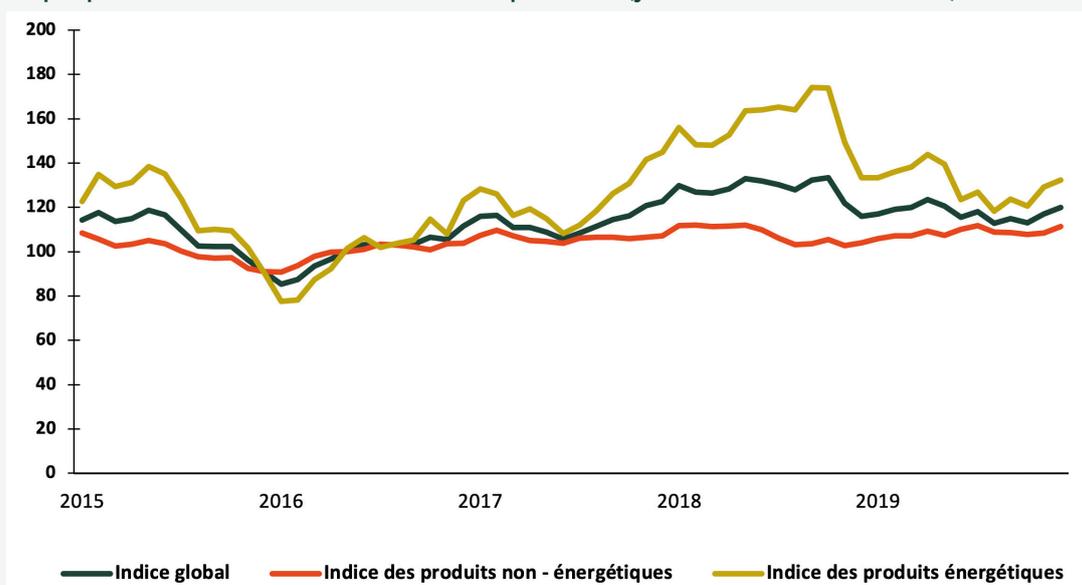
1.2 COURS DES MATIERES PREMIERES ET INFLATION

1.2.1- Cours des matières premières

Les cours des matières premières ont baissé au cours de l'année 2019, avec un fléchissement de l'indice global des matières premières du Fonds Monétaire International de 12,9 % en

2018 à 8,3 % en 2019. Cette baisse résulte du recul des cours des produits énergétiques, des denrées alimentaires et des métaux de base, sous l'effet de l'exacerbation des tensions commerciales et des incertitudes liées à l'évolution de l'environnement international.

Graphique 2 : Evolution du cours des matières premières (janvier 2018- décembre 2019)

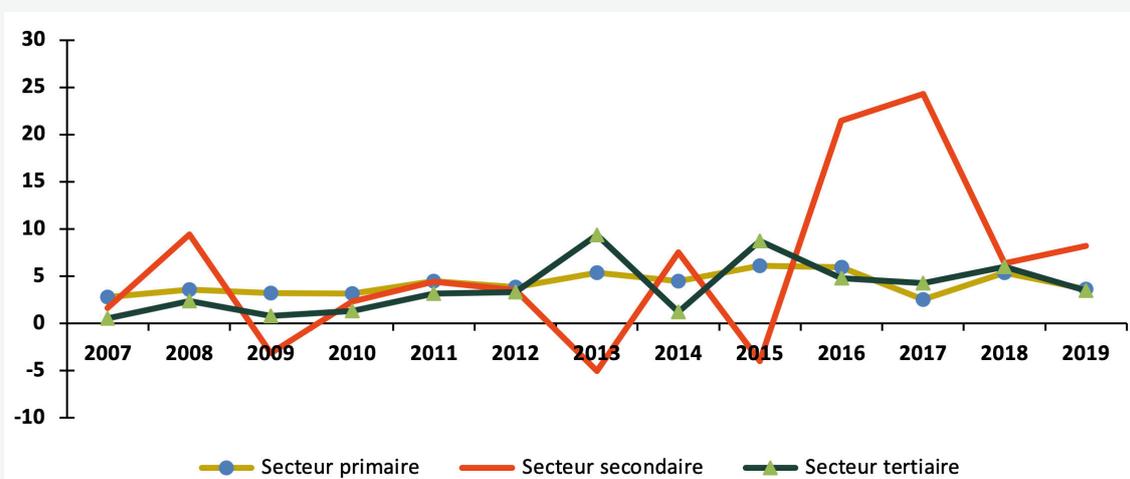


Source : Indice des prix des produits de base, Fonds Monétaire International

Le cours des produits énergétiques, dont l'indice s'est situé à 117,6 contre 128,2 en 2018, a été principalement tiré à la baisse par le prix du pétrole qui a fortement chuté au cours de l'année 2019, sous l'effet de l'augmentation de

la production aux Etats-Unis et de la faiblesse de la croissance mondiale, notamment dans les pays émergents. Ainsi, le prix du pétrole est passé de USD 68,3 à USD 61,4, soit une baisse de 10,2 %.

Graphique 3: Evolution du cours du pétrole (en USD, 2009 - 2019)



Source : Indice des prix des produits de base, Fonds Monétaire International

ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les cours du charbon et du gaz naturel ont également contribué à la baisse du cours des produits énergétiques, en reculant de 27,3 % et de 40,3 %, respectivement. Les cours des produits énergétiques ont subi les effets des incertitudes dans l'environnement international

marqué par un déclin de l'activité industrielle et de la production d'électricité dans toutes les régions. Les perturbations de l'offre et les tensions géopolitiques ont cependant masqué la faiblesse de la demande de pétrole.

Tableau 2 : Prix des produits énergétiques (en USD)

	2015	2016	2017	2018	2019
Charbon	59,9	67,3	89,3	105,6	76,7
Pétrole	50,8	42,8	52,8	68,3	61,4
Gaz	7,0	4,8	5,3	7,0	4,2

Source : Indice des prix des produits de base, Fonds Monétaire International

Cependant, les cours des matières premières non énergétiques a légèrement augmenté en 2019, leur indice étant passé de 107,8 en 2018 à 108,7 en 2019, soit une augmentation

de 0,8 %. La hausse des cours des matières premières non énergétiques est soutenue par celle des cours des métaux de base et des métaux précieux.

Tableau 3 : Indices des matières premières non énergétiques

	2015	2016	2017	2018	2019
Produits industriels	104,0	100,0	117,4	123,8	125,6
Produits alimentaires et de boisson	98,9	100,0	103,1	101,3	98,2
Fertilisant	132,9	100,0	96,7	112,1	108,6

Source : Indice des prix des produits de base, Fonds Monétaire International

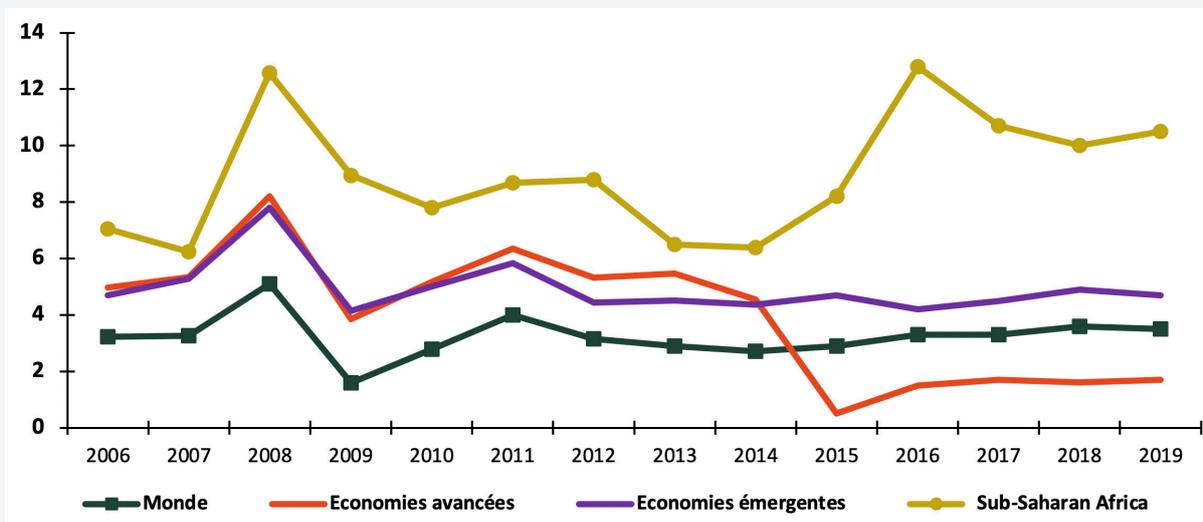
En effet, l'indice des métaux précieux s'est accru de 10,6 %, passant de 102,3 en 2018 à 113,2 en 2019. Il est tiré par le cours du palladium qui a augmenté de 49,3 % pour se situer à USD 1 539 l'once. Cette augmentation est soutenue par la demande, tandis que l'offre se réduit avec les difficultés d'approvisionnement en électricité que subissent les mines de l'Afrique du Sud, principal producteur de ce métal rare. De même, le prix de l'or a enregistré une hausse de 9,7 % en se situant à USD 1 392,2.

1.2.2- Inflation

Dans un contexte mondial marqué principalement par les tensions commerciales sino-américaines et la baisse du cours des

matières premières, l'inflation est restée relativement stable dans le monde avec un taux de 3,5 % contre 3,6 % en 2018. La baisse des prix des produits énergétiques a largement contribué à ce léger recul. Dans les économies émergentes, notamment où les prix ont globalement baissé, le taux d'inflation a légèrement diminué à 4,7 % contre 4,9 % en 2018. La baisse est plus importante en Russie où le taux d'inflation est passé de 4,3 % à 3,8 % en 2018. Par contre, en Chine et en Inde, les prix ont globalement progressé, avec des taux respectifs de 2,2 % et 3,9 % contre 1,9 % et 2,5 % en 2018.

Graphique 4 : Evolution de l'inflation (en %)



Source : Fonds Monétaire international

L'inflation a augmenté d'un demi-point en Afrique Subsaharienne passant de 10 % en 2018 à 10,5 % en 2019. Elle s'est fixée à 11,7 % au Nigeria contre 11,4% en 2018. Néanmoins,

elle évolue à la baisse en Afrique du Sud et au Ghana avec des taux d'inflation respectifs de 4,7 % et 9,3 % contre 4,9% et 9,4% en 2018.

Tableau 4 : Évolution de l'inflation (en %)

	2015	2016	2017	2018	2019
Monde	2,9	3	3,3	3,6	3,5
Économies avancées	0,5	1,5	1,7	1,6	1,7
États - unis	0,7	2,2	2,2	1,9	2,2
Union Européenne	0,2	1,1	1,7	1,7	1,6
Allemagne	0,2	1,7	1,5	1,8	1,8
France	0,3	0,8	1,3	2	1
Italie	0,1	0,5	1	1,2	0,7
Angleterre	0,1	1,2	3	2,3	1,6
Japon	0,2	0,3	0,6	0,8	1,6
Économies émergentes	4,7	4,2	4,5	4,9	4,7
Chine	1,6	2,1	1,8	1,9	2,2
Russie	12,9	5,4	2,5	4,3	3,8
Brésil	10,7	6,3	2,9	3,7	3,6
Inde	5,3	3,6	4,6	2,5	3,9
Afrique Sub-Saharienne	8,2	12,8	10,7	10	10,5
Afrique du Sud	5,3	6,7	4,7	4,9	4,7
Nigeria	9,6	18,5	15,4	11,4	11,7
Ghana	17,7	15,4	11,8	9,4	9,3

Source : Fonds Monétaire international

1.3 POLITIQUE MONÉTAIRE ET MARCHÉ DES CHANGES

1.3.1- Politique monétaire

L'année 2019 est marquée par un assouplissement de la politique monétaire de manière presque simultanée dans tous les pays avancés et émergents. L'absence de tensions inflationnistes a conduit les grandes banques centrales à prendre des mesures préventives pour réduire les risques de ralentissement de la croissance et empêcher le désencrage des anticipations inflationnistes, ce qui offre des conditions financières avantageuses.

Ainsi, la cible des taux d'intérêt effectifs de la Réserve Fédérale Américaine (Fed) a baissé de 75 points de base, s'établissant entre 1,5 % et 1,75 %. La décision de la Fed d'assouplir les conditions monétaires visait à pallier le ralentissement de la croissance mondiale et l'incertitude liée au différend commercial américano-chinois, qui affectent l'investissement des entreprises et les exportations.

De même, la Banque Centrale Européenne (BCE) a baissé le taux de facilité de dépôt à 0,5 %, maintenu son taux de refinancement à 0 %, et poursuivi la politique d'assouplissement quantitatif, sous forme de rachat d'actifs sur les marchés financiers. Dans ce cadre, les achats de titres ont redémarré en novembre 2019 à un rythme mensuel de EUR 20 milliards, et pourraient se poursuivre aussi longtemps que nécessaire pour renforcer l'impact accommodant de ses taux directeurs.

Les conditions monétaires sont restées inchangées en Angleterre. En effet, la Banque d'Angleterre a maintenu son taux d'escompte à 0,75 %, de même que le stock d'achats

d'obligations de sociétés non financières à GBP 10 milliards et d'obligations du gouvernement britannique à GBP 435 milliards.

La Banque du Japon a maintenu inchangé son taux directeur à - 0,1 % en 2019. Ce taux étant en vigueur depuis 2016.

Dans les économies émergentes, les conditions monétaires ont été également assouplies pour soutenir les activités économiques. Ainsi, la Banque Centrale du Brésil a baissé son taux directeur à 4,5 % au cours de l'année 2019 pour soutenir la reprise économique, dans un contexte d'une faible inflation, d'une activité économique modérée et de la poursuite des progrès de l'assainissement budgétaire.

La Banque Centrale de la Fédération de Russie a abaissé successivement cinq fois, son taux directeur pour le fixer à 6,3 %, en raison du ralentissement de l'inflation et de la faible croissance de l'activité économique.

La Banque Centrale de l'Inde a réduit ses principaux taux à 4,9 % et 5,2 % pour stimuler l'investissement privé et doper la croissance intérieure.

Par contre en Chine, en dépit de conditions macroéconomiques difficiles, la Banque Populaire chinoise a maintenu son taux directeur à 2,3 %.

1.3.2- Marché des changes

Sur le marché des changes, l'année 2019 a été marquée par l'appréciation du dollar américain par rapport aux principales devises internationales.

Tableau 5: Taux de change du dollar par rapport aux principales devises

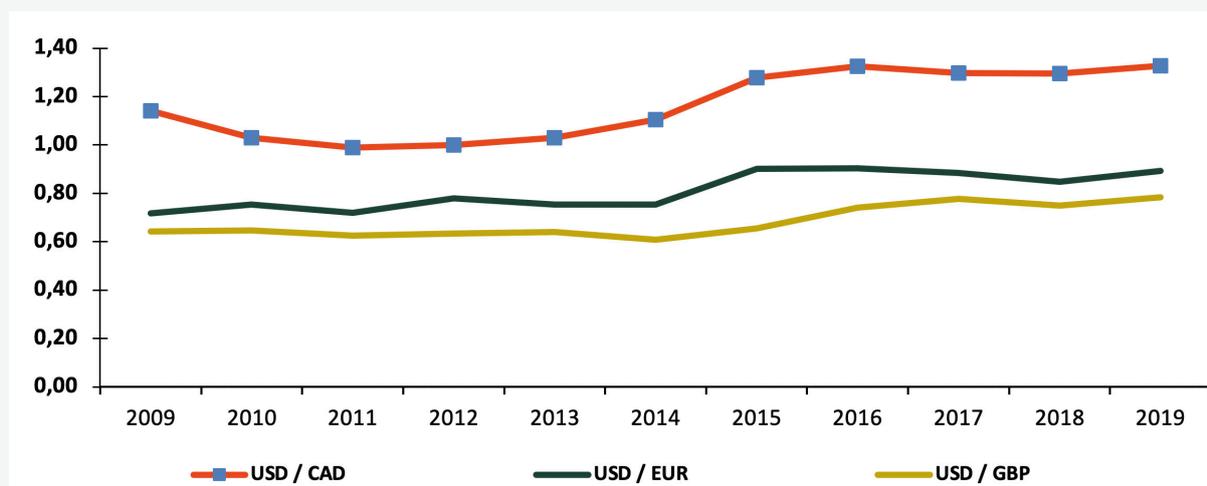
	2015	2016	2017	2018	2019
USD / CAD	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3
USD/CNY	6,2	6,6	6,8	6,6	6,9
USD / EUR	0,9	0,9	0,9	0,9	0,9
USD/JPY	121,0	108,8	112,2	110,4	109,0
USD / GBP	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8

Source : *International Financial Statistics, FMI*

Cette appréciation a été plus importante par rapport à l'euro, la livre sterling et le yuan. Ainsi, le taux de change USD/EUR a été de 0,89 contre 0,85 en 2018, soit une appréciation du dollar de 5,5 %. Par rapport à la livre sterling, le dollar s'est apprécié de 4,5 %, le taux de

change s'établissant à GBP 0,78 contre un dollar. Le Yuan s'est également déprécié de 4,4 % par rapport au dollar. Par contre, le yen s'est apprécié de 1,3 % par rapport au dollar, le taux de change USD/JPY se fixant à JPY 109 pour un dollar.

Graphique 5 : Variation du taux de change



Source : *Statistiques Financières Internationales, FMI*

Selon l'enquête triennale de la Banque des Règlements Internationaux, les transactions journalières sur le marché de change ont atteint USD 6,6 milliards en 2019, contre 5,1 milliards en 2016, soit une hausse de 30 %. Cette hausse est principalement portée par les transactions sur les produits dérivés, notamment les swaps de change avec 48,6 % des opérations de

change. Les opérations de change au comptant et à terme occupent respectivement 30,1 % et 15,2 % des transactions effectuées. Malgré la baisse de sa part, le dollar continue d'occuper la première place dans les transactions de change, loin devant l'euro et le yen, ces trois monnaies étant les plus échangées.

Tableau 6: Structure des opérations de change (en millions de USD)

	Total	Marché au comptant	Marché à terme	Swaps de change	Swaps de devise	Options de change
USD	5 824 036	1 687 179	883 119	2 905 785	101 895	246 058
EUR	2 129 114	615 509	255 673	1 141 653	26 012	90 267
JPY	1 108 495	360 221	145 256	515 729	24 054	63 234
GBP	843 698	239 765	108 735	444 190	19 071	31 937
AUD	446 511	170 020	52 827	186 332	12 077	25 254
CAD	332 053	121 791	42 963	145 739	7 168	14 392
CHF	327 022	85 683	36 237	194 094	1 961	9 047
CNY	285 030	96 896	35 600	136 851	1 564	14 120
Autres monnaies	1 894 984	597 818	438 227	734 959	23 170	100 736
Total « net - net »	6 595 471	1 987 441	999 318	3 202 667	108 486	297 522

Source : Banque des Règlements Internationaux

En tenant compte de la répartition géographique des opérations réalisées, la place britannique occupe le premier rang avec 43 % des échanges effectués, une part en augmentation de 37 % par rapport à 2016. Ce gain de parts de marché

a été enregistré au détriment de la place new-yorkaise qui compte 16,5 % des échanges mondiaux de devises, en baisse de 3 % par rapport à 2018.





THE FUTURE OF THE WORLD

10101010

LECTURE CATEGORY

04

ECONOMIC
ADVANCE

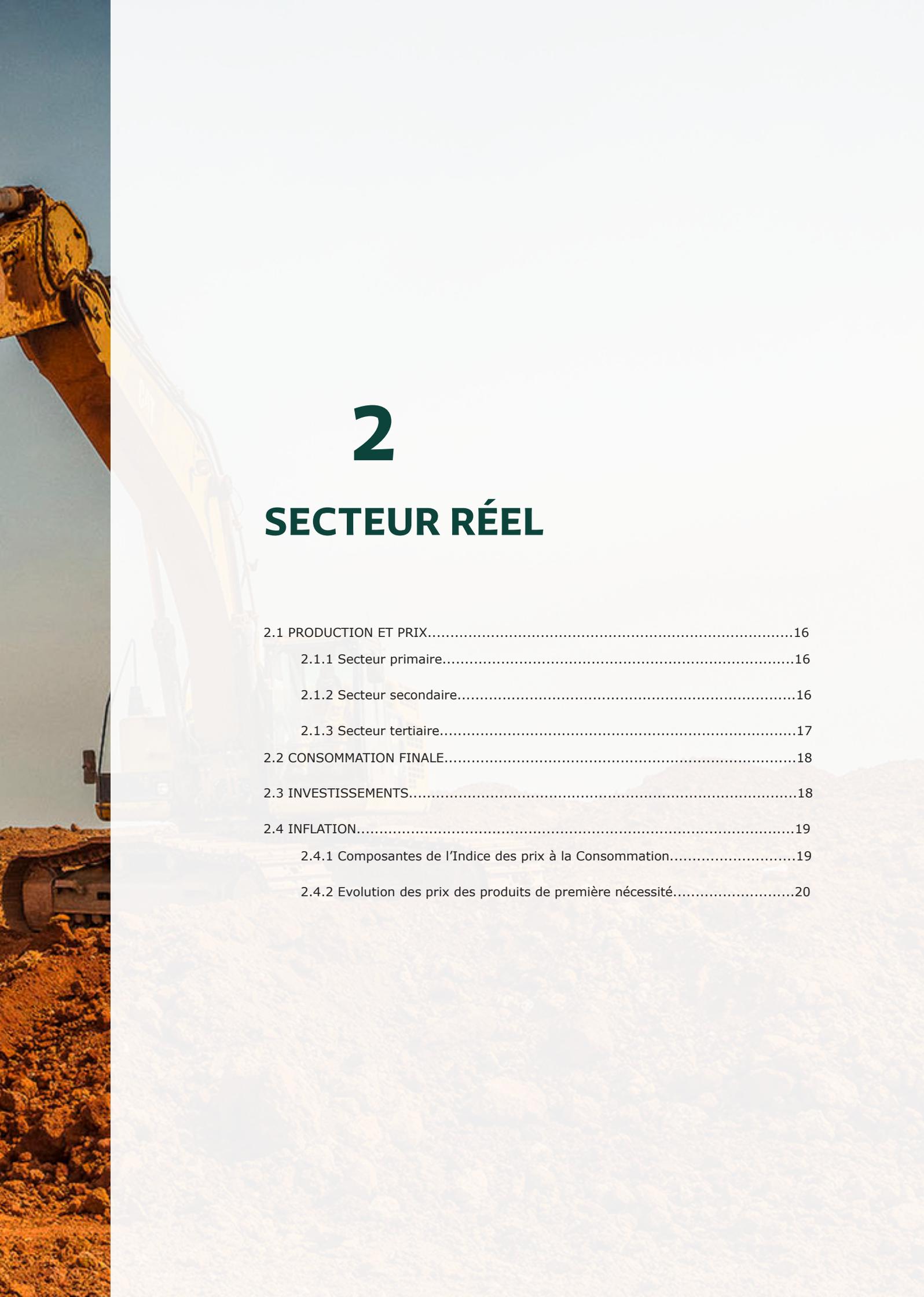
CRIMES

STAGES

STAGES

LECTURE





2

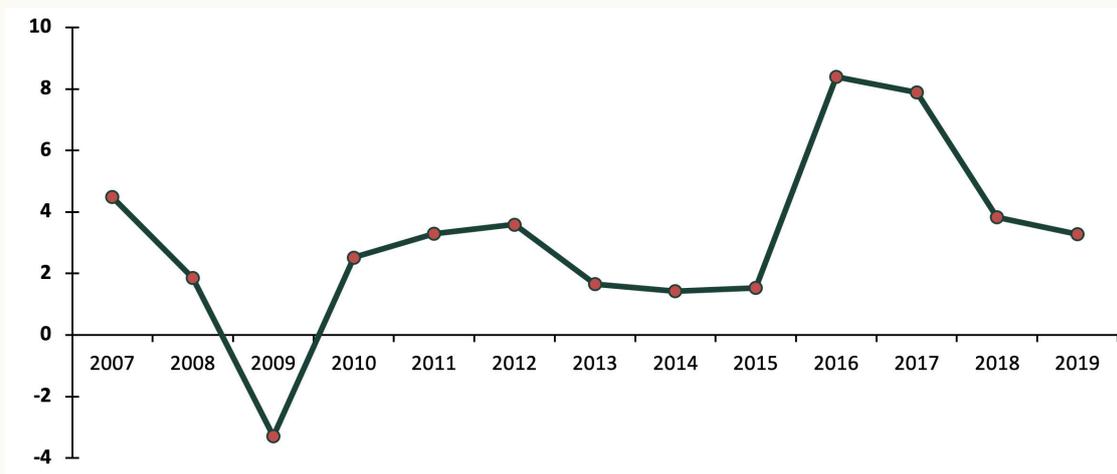
SECTEUR RÉEL

2.1 PRODUCTION ET PRIX.....	16
2.1.1 Secteur primaire.....	16
2.1.2 Secteur secondaire.....	16
2.1.3 Secteur tertiaire.....	17
2.2 CONSOMMATION FINALE.....	18
2.3 INVESTISSEMENTS.....	18
2.4 INFLATION.....	19
2.4.1 Composantes de l'Indice des prix à la Consommation.....	19
2.4.2 Evolution des prix des produits de première nécessité.....	20

Malgré un ralentissement de l'activité économique en 2019, la croissance de l'économie guinéenne reste toujours vigoureuse. Cette croissance est tirée par le dynamisme de tous les secteurs, notamment

les secteurs secondaire et primaire à travers les sous-secteurs extraction et élevage, chasse et services. L'inflation, bien qu'encore élevée, reste en dessous de deux chiffres.

Graphique 6 : Evolution des taux de croissance du PIB (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.1 PRODUCTION ET PRIX

Comme l'année précédente, le taux de croissance du PIB réel s'est établi à 6,2 % en 2019. Cette croissance est principalement tirée par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire dont les contributions sont respectivement de 2,2 % et 2,5 %.

2.1.1 Secteur primaire

La croissance du secteur primaire se situe à 4,5 % en 2019 contre 5,4 % en 2018, soit une décélération de 0,8 %. Cette baisse résulte de la contraction des activités dans les sous-secteurs de l'agriculture et de la pêche.

Le taux de croissance du sous-secteur agricole s'établit à 5,6% en 2019 contre 6,0% en 2018, en raison d'un relâchement dans la mise en œuvre du Programme Accéléré de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle et de Développement Agricole Durable (PASANDAD).

Le sous-secteur de la pêche chute également pour s'établir à 3% en 2019 contre 5% en 2018. Cette décélération est atténuée par la

poursuite de la réglementation du secteur et la lutte contre les activités illégales de pêche.

En 2019, le taux de croissance du sous-secteur de l'élevage est resté presque inchangé, se situant à 6% contre 6,1% pour l'année précédente. Cette situation résulte de la poursuite de la lutte contre les épizooties, du renforcement en intrants et équipements zootecniques et de la poursuite de la diffusion des géniteurs.

Le sous-secteur « sylviculture » garde le même taux que l'année précédente (3%). Cette situation résulte de la poursuite de la mise en œuvre des mesures réglementant le sous-secteur.

2.1.2 Secteur secondaire

La dynamique du secteur secondaire se renforce et atteint 6,6 % en 2019 contre 6,4 % en 2018. Cette croissance résulte essentiellement des activités extractives, de construction, et de production énergétique. Le secteur est resté sur

Une croissance tirée par le dynamisme dans les secteurs secondaire et tertiaire



une bonne dynamique, en dépit des difficultés à caractère structurel qui continuent de peser sur les industries alimentaires et de boissons.

Le sous-secteur «activités extractives» est resté vigoureux, avec 9,5 % de croissance contre 8,9 % l'année précédente. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de la production de bauxite, en lien avec l'extension des capacités de production et des infrastructures de transport de certaines sociétés minières, et de l'accroissement de la production aurifère. La production de bauxite est passée de 59,6 millions de tonnes en 2018 à 70,2 millions tonnes en 2019, soit une hausse de 17,8 %. Les exportations s'établissent à 66,3 millions de tonnes en 2019 contre 58 millions l'année précédente, soit une augmentation de 14,2 %. La production d'or augmente de 51,8 %, en passant de 935 525 onces en 2018 à 1 420 153 onces 2019.

La croissance du sous-secteur " construction " recule pour se situer à 4,6 % contre 4,9 % en 2018. Cette situation est en lien avec les mouvements socio-politiques qui ont paralysé

les activités économiques à plusieurs niveaux.

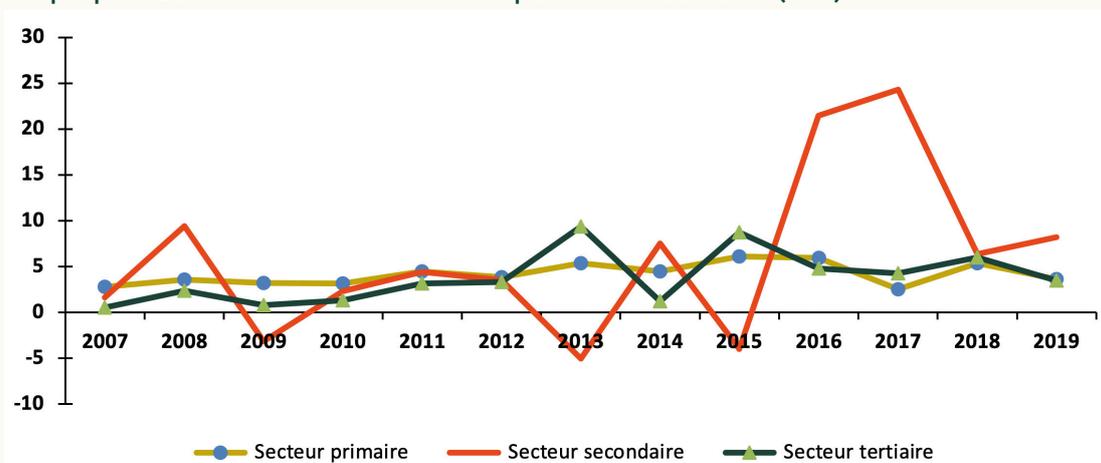
L'industrie alimentaire (produits alimentaires et boissons) a également subi les effets des mouvements socio-politiques. Sa croissance s'est établie à 2,9 % contre 3,2 % l'année précédente.

Le taux de desserte électrique s'accroît de 4,8 % contre 5,6 % en 2018. Cette croissance, bien que moins forte, résulte de l'augmentation de la production de Kaleta, de la réhabilitation de certaines centrales dont celles de Kaloum 2, Kaloum 5 et Kipé.

2.1.3 Secteur tertiaire

La croissance du secteur tertiaire s'établit à 5,8% contre 6,0% l'année précédente, soit un ralentissement de 2,5 points de pourcentage. Ce ralentissement s'explique par la paralysie des activités de l'administration publique due au contexte sociopolitique, la contraction des activités commerciales, des hôtels et restaurants, des transports et des autres services non marchands.

Graphique 7 : Evolution du taux de croissance par secteurs d'activités (en %)



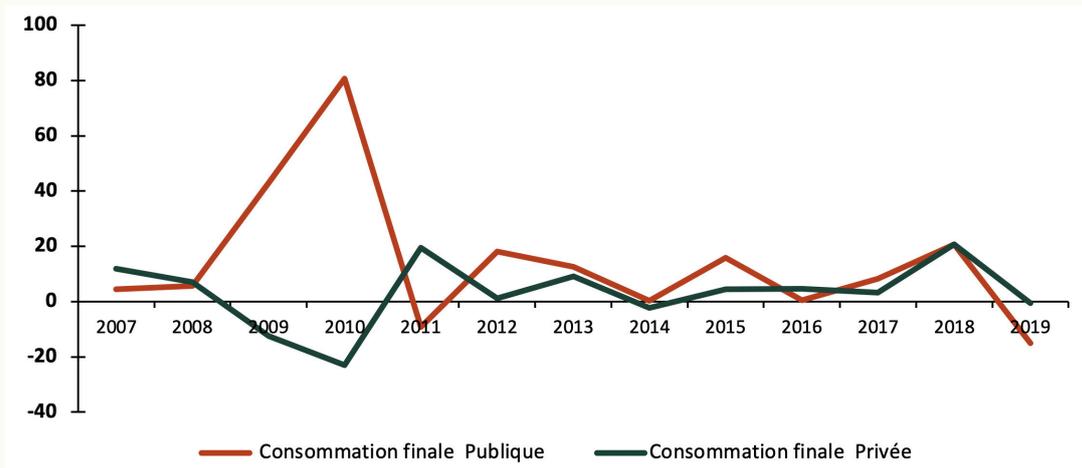
Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.2 CONSOMMATION FINALE

Les dépenses de consommation finale augmentent de 5,4 % en 2019 contre une baisse de 3,6 % en 2018. Cette situation résulte

essentiellement de la hausse des dépenses de consommation publique (14,8 %).

Graphique 8 : Evolution du taux de croissance de la consommation finale (en %)



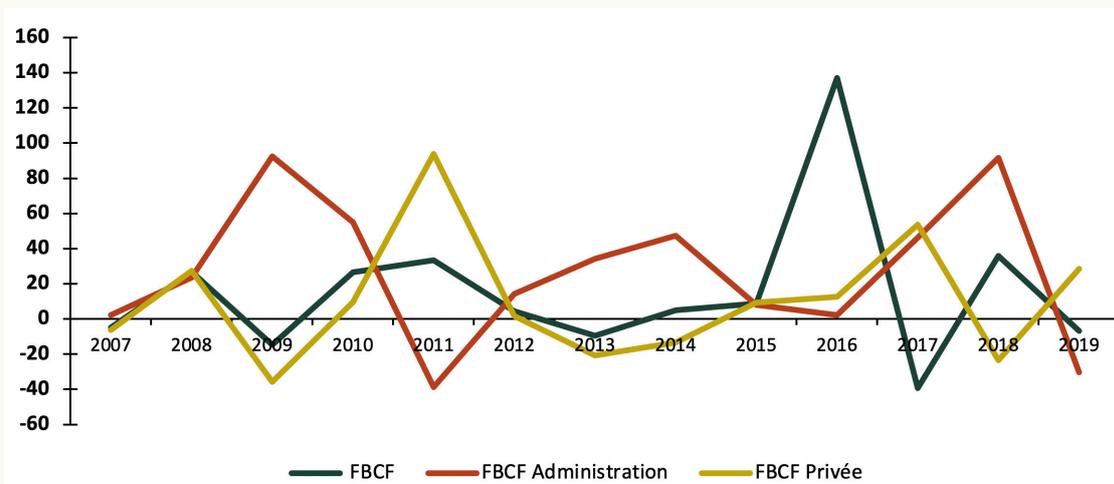
Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.3 INVESTISSEMENTS

Les investissements baissent de 6,7% en 2019 contre une augmentation de 35,7% en 2018, en lien avec la baisse des investissements de l'administration publique (-28,9%). Le taux d'investissement s'établit à 23,5%

contre 26,8 % en 2018. Les ratios pour les investissements des administrations publiques et les investissements du secteur privé se situent respectivement à 11,5% et 12% contre 16,6% et 10,2% en 2018.

Graphique 9 : Evolution du taux de croissance des investissements (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.4 INFLATION

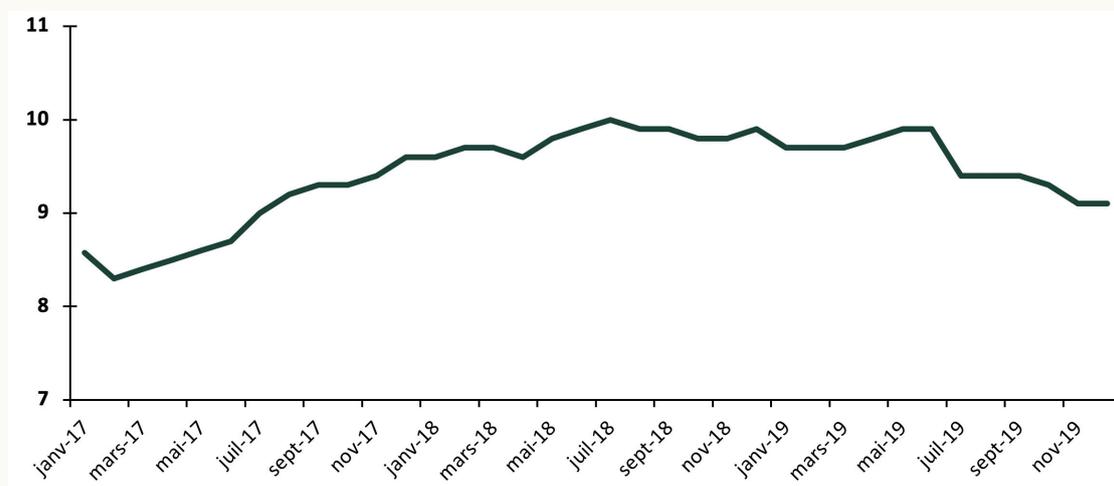
Le taux d'inflation en glissement annuel s'établit à 9,1 % en décembre 2019 contre 9,9 % un an auparavant. Ce niveau d'inflation s'explique essentiellement par l'évolution des prix des fonctions suivantes :

- i. « produits alimentaires, boissons et tabacs » ;
- ii. « logement/électricité/eau/gaz » ;

- iii. « habillement et chaussures » ; et
- iv. « hôtels/café/restaurants ».

En moyenne, ces fonctions contribuent respectivement de 34%, 31,8%, 22,6% et 22% à la hausse générale des prix. En moyenne annuelle, la variation du niveau général des prix se situe à 9,5% en décembre 2019 contre 9,8% à la même période de l'année précédente.

Graphique 10 : Inflation en glissement annuel (%)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

2.4.1 Composantes de l'Indice des prix à la Consommation

Les prix des produits alimentaires augmentent, en glissement annuel, de 11,6 % en décembre 2019, notamment au niveau des sous-groupes « sel et épices », « légumes autres que pommes de terre et tubercules » et « huiles et graisses ».

Concernant la fonction « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles », les prix augmentent, en glissement annuel, de 11,7 %.

L'inflation sous-jacente s'établit à 3,8 % en décembre 2019 contre 6,3 % un an auparavant. Ce niveau reflète l'augmentation des prix de certains biens de consommation tels que les articles d'habillement et les équipements

ménagers.

La faible capacité de stockage et de conservation, ainsi que la mauvaise qualité des infrastructures de transport continuent d'avoir un effet accélérateur des prix des produits locaux. En effet, l'indice des prix des produits locaux progresse de 11,8 % contre seulement 1,6 % pour l'indice des produits importés.

En glissement annuel, l'indice des produits du secteur primaire progresse de 10,9 % en décembre 2019 tandis que les indices des prix des produits des secteurs secondaire et tertiaire augmentent respectivement 8,9 % et 3,9 %.

Tableau 7 : Variation en glissement annuel des composantes de l'indice des prix (en %)

Groupes de produits	déc-13	déc-14	déc-15	déc-16	déc-17	déc-18	déc-19
Alimentation	11,8	10,1	9,3	12,6	14,2	12,3	11,6
Pain et céréales	-0,1	6,5	1,4	6,4	5,6	10,6	1,8
Viande	8,2	2,3	1,8	9,0	10,8	9,4	-1,7
Poissons	23,0	19,2	16,3	21,6	18,8	17,5	6,6
Lait, fromage et œuf	4,0	0,9	3,7	5,6	2,7	11,6	4,8
Huiles et Graisses	9,2	8,5	8,9	5,8	10,5	-1,0	5,1
Légumes autres que pomme de terre et tubercule	14,0	16,5	13,4	13,7	20,5	13,1	14,7
Sel, épices, et produits alimentaires nda	6,6	4,5	7,6	9,2	16,0	32,4	87,8
Habillement et chaussures	15,2	10,0	5,7	3,7	1,1	4,1	7,4
Ameublement/ Équipement ménager	7,6	10,5	5,9	3,5	2,7	3,6	4,6
Transport	0,7	2,0	19,6	-16,6	0,0	13,3	0,8
Logement / Électricité / Eau Gaz	7,8	6,8	8,2	4,9	4,3	5,1	11,7
santé	16,9	12,8	6,3	5,4	4,8	2,4	2,7
loisir / spectacle / culture	8,9	1,9	5,8	1,3	2,1	3,9	2,5
enseignement	5,5	2,5	3,3	3,1	1,6	2,8	0,1
hôtels café restaurants	4,2	4,0	0,9	1,4	-0,3	2,8	1,7
autres biens et services	10,7	4,6	2,2	0,8	0,1	16,4	2,1

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

2.4.2 Évolution des prix des produits de première nécessité

Les prix des produits de première nécessité, dont le carburant, l'eau, l'électricité, le riz et le gaz, augmentent globalement au cours de l'année 2019.

Le prix du carburant à la pompe est un prix flexible qui s'aligne sur le prix du baril au niveau du marché international. Ce prix s'établit à GNF 10 000 le litre en août 2019 contre GNF 9 500 entre janvier et février 2019.

De façon générale les prix administrés tels que ceux de l'eau et de l'électricité ne varient pas considérablement. Les prix unitaires de la première tranche d'eau (m3) à la SEG et des différentes tranches de l'électricité à EDG sont restés stables au cours de l'année. En effet, le prix unitaire de la première tranche d'eau s'élève à GNF 750. S'agissant du prix unitaire de la première tranche d'électricité, il est de GNF 90. La deuxième et la troisième tranches

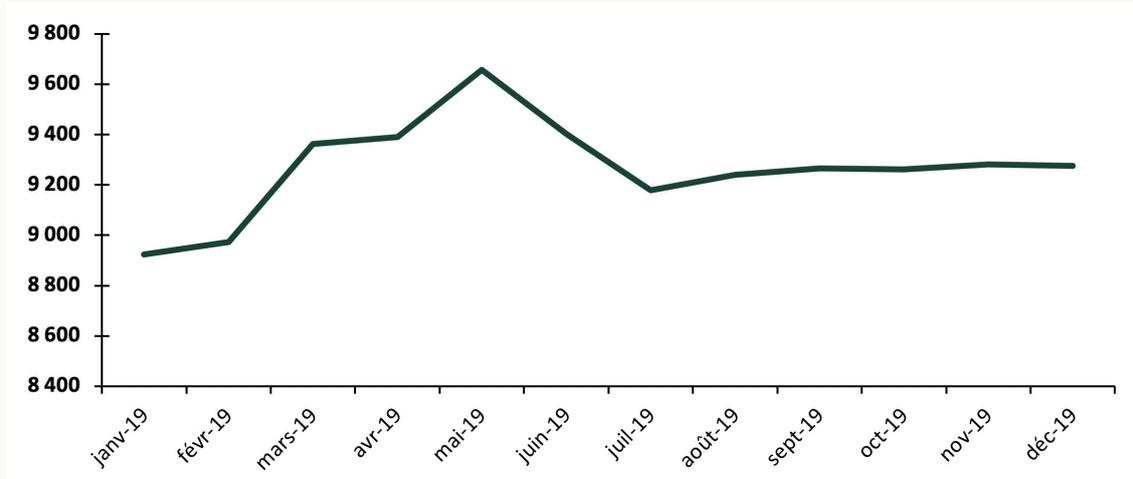
d'électricité s'élèvent respectivement à GNF 293 et GNF 336.

Le prix du riz local s'établit en moyenne à GNF 9 267,6 le kilogramme contre GNF 9 059,2 en 2018. Cette augmentation résulte de l'insuffisance de l'offre face à l'accroissement de la demande, en particulier durant la période du ramadan.

Quant au « riz importé asiatique brisé », son prix passe de GNF 6 283 le kilogramme en décembre 2018 à GNF 6 177 en décembre 2019, soit une baisse légère de 1,69 % en glissement annuel.

Les prix des poissons fumés, de la tomate, de la pomme de terre, du gombo, de la feuille de patate, de l'huile de palme et de l'oignon gardent une tendance haussière au cours de l'année.

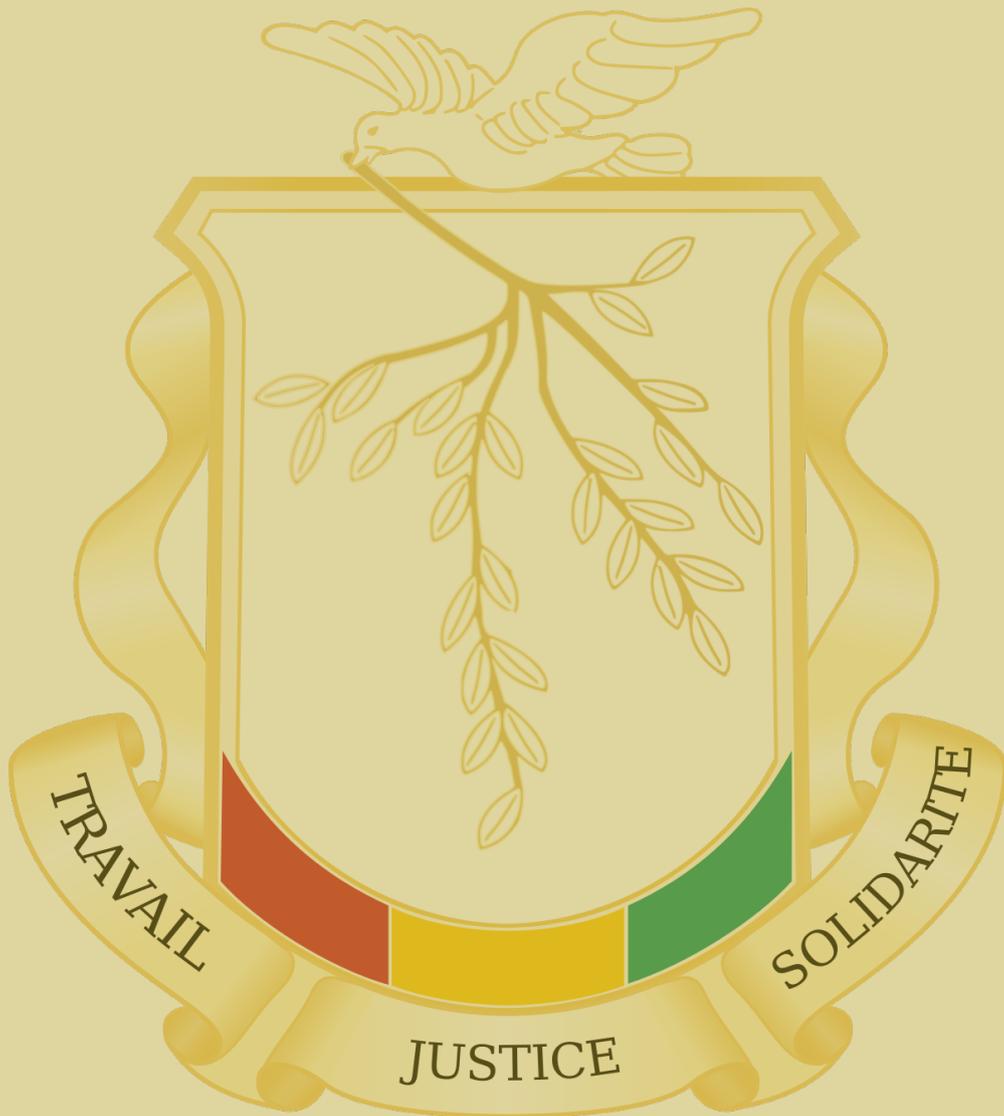
Graphique 11 : Evolution du prix du riz local en 2019 (en GNF/Kg)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique



RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



3

OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

3.1 RECETTES ET DONNS.....	24
3.2 DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS.....	25
3.3 SOLDE ET FINANCEMENT.....	27
3.4 DETTE PUBLIQUE.....	27
3.4.1 Dette extérieure.....	28
3.4.2 Dette Intérieure.....	29



RECETTES ET DONNS

GNF 17 590,6 milliards (2019)

GNF 15 962,4 milliards (2018)

DÉPENSES ET PRÊTS NETS

GNF 18 394,9 milliards (2019)

GNF 17 127,5 milliards (2018)

L'environnement économique national en 2019, marqué notamment par des manifestations politiques, a eu un effet sur l'exécution budgétaire qui se traduit par un besoin de financement de 4,2 % du PIB.

3.1 RECETTES ET DONNS

Au cours de l'année 2019, les recettes et dons se sont accrues à un rythme de 10,2% par rapport au niveau réalisé une année auparavant, pour atteindre GNF 17 590,6 milliards. Cette évolution est la combinaison de la bonne performance des recettes fiscales et non fiscales, et ce, malgré la contraction des dons.

La structure des recettes et dons montre la prédominance des ressources propres avec une proportion de 96,5 % du total en 2019, contre 90 % l'année précédente. Cette tendance devrait permettre à l'Etat de réduire progressivement sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure en termes d'emprunts.

Les ressources propres dégagées au cours de l'exercice 2019 se chiffrent à GNF 16 749,3 milliards contre GNF 14 422,8 milliards, soit une progression de 16,1 %. Cette hausse est imputable aussi bien aux recettes fiscales qu'aux recettes non fiscales.

Les recettes fiscales augmentent de 12,3 % par rapport à 2018 pour se situer à GNF 15 583,6 milliards en 2019, soit 14,2 % du PIB. Cette évolution résulte de l'accroissement des taxes sur les biens et services, des impôts sur le commerce extérieur et sur les transactions internationales.

En 2019, les taxes sur les biens et services progressent de 19,1 % pour se chiffrer à GNF 7 955,6 milliards, en raison de l'augmentation des taxes à l'importation des produits non miniers.

Les droits de porte sur le commerce extérieur et les transactions internationales se situent à GNF 4 035,4 milliards contre GNF 3 583,6 milliards en 2018, soit une progression de 12,6%. Cette évolution résulte de l'augmentation de droits fiscaux sur l'importation des produits pétroliers.

Les impôts et taxes sur les revenus et bénéfiques diminuent de 2,6 % par rapport à 2018 pour se situer à GNF 3 196,1 milliards. Cette contreperformance provient de la baisse des recettes du secteur minier qui passent de GNF 2 836,2 milliards à GNF 2 373,3 milliards en 2019, soit un recul de 16,3 %. Ce recul est imputable à la baisse des taxes sur les produits miniers, notamment de la Compagnie des Bauxites de Guinée (CBG).

Les recettes non minières passent de GNF 11 586,6 milliards à GNF 14 999,3 milliards en 2019, soit un accroissement de 29,5 %, tirées essentiellement par les recettes non fiscales et les impôts sur les biens et services.

Les recettes non fiscales s'accroissent significativement pour se situer à GNF 1 165,7 milliards, soit une amélioration de 16,1 %. Cette amélioration est tirée par le rebond des redevances versées par les sociétés de pêche, et des produits divers, suite à la levée de la sanction de l'Union Européenne.

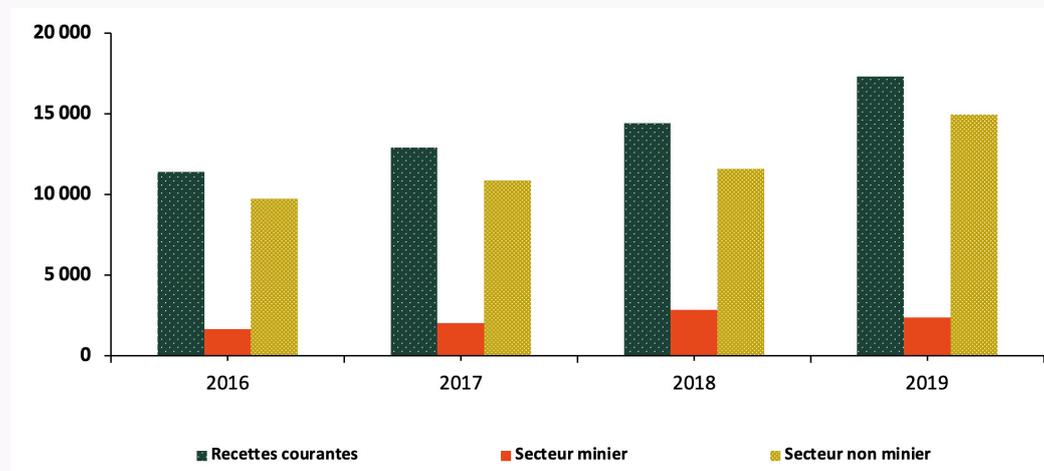
Enregistrant une diminution de 44,5 % par rapport à 2018, le niveau de décaissement des dons s'établit à GNF 837,8 milliards. Cette diminution provient de la baisse à la fois des dons affectés et non affectés.

Encadré 1 : Réformes Fiscales en 2019

Le Gouvernement guinéen à travers le Ministère du Budget a engagé plusieurs réformes dans le domaine fiscal. Ces réformes ont permis de renforcer la mobilisation des recettes fiscales. Il s'agit :

- i) de la création d'une Section « Valeurs » qui a permis de renforcer et d'alimenter la base de données ou les fichiers valeurs des produits sensibles et/ou grands pourvoyeurs de recettes ;
- ii) de l'obligation de fournir une copie de la déclaration d'importation du pays d'exportation des marchandises indiquant les éléments d'assiettes des marchandises importées en Guinée (valeur, espèce tarifaire, poids, quantité...);
- iii) de la création et l'opérationnalisation de la Division du Renseignement d'Analyse de Recherche et de l'Orientation du Contrôle (DRAROC), qui permet de développer le renseignement dans le cadre de la lutte contre la fraude (LCF) ;
- iv) de l'utilisation de la téléphonie mobile pour le paiement des vignettes ;
- v) des paiements effectifs par RTGS depuis le 19 janvier 2019 ;
- vi) de la mise en place du Numéro d'identification Fiscal permanent (NIFP), l'interconnexion des régies (Douanes, Impôts, AGUIPE).

Graphique 12 : Evolution de la répartition des recettes par secteur en milliards de GNF de 2016 à 2019



Source : Ministère du Budget

3.2 DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS

Les dépenses totales et prêts nets augmentent de 7,4 % par rapport à 2018 pour s'établir à GNF 18 394,9 milliards. Cette augmentation résulte essentiellement, de la hausse des dépenses courantes, malgré l'accélération du remboursement des prêts.

Les dépenses courantes s'accroissent de 19,3% par rapport à l'année précédente pour se situer à GNF 13 829,6 milliards. Cette évolution est portée par l'ensemble de ses composantes, à l'exception des paiements des intérêts de la dette qui ont reculé par rapport à l'année précédente

OPÉRATIONS FINANCIÈRES DE L'ÉTAT

L'examen de la structure des dépenses courantes révèle la prédominance du poste de subventions et transferts (33 %), des traitements et salaires (32 %) et des dépenses en biens et services (30,7 %).

Les dépenses de subventions et transferts passent de GNF 3 141,8 milliards à GNF 4 569,6 milliards en 2019, soit un accroissement de 45,4 %, en raison principalement de l'augmentation des subventions accordées à la Société d'Electricité de Guinée (EDG), pour la fourniture d'électricité au plus grand nombre de ménages.

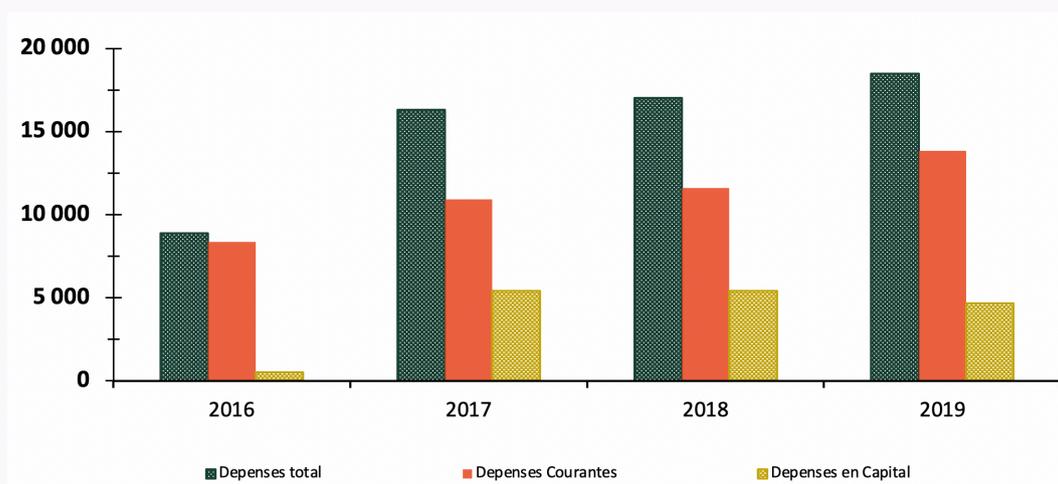
Les dépenses de biens et services augmentent de 23,4% par rapport à 2018, pour s'établir à GNF 4 252,8 milliards, soit 4% du PIB. Cette augmentation est liée à la hausse du prix du

carburant à la pompe de GNF 9 000 à GNF 10 000.

La progression des dépenses de personnel de 7,5 % en 2019 pour se situer à GNF 4 430,1 milliards, soit 4 % du PIB. Cette progression résulte, entre autres, du recrutement de nouveaux agents, de la valorisation des salaires des magistrats et des militaires. L'augmentation de la masse salariale des militaires s'explique par les avancements catégoriels et les promotions.

Le service de la dette recule de 34% par rapport à son niveau de 2018, pour se situer à GNF 577,0 milliards. Ce recul s'explique par une baisse du paiement des intérêts aussi bien sur la dette intérieure que sur la dette extérieure.

Graphique 13 : Evolution des composantes des dépenses publiques en milliards GNF de 2016 à 2019



Source : Ministère du Budget

Les dépenses en capital se contractent de 15,8 % par rapport à 2018 pour atteindre GNF 4 561,6 milliards, soit 4,2 % du PIB. Cette diminution est imputable à la baisse de 25,7% des engagements de dépenses en capital

sur financement extérieur et de 40,1% du financement intérieur des dépenses en capital et ce, à cause de la situation économique difficile dans les pays partenaires de la Guinée.

3.3 SOLDE ET FINANCEMENT

L'exécution budgétaire en 2019 se traduit par un besoin de financement de l'économie guinéenne de GNF 5 365,8 milliards, représentant 4,2% du PIB.

Le solde net de gestion s'établit à GNF -804,2 milliards, contre un repère à fin décembre de GNF -3 404,8 milliards.

3.4 DETTE PUBLIQUE

Dans un environnement national marqué par la détérioration du déficit budgétaire et des difficultés de relance du dialogue politique, l'endettement public augmente de 5,6 % par rapport à 2018, pour se situer à USD 4 260,1 millions. Ce niveau représente 35,7 % du PIB, mais reste en dessous du critère de convergence macroéconomique de la CEDEAO, fixé à 70 % du PIB.

Le besoin de financement est couvert par des emprunts (GNF 3 250,4 milliards), des remboursements de prêts (GNF 225,5 milliards), des cessions d'actifs (GNF 46,4 milliards) et des remboursements du capital des emprunts (GNF 2 958,14 milliards).

L'évolution de la dette publique provient de l'augmentation de la dette extérieure de 15,3 % par rapport à 2018, malgré la baisse de la dette intérieure de 7 %. La structure de l'endettement public indique l'importance du niveau de la dette extérieure, qui représente 61,6 % en 2019 contre 56,4 % en 2018.

Encadré 2 : Stratégie de Gestion de la dette publique

Dans la logique de la Troisième revue du programme triennal FEC conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI) en fin 2018, le Gouvernement guinéen a continué de maintenir la rigueur dans sa politique d'endettement et sa Stratégie de Dette à Moyen Terme (SDMT). L'objet de cette politique est de contenir les risques et coûts de sa dette à un niveau soutenable.

Dans cette continuité, plusieurs actions ont été envisagées au courant de l'année, dont les plus importantes sont :

1. le renforcement du système d'enregistrement de la dette publique avec l'acquisition du nouveau logiciel de gestion SYGADE ;
2. la poursuite de la mise à jour de la stratégie de la Dette à Moyen Terme et l'analyse de la Viabilité de la Dette ;
3. La poursuite de l'assainissement des relations financières entre l'État et le Secteur privé par l'apurement des arriérés intérieurs.

Tableau 8 : Encours de la dette publique en millions USD

Désignation	2017		2018		2019	
	En millions USD	En % du Total	En millions USD	En % du Total	En millions USD	En % du Total
Encours dette publique	3 468,2	100,0	4 035,5	100,0	4 260,1	100
En % du PIB	33,3		38,4		35,7	
Dette Intérieure*	1 492,0	43,0	1 758,1	43,6	1 634,9	38,4
En % du PIB	14,3		16,7		13,7	
Dette extérieure	1 976,2	57,0	2 277,3	56,4	2 625,2	61,6
En % du PIB	19,0		21,7		22,0	

Source : Ministère du Budget

* convertie en dollars en utilisant le taux de change en moyenne annuelle du dollar rapport au GNF

3.4.1 Dette extérieure

A fin 2019, l'encours de la dette extérieure publique s'est établi à USD 2 625,2 millions, soit une progression de 15,3 % par rapport à 2018. Cette évolution est principalement due à la hausse de la dette, aussi bien multilatérale que bilatérale, lesquelles se sont respectivement accrues de 18 % et de 11 %. La dette commerciale diminue de 0,9 % par rapport à 2018 pour se situer à USD 60,2 millions.

La structure de la dette extérieure fait apparaître une prédominance des créanciers multilatéraux qui constituent le premier groupe de créanciers avec un encours de USD 1 336,8 millions, soit une part de 50,9 %, suivis des créanciers bilatéraux avec USD 1 228,2 millions ou 46,8 % du total de la dette, et des créanciers commerciaux avec USD 60,2 millions ou 2,9 % du total.

Rapporté au PIB, l'encours de la dette extérieure représente, à fin 2019, 22 % contre 21,7 % à fin 2018, soit une augmentation de 0,3 point.

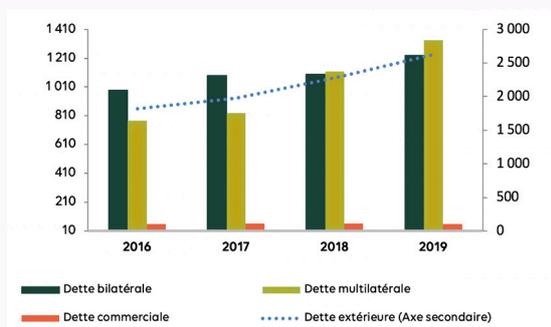
Les plus grands créanciers multilatéraux de la Guinée restent le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale avec des enveloppes respectives d'USD 446,8 millions et d'USD 338,5 millions en 2019.

Le niveau de la dette extérieure bilatérale en 2019 est lié à l'accroissement plus marqué de la dette bilatérale (hors Club de Paris), qui résulte de l'augmentation des emprunts non concessionnels destinés au financement d'infrastructures routières et énergétiques. Ces emprunts non concessionnels sont contractés exclusivement auprès de la Chine.

Par ailleurs, la dette provenant des fonds arabes reste relativement modérée avec un niveau de USD 182,1 millions contre USD 176,3 millions en 2018.

Le service de la dette extérieure dû à fin 2019 s'élève à USD 89,6 millions contre USD 111,5 millions en 2018. Ce service représente 2,1 % des exportations de biens et services et 5,3 % des recettes fiscales comparativement à leur niveau respectif de 3,6 % et 5,8 % un an auparavant.

Graphique 14 : Structure de la dette extérieure en millions USD de 2016 à 2019



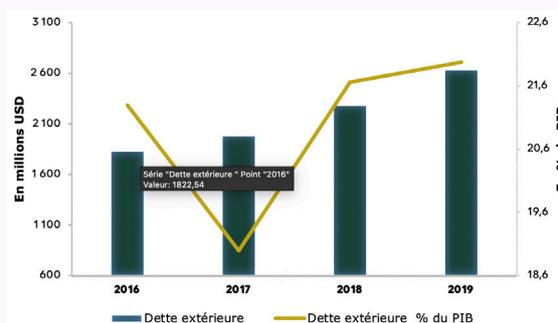
Source : Ministère du Budget

3.4.2 Dette Intérieure

La dette intérieure à fin 2019 se caractérise par une baisse de 5,2 % par rapport à 2018, pour atteindre un niveau de GNF 15 015,5 milliards, soit 13,7 % du PIB. Cette baisse est attribuable au remboursement de la dette non structurée.

Par ailleurs, la dette structurée connaît une progression de 8,2 % pour se situer à GNF

Graphique 15 : Evolution de la dette extérieure à niveau (en millions USD) et en % du PIB de 2016 à 2019



Source : Ministère du Budget

15 015,5 milliards, contre GNF 13 873,5 milliards en 2018. Ce niveau relève de l'augmentation de l'encours des bons du Trésor et des emprunts obligataires, pour GNF 4 854,3 milliards et GNF 1 510,5 milliards respectivement.

Le découvert exceptionnel auprès de la BCRG et la dette titrisée des pétroliers sont respectivement de GNF 6 826 milliards et de GNF 1 824,8 milliards.

Tableau 9 : Structure de la dette intérieure en milliards de GNF

	2017	2018	2019
Encours de la dette intérieure	13 561,1	15 842,8	15 015,5
Dette structurée	12 624,8	13 873,4	15 015,5
1. Dette BCRG (Découvert exceptionnel)	6 258,5	6 258,5	6 826,0
2. Dette titrisée des pétroliers et autres	729,4	1 457,4	1 824,8
3. Encours Bons de Trésor en Principal	3 070,0	4 272,0	4 854,3
4. Emprunts Obligataires 2015	183,3	0,0	1 302,0
5. Protocole Dette BCRG 2015 hors intérêts	1 135,0	922,2	
6. Emprunts Obligataires 2017	500,3	417,0	208,5
7. Arriérés de crédits TVA des sociétés minières et autres	633,1	546,3	
8. Dettes CBG en principal	115,1	0,0	0,0
Dette non structurée	936,4	1 969,5	0,0

Sources : Ministère du Budget



4

MONNAIE, CRÉDIT ET CHANGE

4.1 COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE.....	32
4.2 CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE.....	32
4.2.1 Avoirs extérieurs nets.....	32
4.2.2 Avoirs intérieurs nets.....	32
4.3 GESTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET OPERATIONS DE CREDIT.....	34
4.3.1 Opérations d’open market, de prises en pension et opérations interbancaires collatéralisées.....	34
4.3.2 Réserves obligatoires.....	35
4.3.3 Taux directeur.....	35
4.3.4 Évolution des dépôts.....	35
4.3.5 Évolution des crédits.....	36
4.3.6 Système d’Information du Crédit (SIC).....	36
4.4 OPERATIONS ET REGLEMENTATION DE CHANGE.....	40
4.4.1 Évolution du taux de change.....	40
4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD).....	40
4.4.3 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d’argent	40
4.4.4 Exécution du budget en devises de la Nation.....	40

La masse monétaire se chiffre à GNF 30 431,7 milliards à fin décembre 2019, contre GNF 24 747,4 milliards à fin décembre 2018, soit un accroissement de 23 %. Cet accroissement résulte tant de la reconstitution des avoirs extérieurs nets que de la progression des avoirs intérieurs nets.

4.1 COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE

La structure de la masse monétaire reste toujours dominée par les dépôts à vue en francs guinéens dont la part est de 42,6 % sur les deux dernières années. La part des dépôts en devises représente 20,9 %, en hausse d'un point de pourcentage par rapport à fin décembre 2018. La part de la composante monnaie en circulation reste stable autour de 29 % depuis fin décembre 2018.

La circulation fiduciaire se situe à GNF 8 816,4 milliards à fin décembre 2019 contre GNF 7 244,5 milliards un an auparavant, soit

une progression de 21,7 %, en raison de l'augmentation des avoirs extérieurs nets, de la détérioration de la position nette du Trésor et de la hausse des crédits au secteur privé.

A fin décembre 2019, les dépôts en francs guinéens progressent de 21,5 % par rapport à leur niveau de fin décembre 2018 pour s'établir à GNF 15 255,9 milliards. Les dépôts en devises augmentent de 28,6 % au cours de la période pour se situer à GNF 6 359,4 milliards. Ces hausses s'expliquent par le dynamisme des activités économiques.

4.2 CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE

4.2.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets se sont reconstitués à hauteur de GNF 9 795,4 milliards à fin décembre 2019 contre GNF 6 632,2 milliards un an auparavant, soit une hausse de 47,7 %. Cette augmentation s'explique par l'accroissement des réserves officielles de change. Elle est atténuée par la dégradation de la position extérieure nette des banques.

En effet, les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale croissent de 66,7 % pour se situer à GNF 8 012,2 milliards (USD 889,8 millions) à fin décembre 2019 contre GNF 4 806,8 milliards (USD 533,8 millions), à fin décembre 2018. Cet accroissement est essentiellement dû au renforcement des réserves en or, à l'encaissement des ressources en devises de la licence 4G d'orange, de l'appui budgétaire de la Banque Mondiale, des recettes minières et du décaissement lié au Programme économique et financier de la Guinée appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC).

Par contre, la position extérieure nette des

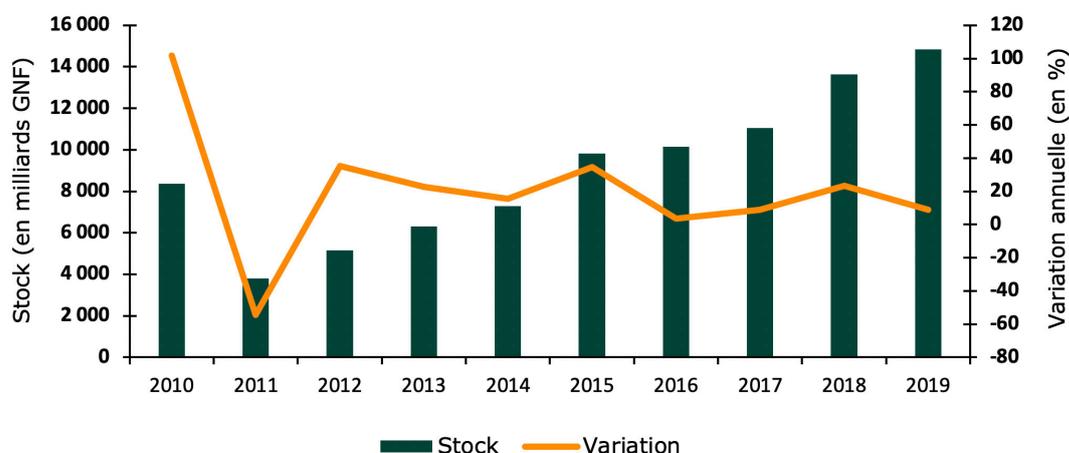
banques commerciales baisse de 2,3 % pour se situer à GNF 1 783,3 milliards à fin décembre 2019. Cette baisse s'explique principalement par la hausse des engagements extérieurs, liée aux avances faites par les banques mères dans le cadre de l'ouverture des lettres de crédit.

4.2.2 Avoirs intérieurs nets

Les avoirs intérieurs nets s'accroissent de 13,9 % pour se situer à GNF 20 636,2 milliards au 31 décembre 2019, contre GNF 18 115,2 milliards un an auparavant. Cet accroissement s'explique principalement par la consolidation des crédits au secteur privé et la détérioration de la position nette du Trésor auprès du système bancaire.

La Position Nette du Trésor (PNT) auprès du système bancaire s'établit à GNF 14 848,6 milliards à fin décembre 2019, en dégradation de 8,9 % par rapport à son niveau du 31 décembre 2018, en raison des recours aux Bons du Trésor (GNF 5 954,3 milliards) et aux emprunts obligataires (GNF 1 302 milliards).

Graphique 16 : Créances nettes sur l'Etat (%)



Source : BCRG/DGES/DSBP

L'encours des crédits au secteur privé croît de 22,6% à fin décembre 2019, pour s'établir à GNF 12 059,7 milliards. Cette évolution s'explique essentiellement par la campagne « crédit scolaire » et la mise en place des crédits au profit des secteurs de l'énergie et des BTP.

Les créances compromises augmentent de 13,7% sur la période, en raison des déclassés de nouvelles créances en souffrance sur la période, notamment dans les secteurs pétrolier, alimentaire et des BTP. Les crédits à l'économie sont toujours tirés par les crédits à court terme qui représentent 65% du total.

Tableau 10 : Situation monétaire intégrée (en milliards GNF sauf les réserves de changes)

Libellé	2017	2018	2019	Variation 2018-2019	
				Absolue	en %
Avoirs extérieurs nets	4 962,4	6 632,2	9 795,4	3 163,2	47,7
Banque Centrale	2 899,4	4 806,8	8 012,2	3 205,4	66,7
dont réserves de change (millions USD)	321,9	533,8	889,8	356,0	66,7
Banque de Dépôts	2 063,1	1 825,4	1 783,3	-42,2	-2,3
Avoirs intérieurs nets	17 471,8	18 115,2	20 636,2	2 521,0	13,9
Créances nettes sur l'État à la BCRG	7 926,8	9 393,5	9 438,1	44,6	0,5
Créances nettes sur l'État dans les Banques	3 126,6	4 236,2	5 410,5	1 174,3	27,7
Crédits aux Entreprises Publiques	3,7	4,2	0,1	-4,1	-98,6
Crédits au Secteur Privé	8 217,4	9 835,7	12 059,7	2 224,0	22,6
Autres Postes nets	-1 802,5	-5 354,6	-6 272,2	-917,6	17,1
Masse monétaire	22 434,2	24 747,4	30 431,7	5 684,3	23,0
Monnaie en circulation	6 707,1	7 244,5	8 816,4	1 571,9	21,7
Dépôts à vue	8 885,2	10 540,0	12 953,4	2 413,4	22,9
Dépôts à terme	1 665,3	2 017,0	2 302,5	285,5	14,2
Dépôts en devises étrangères	5 176,6	4 945,9	6 359,4	1 413,5	28,6

Source : BCRG/DGES/DSBP

4.3 GESTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET OPERATIONS DE CREDIT

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire, la BCRG utilise principalement les instruments indirects à savoir, les opérations d'open market et les réserves obligatoires. Par ailleurs, elle agit sur son taux directeur pour influencer sur l'ensemble des taux du système bancaire. En outre, pour le compte du Trésor public, la BCRG émet des Bons du Trésor (BdT) sur le marché monétaire pour couvrir les besoins de trésorerie de l'État.

Cette mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée, au cours de l'année 2019, par le maintien du taux directeur à 12,5 % et du taux des réserves obligatoires à 16 %.

4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et opérations interbancaires collatéralisées

Le volume des émissions des BdT s'établit à GNF 7 231,3 milliards en 2019 contre GNF 7 115 milliards en 2018, soit une progression de 2 %.

Tableau 11 : Progression des encours de BDT 2016 à 2019 (milliards GNF)

	Déc.-16	Déc.-17	Déc.-18	Déc.-19
Encours total	2 562,8	3 070,0	4 272,0	4 864,25
91 jours	235	200	270	310
182 jours	1 005,5	950	1 174	886,5
364 jours	1 322,3	1 920	2 828	3 667,8

Source : BCRG/DGCC/DPMC

En 2019, la deuxième échéance de l'emprunt obligataire (GNF 500 milliards sur trois ans à 12,5 %) émis en 2017 a été remboursée par le Trésor public.

Les pensions overnight se situent à GNF 120 milliards en 2019 contre GNF 158,5 milliards en 2018, soit une diminution de 24 %. Cette diminution s'explique par les mesures prises par la BCRG pour rendre le marché interbancaire actif, notamment l'opérationnalisation du « Real-Time Gross-Settlement » (RTGS).

Le recours au guichet de pension résulte de

Le volume souscrit par les banques, les compagnies d'assurance et les mutuelles s'élève à GNF 9 839 milliards en 2019 contre GNF 10 096 milliards en 2018, soit une baisse de 3 %. Cette réduction s'explique par la diminution de la liquidité du système bancaire suite à la forte souscription des banques à l'emprunt obligataire émis par l'État du 10 juin au 10 juillet 2019.

Le volume adjugé des BdT se chiffre à GNF 5 954,3 milliards contre GNF 5 713 milliards en 2018, soit une augmentation de 4 %.

Le taux d'absorption s'établit à 73,50 % en 2019 contre 70,47 % en 2018.

L'encours total des BdT s'élève à GNF 4 864,3 milliards à fin décembre 2019 contre GNF 4 272 milliards à fin décembre 2018. Cet encours reste toujours dominé par la maturité de 364 jours, suivie de celle de 182 jours.

l'anticipation des banques sur les manquements aux réserves obligatoires et sur une position débitrice au cours des séances de compensation. Ce recours se justifie par le caractère dissuasif des taux d'intérêt appliqués pour les pénalités au manquement sur les réserves obligatoires.

Les opérations interbancaires en GNF, garanties par les titres, portent sur des échanges de liquidités pour un montant global de GNF 1 160 milliards contre GNF 735 milliards en 2018, soit une hausse de 58 %. Les taux d'intérêt varient entre 8,5 % et 11 % avec un taux moyen pondéré de 9,8 %.

4.3.2 Réserves obligatoires

A fin décembre 2019, les réserves obligatoires, dont le coefficient est maintenu inchangé, se chiffrent à GNF 3 151,4 milliards contre GNF 2 492,3 milliards à fin 2018, soit une augmentation de 26,4 %.

Les réserves excédentaires nettes s'établissent, en moyenne, à GNF 1 463 milliards toutes devises confondues, dont GNF 924 milliards pour la partie en franc guinéen.

4.3.3 Taux directeur

Le taux directeur complète le dispositif des instruments existants en vue de mieux gérer la liquidité bancaire.

Malgré le maintien du taux directeur à 12,5 %, la liquidité totale du système bancaire augmente de 7,3 %, passant de GNF 3 819,8 milliards à fin décembre 2018 à GNF 4100,3 milliards à fin décembre 2019. Cette augmentation est due essentiellement à la hausse de 10,9 % des dépôts en GNF des banques à la BCRG.

Au cours de la même période, la liquidité nette (liquidité brute moins réserves obligatoires) pour la partie GNF se chiffre à GNF 763,5 milliards, en baisse de 22% par rapport à fin 2018. La liquidité nette pour la partie en devises est de GNF 185,4 milliards contre GNF 354,5 milliards à fin 2018, soit une baisse de 48%.

Sur le marché monétaire, les différents taux sont ajustés. Le taux moyen pondéré des BdT à 364 jours passe de 12,4% à fin 2018 à 11,83% à fin 2019, celui des BdT à 182 jours s'établit à 8,5% à fin 2019 contre 11,42 % à fin 2018. Le taux moyen pondéré des BdT à 91 jours se fixe à 6,7% à fin 2019 contre 9,9% à fin 2018.

4.3.4 Évolution des dépôts

L'encours des dépôts de la clientèle privée des banques se situe à GNF 21 441,4 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 17 271,0 milliards au 31 décembre 2018, soit une augmentation de 24,2 %.

Les Dépôts à vue (DAV) atteignent GNF 19 035,88 milliards contre GNF 15 179,1 milliards en 2018, soit une croissance de 25,4 % due à l'augmentation des comptes ordinaires (28,8 %), des comptes d'épargne (18,9 %) ainsi que des autres comptes créditeurs (17 %).

Les Dépôts à Terme (DAT) s'établissent à GNF 2 405,5 milliards contre GNF 2 092 milliards en 2018, soit une hausse de 15 %, indiquant un glissement des DAT vers les DAV et une stratégie de transaction plutôt que de placement chez la clientèle privée des banques. Cette situation est attribuable à l'émission, au cours de l'année 2019, d'emprunts obligataires dont les rendements sont plus attractifs.

Tableau 12 : Évolution des dépôts dans les banques (milliards GNF)

	2018	2019	Variation	
			Absolue	en %
Dépôts à vue (DAV)	15 179,1	19 035,9	3 856,8	25,4
Comptes ordinaires	9 946,2	12 814,2	2 867,9	28,8
Comptes d'épargne	3 966,9	4 715,7	748,7	18,9
Autres comptes créditeurs	1 265,9	1 506,1	240,2	19,0
Dépôts à terme (DAT)	2 092,0	2 405,5	313,5	15,0
TOTAL des Dépôts	17 271,0	21 441,4	4 170,4	24,2
Part des dépôts à vue (%)	87,9	88,8		
Part des dépôts à terme (%)	12,1	11,2		

Source : BCRG/DGCC/DPMC

4.3.5 Évolution des crédits

L'encours global des crédits à l'économie atteint GNF 10 887,4 milliards à fin 2019, contre GNF 8 578 milliards à fin 2018, soit une progression de 26,9 %. Cette progression est tirée par les crédits à court terme et les crédits à moyen terme. En effet, les crédits à court terme et les crédits à moyen terme se chiffrent respectivement à GNF 6 539,5 milliards et à

GNF 4 115,8 milliards à fin décembre 2019 contre GNF 4 954,1 milliards et GNF 3 400,5 milliards un an plus tôt.

Les crédits à court terme représentent, à eux seuls, plus de la moitié (60,1 %) du total de l'encours du crédit en 2019, tandis que les crédits à moyen et long termes ne représentent respectivement que 37,8 % et 2,1 % du total des crédits.

Tableau 13 : Évolution du crédit dans les banques (milliards GNF)

	2018	2019	Variation	
			Absolute	En %
Crédits à l'Économie	8 578,0	10 887,4	2 309,4	26,9
Crédits à Court Terme	4 954,1	6 539,5	1 585,4	32
Crédits à Moyen Terme	3 400,5	4 115,8	715,3	21
Crédits à Long Terme	223,5	232,2	8,7	3,9
Part des CCT en %	57,8	60,1		
Part des CMT en %	39,6	37,8		
Part des dépôts à terme (%)	2,6	2,1		

Source : BCRG/DGCC/DPMC

En 2019, la répartition par groupe d'agents économiques bénéficiaires des crédits accordés à court terme, fait ressortir une part importante (69,3 %) pour les sociétés privées. Les particuliers et divers et les entrepreneurs individuels détiennent respectivement 11,2% et 17% de cet encours.

Les crédits à moyen terme sont distribués essentiellement aux sociétés privées (51,7%) et aux particuliers et divers (42,3%).

Les crédits à long terme sont répartis principalement entre les particuliers et divers (62,8%) et les entrepreneurs individuels (29,9%).

Le taux de conversion des dépôts en crédit (total des crédits rapportés au total des dépôts) est de 50,8% à fin décembre 2019 contre 49,7% un an auparavant, traduisant l'utilisation progressive des dépôts par les banques pour satisfaire les demandes de crédit de leurs clients.

4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC)

Le nouveau Système d'Information du Crédit de la BCRG, lancé en décembre 2017, collecte et centralise les informations relatives aux contrats d'engagement et aux impayés y afférents, les incidents de paiement, les bilans et comptes de résultat des entreprises, les décisions judiciaires et les factures de services impayées.

L'encours des crédits (y compris les engagements par signature) des clients du système bancaire recensés par le SIC atteint GNF 6 765,1 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 5 438,4 milliards au 31 décembre 2018, soit un accroissement de 24,4 %. Cet accroissement est imputable à la progression simultanée des crédits de 26,9 % et des crédits hors bilan de 11 %.

Tableau 14 : Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (milliards GNF)

Nature de crédit	Déc. 2018	Déc. 2019	Variation en %
Crédits bilan	4 569,1	5 800,0	26,9
Crédits hors bilan	869,3	965,2	11,0
Total Général	5 438,4	6 765,1	24,4

Source : BCRG/DGCC/DPMC

L'encours total des crédits par terme est dominé par les crédits à court terme qui se chiffrent à GNF 3 376,4 milliards, soit 58,2% du total des crédits en décembre 2019.

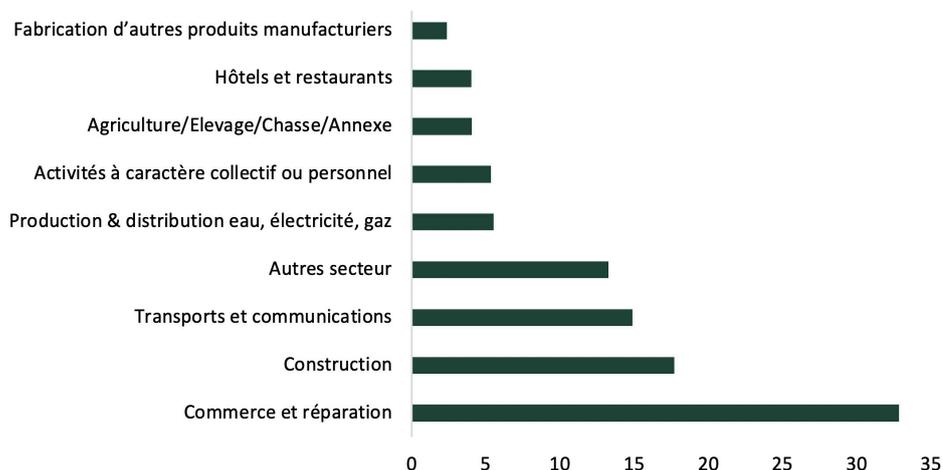
Le montant total de l'encours des crédits à moyen et long termes représente respectivement 33,2% et 8,6% du total des crédits utilisés au 31 décembre 2019, soient des variations annuelles respectives de 2,30% et -1,6%.

La plupart des crédits accordés par les banques à leurs clients au 31 décembre 2019 bénéficient aux secteurs du Commerce, de la Construction, et du Transport et Communication, qui représentent respectivement 32,8 %, 17,7 %, et 14,9 % de l'encours global des crédits sur la période.

L'encours global des créances impayées au 31 décembre 2019 s'élève à GNF 65,283 milliards contre GNF 56,9 milliards au 31 décembre 2018, soit un accroissement de 14,7 %. Ces impayés sont essentiellement imputables aux secteurs du commerce et de la construction.

A fin décembre 2019, le cumul des incidents de paiement sur chèque s'élève à 3 135 cas contre 1 097 cas un an auparavant. Ce cumul correspond à un encours global de GNF 388,6 milliards contre GNF 79,5 milliards en décembre 2018, soit une variation absolue de GNF 309,3 milliards.

Graphique 17 : Répartition du crédit par secteur d'activité (%)



Source : BCRG/DGCC/DPMC

Encadré 3 : Projets Bureau d'Information sur le Crédit (BIC) et Système d'Information du Crédit

Dans le cadre du Plan National de Développement Économique et Social (PNDES), le Gouvernement de la République de Guinée a réaffirmé ses ambitions pour le soutien au secteur privé national.

Dans ce cadre, le PNDES souligne que « l'accès à des crédits bancaires et à des services financiers diversifiés et adaptés aux besoins du secteur privé » est l'une de ses principales priorités.

C'est dans ce contexte que la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a sollicité l'appui technique et financier de la Banque Mondiale, à travers deux Projets structurants : le Projet d'Appui aux PME (PAMPE) et le Projet de Renforcement de la Compétitivité des PME (PRECOP).

Ainsi, deux infrastructures de crédit ont été prévues, à savoir :

- ♣ Le Bureau d'Information sur le Crédit ou Registre Privé de Crédit ; et
- ♣ Le Système d'Information du Crédit ou Registre Public de Crédit.

La création de ces infrastructures financières participe des actions d'amélioration du climat des affaires en Guinée, qui figurent parmi les axes prioritaires de la politique économique du gouvernement.

En effet, dans le rapport « DOING BUSINESS », publié annuellement par le Groupe de la Banque Mondiale, la Guinée est classée parmi les économies les moins performantes en matière de climat des affaires. Au nombre des critères utilisés pour classer les pays, figure celui relatif à « l'étendue de l'information sur le crédit », pour lequel notre pays a obtenu une très faible note, tandis que des pays dont l'environnement bancaire est analogue affichent des notes satisfaisantes. La faiblesse de la note de la Guinée sur ce critère s'explique, notamment par l'absence de Bureau d'Information sur le Crédit (BIC).

1) Projet Bureau d'Information sur le Crédit (BIC)

Le BIC est une institution qui collecte, auprès des organismes financiers, des sources publiques et des grands facturiers (sociétés de fourniture d'eau, d'électricité, sociétés de téléphonie, etc....), des données sur les antécédents de crédit ou de paiement d'un client. Ces informations sont, ensuite, enrichies par le BIC et commercialisées auprès des Établissements de crédit et des grands facturiers, sous la forme de rapports de solvabilité détaillés, et de services numériques à valeur ajoutée.

C'est en prélude à la mise en place de cette infrastructure financière, qu'un projet de loi portant sur le BIC a été élaboré, avec l'assistance technique du Groupe de la Banque Mondiale.

Ce projet de loi a été adopté par l'Assemblée Nationale et promulgué par Décret D/2020/003/PRG/SGG du 08 janvier 2020.

A la suite de cette promulgation de la Loi L/2019/0056/AN du 30 décembre 2019 relative aux BIC, un appel d'offres international a été lancé, le 30 janvier 2020 en vue du recrutement d'un Opérateur privé du BIC en République de Guinée.

Au terme de l'évaluation des offres par une commission désignée à cet effet, un BIC dénommé « CREDITINFO » qui opère aussi bien au Maroc que dans la zone UEMOA, a été sélectionné.

La prochaine étape consistera pour la BCRG à procéder à l'instruction du dossier de demande d'agrément de l'Opérateur du BIC retenu. Pour cela, un projet d'Instruction relative à la liste et informations constitutifs du dossier de demande d'agrément a été soumis à l'attention de M. le Gouverneur, pour signature.

2) **Projet Système d'Information du Crédit (SIC)**

Le SIC est registre public de crédit géré par la Banque Centrale dont la mise en production effective a eu lieu en décembre 2017. Cette infrastructure de crédit est une solution sécurisée accessible aux participants (Banques, IMF, etc..) via web qui centralise au niveau d'une base unifiée les informations sur le crédit auprès des clients du système financier. Ces informations sont :

- ♣ les contrats d'engagement ouverts auprès des établissements financiers, ainsi que les garanties
- ♣ bancaires y afférentes ;
- ♣ les mises à jour périodiques des encours d'engagement ;
- ♣ les comptes débiteurs ;
- ♣ les incidents de paiements sur chèques ;
- ♣ les services impayés des facturiers ;
- ♣ les données financières.

La centralisation et le traitement automatisé des informations ci-dessus, permettent aux participants d'optimiser leur décision d'octroi de crédit et de réduire le délai de traitement des dossiers de demande de crédit.

Cependant, en raison des contraintes d'identification des clients (homonymie) et de mise à jour des systèmes d'information des participants, les déclarations effectuées actuellement par les banques et les IMF ne sont pas exhaustives. A titre illustratif, à date, la participation des banques au SIC en termes de déclaration des encours d'engagement s'élève à 62% du total des encours de crédit de la situation mensuelle comptable. Le taux de couverture du SIC qui est mesuré par le nombre de personnes déclaré dans le SIC rapporté à la population adulte (15 à 64 ans) est d'environ 3% contre 5% exigé dans le cadre du classement Doing Business de la Banque Mondiale.

Pour améliorer le niveau de déclaration des participants, un Consultant International, Expert en Crédit reporting a été recruté par le projet de Renforcement de la Compétitivité des PME (PRECOP).

Ce Consultant qui devrait travailler, en étroite collaboration avec l'éditeur du SIC (BFI), a effectué en début mars 2020, une mission de prise de contact avec certaines parties prenantes pilotes (banques, IMF, APIP, etc..) du SIC.

4.4 OPERATIONS ET REGLEMENTATION DE CHANGE

En 2019, la Banque Centrale a poursuivi ses réformes dans le domaine de la politique de change. Ses activités ont concerné les opérations du marché aux enchères bilatérales de devises, l'optimisation de la gestion des réserves de change et l'exécution du budget en devises de la nation.

4.4.1 Évolution du taux de change

Les réformes engagées par la BCRG se sont poursuivies en vue de renforcer les réserves de change et de stabiliser la valeur du franc guinéen (GNF).

Les cours de transaction des principales devises (USD, EUR) connaissent des évolutions similaires d'appréciation par rapport au GNF sur les deux compartiments du marché des

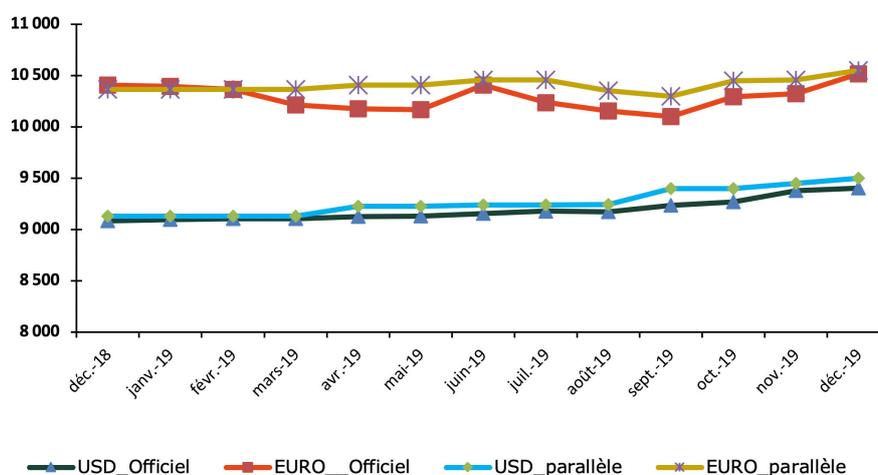
changes.

Sur le marché officiel, le cours du dollar US par rapport au franc guinéen se fixe à 9 400,8 à fin décembre 2019 contre 9 084,8 à fin décembre 2018, soit une dépréciation de 3,5 %. Le cours de l'euro se fixe à 10 518,8 contre 10 405,7 un an auparavant, soit une dépréciation de 1,1 %.

Dans les bureaux de change agréés, le cours du dollar US se fixe à 9 500 contre 9 128,3 à fin 2018, soit une dépréciation de 4,1 %. Le cours de l'euro passe de 10 364,3 à 10 550, soit une dépréciation de 1,8 %.

La prime de change du dollar des États-Unis passe de 0,5 % à fin 2018 à 1 % en 2019. Quant à l'euro, la prime de change passe de -0,4 % à 0,3 % au cours de la même période.

Graphique 18 : Évolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (en fin de période)



Source : BCRG/DGCC/DOC

4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD)

En 2019, sur le MEBD, la BCRG a vendu aux banques un montant cumulé de USD 137,2 millions contre USD 42,3 millions en 2018. Toutes les banques en activité ont proportionnellement bénéficié des montants adjugés pour la couverture des transactions de leurs clients.

4.4.3 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent

En 2019, la BCRG a agréé un bureau de change et a retiré un agrément pour motif économique. Ainsi, 39 bureaux de changes sont en activité. Concernant les établissements de transfert, 2 retraits d'agréments sont enregistrés, portant le nombre d'établissements en activité à 31 à fin 2019.

4.4.4 Exécution du budget en devises de la Nation

L'exécution du budget en devises s'est soldée par un déficit de USD 31,7 millions en 2019 contre un excédent de USD 227,1 millions à fin 2018, soit une dégradation de 113,9 %.

4.4.4.1 Variations des différents postes

🍏 Recettes

Les recettes en devises s'élèvent à USD 992,2 millions contre une prévision initiale annuelle de USD 884,9 millions, soit un taux de réalisation de 112,1 %. Cette mobilisation excédentaire résulte de l'effet conjugué de la consolidation des recettes minières et de l'assistance financière reçue par l'État.

Les recettes minières se situent à USD 243,9 millions en décembre 2019 contre USD 250,41 millions à fin décembre 2018, soit une baisse de 2,6 %.

Les assistances extérieures reçues au titre des appuis budgétaires à l'État passent de USD 36,4 millions à fin 2018 à USD 91,5 millions à fin 2019, soit une progression de 149,4 %, en raison de l'augmentation des aides budgétaires reçues par l'État.

Le poste « Autres recettes de l'État » s'établit à USD 169,4 millions à fin 2019 contre USD 77 millions à fin 2018, soit une hausse de 120 %.

A fin 2019, les dépôts des banques baissent de 27,8 % pour s'établir à USD 276,6 millions contre USD 383,2 millions à fin 2018.

🍏 Dépenses

Le montant total des dépenses s'élève à USD 1 023,9 millions à fin 2019 contre USD 657,7 millions à fin 2018, soit une progression de 55,7 %. Cette augmentation s'explique par les variations combinées de la dette extérieure, des autres dépenses courantes et des transferts au profit des banques.

En effet, le poste « Autres dépenses courantes » regroupe principalement les charges des Ambassades, les bourses des étudiants à l'étranger, les contributions de la Guinée aux organismes internationaux et les acquisitions de l'État à l'étranger. Il s'établit à USD 168,3 millions au 31 décembre 2019 contre USD 190,8 millions un an auparavant, soit une baisse de 11,8 %, due au contrôle des dépenses par l'État.

Les paiements au titre du remboursement de la dette extérieure s'élèvent à USD 115,9 millions en 2019 contre USD 103,2 millions en 2018, soit une augmentation de 12,4 %.

Le transfert au profit des banques s'élève à USD 472,2 millions contre USD 270,2 millions à fin 2018, soit une hausse de 74,8 %. Cette situation s'explique essentiellement par le regain d'activité dans les banques et la reprise du Marché Bilatéral de Devises (MBD).

Les frais d'impression des billets de banque se situent à USD 19,9 millions à fin décembre 2019 contre USD 6,2 millions à fin décembre 2018, soit une hausse de 219,4 %.

4.4.4.2 Réalisation des critères quantitatifs du programme appuyé par la FEC du FMI

Malgré le déficit du budget en devises enregistré à fin 2019, les réserves internationales nettes de la BCRG se sont établies à USD 835,1 millions contre USD 585,5 millions à fin 2018. Ce niveau des réserves respecte le critère sur les Réserves Internationales Nettes (RIN) fixé dans le cadre du Programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit conclu avec le FMI et dans le cadre des conventions sous-régionales.



5

SECTEUR EXTÉRIEUR

5.1 COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	44
5.1.1 Balance commerciale.....	45
5.1.2 Balance des services.....	48
5.1.3 Balance des revenus primaires.....	49
5.1.4 Balance des revenus secondaires.....	49
5.2 COMPTE DE CAPITAL.....	50
5.3 COMPTE FINANCIER.....	50
5.4 SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT.....	51

En 2019, dans un contexte international marqué, d'une part, par la guerre commerciale entre les Etats Unis et la Chine, et d'autre part, par les tensions géopolitiques entre les Etats Unis et l'Iran, l'économie guinéenne enregistre un besoin de

financement de USD 273,9 millions, contre un besoin de financement de USD 50,1 millions en 2018. Ce besoin de financement a été comblé par un accroissement net de passif d'USD 272,6 millions enregistré au cours de l'année 2019.

Tableau 15 : Évolution de la Balance des paiements (en millions de dollars)

	2016	2017	2018	2019
Compte courant	-2 282,2	519,4	-190,5	-314,6
Compte Capital	164,3	145,7	140,4	40,7
Capacité de financement (+) /besoin de financement (-)	-2 118,0	665,1	-50,1	-273,9
Compte financier	-2 973,5	469,5	-796,0	-997,6

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.1 COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Après avoir enregistré un déficit de USD 190,46 (1,8 % du PIB) déjà en 2018, le compte des transactions courantes affiche un déficit encore plus grand de USD 314,6 millions (3% du PIB) en 2019, soit une dégradation de USD 124,1 millions. Cette détérioration résulte essentiellement de la baisse de l'excédent de la

balance commerciale et de l'accroissement du déficit de la balance des services.

La balance des revenus primaires affiche une réduction de son déficit par rapport à 2018, tandis que celle des revenus secondaires enregistre une baisse de son excédent.

Graphique 19 : Evolution de la balance des transactions courantes (en millions USD et en % du PIB)



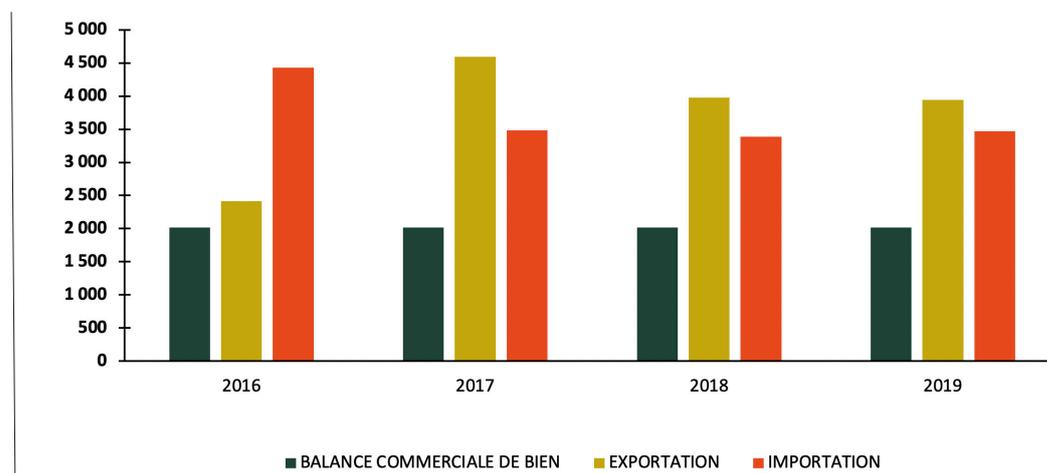
Source : BCRG/DGES/DSBP

5.1.1 Balance commerciale

L'excédent de la balance commerciale a accusé un repli de 2 % pour se situer à USD 475,4 millions en 2019, évolution attribuable

à une baisse des exportations de 1% et à l'augmentation des importations de 2,5%. Le taux de couverture s'est, par conséquent, replié de 3 points de pourcentage pour revenir à 114%.

Graphique 20 : Evolution des principales postes de la balance commerciale (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP

Les exportations de biens ont reculé de 0,8% par rapport à 2018, pour se situer à USD 3 945,4 millions. Cette contraction résulte de la baisse en valeur et en volume de certains produits à l'exportation, notamment les produits de la pêche et les produits forestiers. Les produits agricoles quant à eux ne subissent une baisse qu'en valeur.

Les produits de la pêche qui contribuent à hauteur de 1,8 % à la baisse des exportations, ont enregistré une diminution de 74% par rapport à 2018, pour se situer à USD 25,3 millions en 2019. Le volume des produits de la pêche passe de 15 374 tonnes en 2018 à 12 969 tonnes en 2019, soit une diminution de 16%. Cette diminution est liée à la baisse de la production et à l'impossibilité des exportations des produits halieutiques vers l'Union Européenne.

Le volume des produits forestiers est passé de 45 510 tonnes en 2018 à 27 708 tonnes en 2019, soit une baisse de 39 %. De même, la valeur des produits forestiers se replie de 37 % par rapport à 2018, pour se chiffrer à USD 40,2 millions en 2019. Ce recul est

lié à la fois à la baisse de la production et à l'évolution défavorable des prix sur le marché international.

Les produits agricoles qui contribuent à hauteur de 0,48% à l'évolution des exportations, passent de USD 121,6 millions en 2018 à USD 102,3 millions en 2019, soit une diminution de 16%, en raison de l'évolution défavorable des prix de certains produits sur le marché international, notamment le cacao et le café.

Par ailleurs, les exportations de produits miniers qui représentent 89,2% des exportations en 2019, rebondissent de 12% par rapport à 2018, pour se situer à USD 3 518,8 millions. Cette reprise est attribuable à l'augmentation aussi bien du volume que de la valeur des exportations de produits aurifères et d'aluminium.

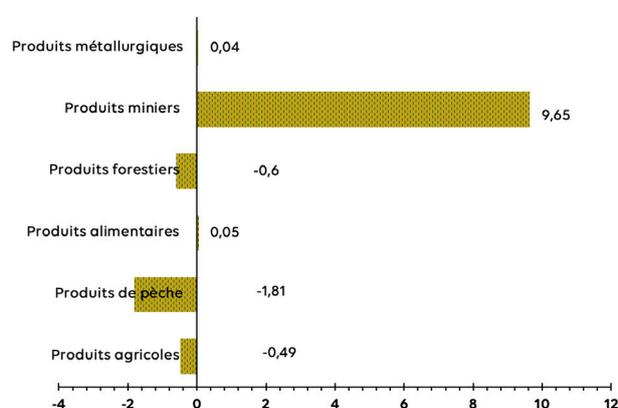
Le volume de l'or exporté se situe à 29 360 tonnes en 2019 contre 26 510 tonnes en 2018, soit un accroissement de 10,8 %, en lien avec l'augmentation de la production artisanale d'or. Quant aux valeurs, elles passent d'USD 989,2 millions en 2018 à USD 1 193,5 millions en 2019, soit une hausse de 20,6 %, résultant

SECTEUR EXTÉRIEUR

de l'évolution favorable du prix de l'or sur le marché international et de la hausse de la production artisanale.

Plus important encore, le volume d'alumine exporté a augmenté de 89 % par rapport à 2018, pour atteindre 318 845 tonnes en 2019. Cette performance est due à l'augmentation de la production d'alumine de la Société FRIGUIA. En valeur, les exportations d'alumine se situent à USD 44,5 millions en 2018 contre USD 77,2 millions en 2019, soit un rebondissement de

Graphique 21 : Contribution des principaux produits à l'évolution des exportations en 2019 (%)



Source : BCRG/DGES/DSBP

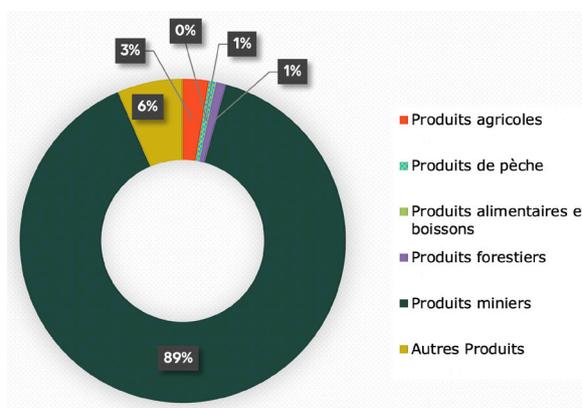
L'Asie reste la première destination des exportations de la Guinée (93,9 %), suivie de l'Union Européenne avec 0,7 %, puis de la CEDEAO (0,4 %) et d'autres pays (4,5 %). La forte concentration des exportations vers l'Asie, notamment la Chine, fait que la Guinée est particulièrement vulnérable aux chocs des prix sur le marché asiatique. Ces exportations vers l'Asie sont constituées aux 2 tiers de la bauxite brute.

Les importations augmentent de 2,5 % par rapport à 2018 pour se chiffrer à USD 3 470

73,7%, résultant simultanément de l'évolution favorable du prix sur le marché international et de l'augmentation de la production.

Quant à la bauxite, la valeur exportée continue sa progression amorcée en 2016, pour atteindre USD 2 228,7 millions en 2019, contre USD 2081,4 millions une année auparavant. La bonne tenue du cours de la bauxite sur le marché international est la raison de cette évolution.

Graphique 22 : Part des principaux produits à l'exportation en 2019 (en %)

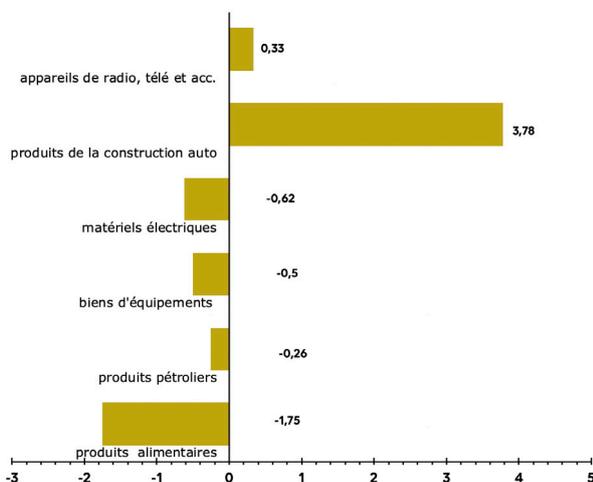


Source : BCRG/DGES/DSBP

millions. Cette augmentation provient de l'accroissement du volume et de la valeur des produits de la « construction automobile » (moteurs et autres pièces détachées).

Le volume des produits de la « construction automobile » est passé de 197 337 tonnes en 2018 à 471 667 tonnes en 2019, soit une hausse de 274 334 tonnes. Cette augmentation s'explique par la création massive de sociétés de transport qui sous-traitent avec les sociétés minières en activité dans le pays.

Graphique 23 : Contribution des principaux produits à l'évolution des importations en 2019 (%)



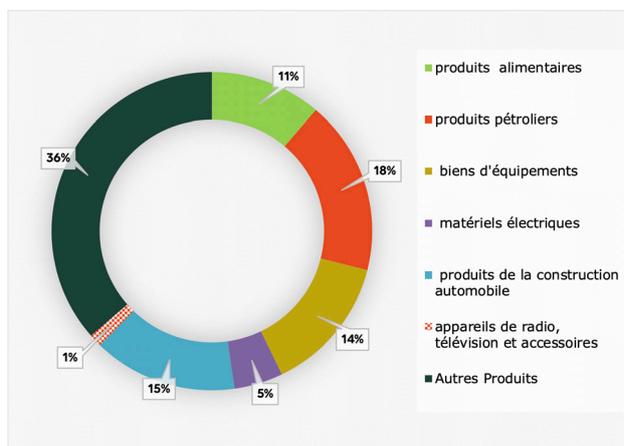
Source : BCRG/DGES/DSBP

L'Union Européenne reste la première zone des importations de la Guinée avec 42,4 %, suivie de l'Asie (33,5%), de la CEDEAO (4,3 %), du continent américain (4,0 %), et d'autres pays (8,9%).

La concentration des importations en provenance des pays de l'Union Européenne fait que l'économie Guinéenne reste vulnérable à un choc d'offre dans ces pays. Ces importations proviennent principalement des pays Bas (produits chimiques), de la Belgique et de la France (produits pétroliers).

En termes de répartition géographique, l'excédent de la balance commerciale en 2019, provient essentiellement des excédents enregistrés avec les pays asiatiques (USD 2544,6

Graphique 24 : Part des principaux produits à l'importation en 2019 (%)



Source : BCRG/DGES/DSBP

millions), en particulier la Chine. Par contre, les déficits ont été enregistrés principalement avec les pays de l'Union Européenne (USD 1 443,2 millions), de la CEDEAO (USD 132,3 millions), et ceux du continent Américain (USD 137,8 millions).

L'excédent des échanges avec les pays de l'Asie provient du niveau des exportations plus important vers la Chine. Ces exportations sont en parties constituées de la Bauxite Brute, tandis que celles des importations en provenant de la Chine concernent des machines et équipements, des produits de la construction automobile, et des produits métallurgiques, pièces et fonderie.

Tableau 16 : Évolution des soldes des échanges commerciaux avec les pays partenaires (En millions USD)

Pays Partenaires	2016	2017	2018	2019
CEDEAO	96,4	-361,9	518,0	-132,3
Afrique Centrale	0,0	2,7	-29,3	-29,7
Pays de l'AELE	61,8	23,3	-20,2	-18,1
Union européenne	-3 989,1	-1 258,8	-780,7	-1 443,2
Pays Arabes	-4,9	-31,3	-17,3	-26,1
Maghreb	-6,6	-71,8	-97,3	-93,9
Europe de l'Est	1,3	-10,9	152,9	-56,6
Asie	1 619,6	1 142,7	577,7	2 544,6
Continent Américain	-8,5	-245,1	-114,3	-137,8
Autres pays	215,0	628,3	403,0	-131,6
Balance Commerciale	-2 015,1	-182,8	592,4	475,4

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.1.2 Balance des services

Après avoir enregistré des déficits en 2017 et 2018, l'année 2019 est marquée par un creusement de ce déficit qui atteint USD 754,7 millions contre USD 696,9 millions une année auparavant. Cette détérioration provient de l'augmentation de la facture des services de transport maritime et aérien, des services financiers et des services de télécommunication, payée par les entreprises résidentes aux non-résidents.

Les sommes versées aux non-résidents se chiffrent à USD 850,1 millions contre USD 801,0 millions en 2018, soit une progression de 6,1%.

Par ailleurs, les recettes ont connu une baisse de 8,3 % par rapport à 2018, pour se situer à USD 95,4 millions. Cette baisse est imputable à la diminution de la facture des services financiers, de télécommunication, d'informatique et d'information, ainsi que de celle des autres services, payée aux entreprises résidentes par les non-résidents.

Tableau 17 : Évolution de la Balance des services (en millions USD)

	2016	2017	2018	2019
RECETTES	53,2	52,4	104,0	95,4
VARIATION ANNUELLE EN %	-27,2	-1,5	98,6	-8,3
DEPENSES	655,7	755,9	801,0	850,1
VARIATION ANNUELLE EN %	30,3	15,3	6,0	6,1
SOLDE	-480,0	-703,5	-697,0	-754,7

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.1.3 Balance des revenus primaires

La balance des revenus primaires enregistre une amélioration de son déficit de 37,3 % par rapport à 2018, pour se situer à USD 114,1 millions en 2019. Cette baisse du déficit s'explique par l'augmentation des revenus versés par les non-résidents aux résidents, notamment la rémunération des salariés, les intérêts sur les investissements de portefeuille.

Les rémunérations des salariés versés aux résidents par les non-résidents passent de USD 20,1 millions à USD 55,36 millions en 2019, soit une augmentation de USD 35,30 millions. Les intérêts reçus sur les investissements de

portefeuille affichent une hausse de USD 13,8 millions par rapport à 2018, pour se situer à USD 16,2 millions en 2019.

S'agissant des revenus versés aux investisseurs étrangers (dividendes et prélèvements sur le revenu des sociétés et quasi-sociétés), ils augmentent de 156 %, en passant de USD 40,8 millions en 2018 à USD 104,6 millions en 2019. Cette situation est expliquée par une hausse des revenus versés sur les investissements directs étrangers dans le pays qui passent de USD 29 millions en 2018 à USD 85,7 millions en 2019.

Tableau 18 : Situation des revenus primaires (en millions USD)

	2016	2017	2018	2019
Revenus reçus du reste du monde	34,1	47,7	68,7	88,1
Revenus versés au reste du monde	188,9	98,3	250,5	202,2
Balance des revenus Primaires	-154,8	-50,6	-181,9	-114,1

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.1.4 Balance des revenus secondaires

Depuis 2016, la balance des revenus secondaires enregistre une baisse successive de son excédent, passant de USD 95,9 millions en 2018 à USD 78,9 millions en 2019, soit un repli de 18%. Ce repli est lié à la baisse plus marquée des dons ordinaires (60,2%), des impôts courants sur le revenu et le patrimoine (43,7%), et des autres transferts courants divers (27,4%), reçus de l'étranger par les résidents en 2019.

Les dons ordinaires reçus de l'étranger par les résidents baissent de 60,2% par rapport à 2018, pour atteindre USD 23,4 millions, en lien avec la situation économique difficile de certains pays partenaires de la Guinée.

Les impôts courants sur le revenu et le patrimoine reçus de l'étranger par les résidents passent de USD 17,8 millions à USD 10 millions en 2019. Par ailleurs, les autres transferts reçus de l'étranger par les résidents chutent de 27,4% par rapport à 2018, pour se situer à USD 227,7 millions.

Tableau 19 : Situation des revenus secondaires (en millions USD)

	2016	2017	2018	2019
Transferts reçus du reste du monde	946,3	495,2	387,2	354,1
Transferts payés au reste du monde	687,9	332,6	291,20	275,3
Solde de la balance des revenus secondaires	258,4	162,6	96,0	78,9

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.2 COMPTE DE CAPITAL

Le Compte capital maintient la tendance baissière de son excédent depuis 2016, pour atteindre un niveau de USD 40,7 millions en 2019 contre un excédent de USD 140,4 millions en 2018, soit une diminution de 71 %.

Cette diminution est due en partie à la baisse des dons projets faits à l'Etat guinéen et aux

ONG nationales par les partenaires techniques et financiers au cours de l'exercice 2019.

Les dons projets accordés à l'Etat et aux ONG se replient de 70,7 % par rapport à 2018, pour se situer à USD 41,2 % en 2019, en raison de la situation économique précaire dans certains pays partenaires de la Guinée.

Tableau 20 : Mouvement des capitaux (en millions USD)

	2016	2017	2018	2019
Crédit	168,5	149,4	140,4	41,3
Débit	4,2	3,7	0,0	0,6
Solde du compte Capital	164,2	145,7	140,4	40,7

Source : BCRG/DGES/DSBP

5.3 COMPTE FINANCIER

Le compte financier se solde par une augmentation nette du passif de USD 272,6 millions contre un accroissement net de passif de USD 46,3 millions en 2018. Cette situation des engagements résulte de l'accroissement net du passif des autres investissements.

Cet accroissement provient de la forte baisse des actifs (monnaie fiduciaire et dépôts) étrangers des sociétés guinéennes et de l'augmentation des passifs étrangers (emprunts) de l'Etat.

Le montant des actifs en termes de monnaie fiduciaire et dépôts des sociétés résidentes se replie de 22,1 % par rapport à 2018, pour atteindre un niveau USD 331,21 millions, en rapport avec le remboursement progressif des emprunts des sociétés guinéennes, notamment minières.

Par contre, le montant du passif étranger (Emprunts) de l'Etat et des Sociétés résidentes, est passé d'USD 320,6 millions à USD 348,2 millions en 2019, soit un rebond de 8,6 %. Ce rebond est lié à l'engagement de travaux techniques et de projets de construction de l'Etat, et de certaines sociétés minières de la place.

Les investissements directs étrangers (IDE) ont aussi contribué à l'accroissement net du passif du compte financier. Les flux nets entrants des IDE enregistrés dans les sociétés résidentes se situent à USD 43,4 millions en 2019. Ce niveau des IDE a contribué à l'accroissement des engagements étrangers de certaines sociétés minières de la place, notamment Alliance Mining Corporation, Société Minière de Dinguiraye et Rio Tinto.

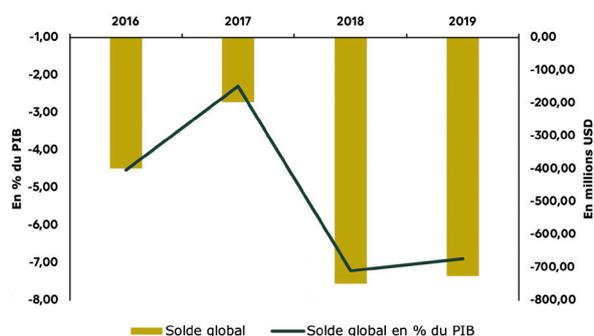
5.4 SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

Au regard de la conjoncture mondiale en 2019, les transactions économiques et financières internationales de la Guinée avec le reste du monde se sont traduites par un déficit global d'USD 724,9 millions, contre un déficit d'USD 749,7 millions en 2018, soit une baisse de 3,3%.

Ce solde est financé principalement par :

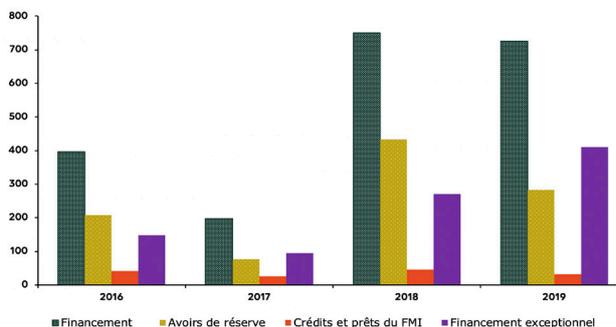
- la diminution des réserves de change d'USD 282,70 millions ;
- un tirage sur de nouveaux emprunts par l'État d'un montant d'USD 31,72 millions et ;
- un financement exceptionnel d'USD 410,52 millions.

Graphique 25 : Evolution du solde global (en millions USD et en % du PIB)

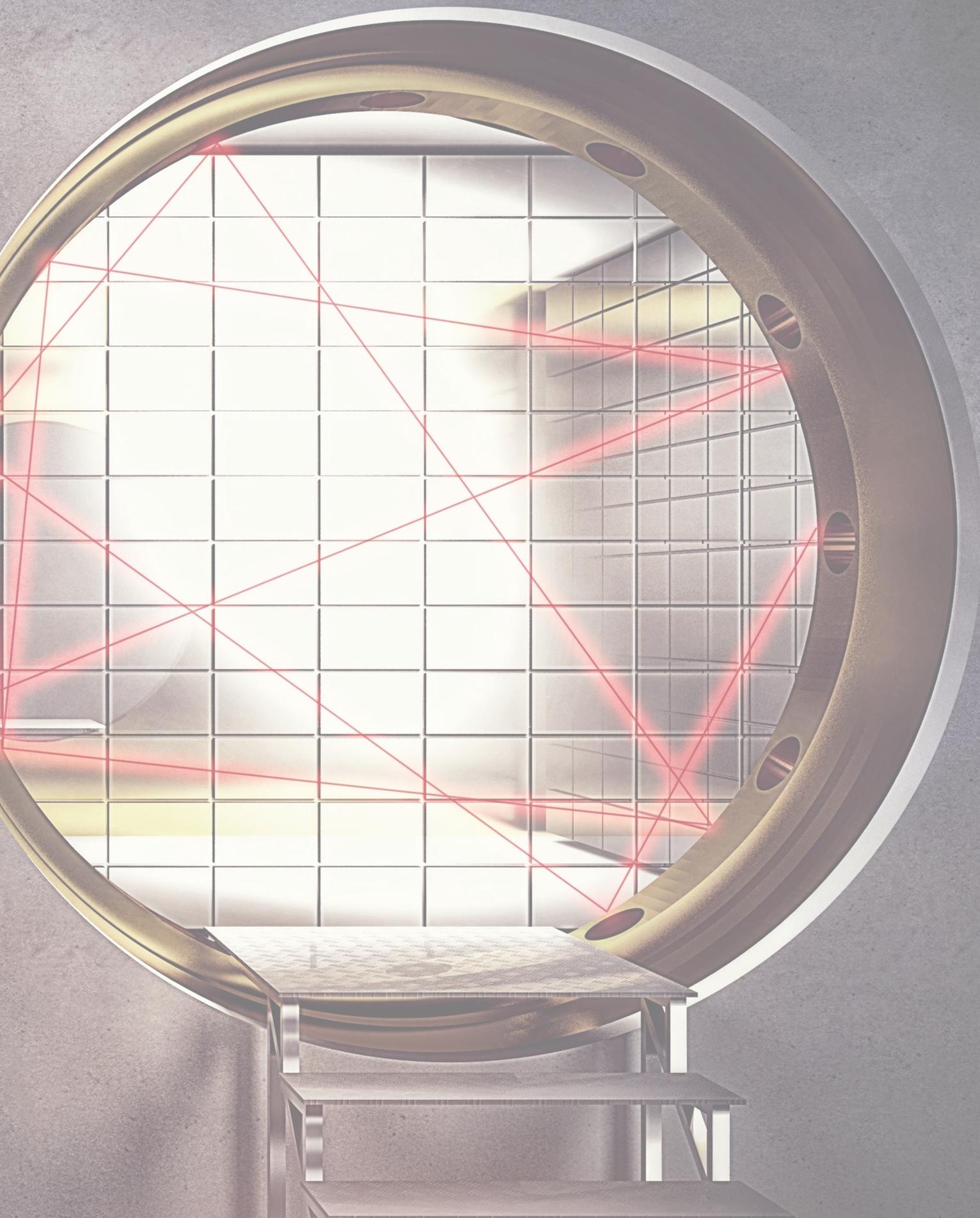


Source : BCRG/DGES/DSBP

Graphique 26 : Evolution du Financement du solde global (en millions USD)



Source : BCRG/DGES/DSBP



6

ACTIVITÉS DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

6.1 PAYSAGE BANCAIRE.....	54
6.1.1 Situation.....	54
6.1.2 Evolution des postes du bilan.....	54
6.1.3 Activités de supervision.....	56
6.2 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE.....	57
6.2.1 Situation.....	57
6.2.2 Activités de supervision.....	61
6.3 ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME).....	62
6.3.1 Situation.....	62
6.3.2 Activités de supervision.....	63
6.4 SOCIETES D'ASSURANCE.....	63
6.4.1 Situation.....	63
6.4.2 Activités de supervision.....	68

6.1 PAYSAGE BANCAIRE

6.1.1 Situation

Au 31 décembre 2019, le paysage bancaire guinéen compte 16 établissements de crédit en activité et deux nouveaux agréés mais pas encore opérationnels, l'un dans la catégorie « Banque » et l'autre dans la catégorie « Institution Financière Spécialisée ». Il s'agit de (ACCESS BANK Guinée et Banque Nationale d'Investissement de Guinée).

Les 16 banques en activité sont la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BICIGUI), la Société Générale de Guinée (SGG), l'ECOBANK GUINEE, la Banque Islamique de Guinée (BIG), l'ORABANK GUINEE, la Banque Populaire Maroco-Guinéenne (BPMG), la Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée (BSIC), la Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée (BCI), la Banque Nationale de Guinée (BNG), la FBNBANK GUINEE, la VISTA BANK GUINEE, la United Bank for Africa (UBA GUINEE), la Skye Bank Guinée, la NSIA BANQUE GUINEE, l'Afriland First Bank de Guinée, la Banque de Développement de Guinée (BDG).

Ces banques entretiennent un réseau de 180 agences et 183 distributeurs automatiques de billets pour plus de 685 928 clients et 2 322 employés. En 2019, deux nouvelles agences et 9 nouveaux distributeurs automatiques ont été ouverts.

Au niveau règlementaire, plusieurs Décisions du Comité des Agréments et Instructions du Gouverneur de la BCRG ont été prises. Les Décisions portent notamment sur l'agrément d'un établissement de crédit de la catégorie « Banque », la modification de l'agrément d'une banque qui passe à la catégorie « Institution Financière Spécialisée », la révision de l'Article 7 relative à la création du Fonds de Garantie des Dépôts, le changement de dénomination commerciale et de logo d'une banque, l'autorisation de cession et de transfert des

actions de deux banques et l'agrément ou le renouvellement d'agrément des Directeurs Généraux d'une dizaine de banques.

Les instructions sont relatives à l'adoption du Plan Comptable Bancaire des établissements de crédit, aux situations comptables périodiques et annexes des Etablissements de Crédit, à la comptabilisation et au provisionnement des engagements en souffrance, à la fixation des modalités de mise sous surveillance rapprochée, de mise sous administration provisoire et de retrait d'agrément, et à la liquidation d'un établissement de crédit de la catégorie « banque et établissement financier ».

L'industrie bancaire guinéenne reste dominée par trois « grandes banques » (ECOBANK, SG Guinée et BICIGUI), représentant 53 % du total bilan du secteur, 54 % des dépôts collectés et 57 % des crédits distribués. En 2019, ECOBANK occupe la 1ère place en termes de total bilan (21 %) et dépôts collectés (24 %) devant la SG Guinée qui occupe la 1ère place en termes de crédits distribués (28%). La BICIGUI se classe 2ème en matière de crédits distribués et 3ème en matière de dépôts collectés et total bilan.

Les banques de « taille moyenne », au nombre de trois (ORABANK, BPMG et VISTA BANK), cumulent 20% du total bilan du secteur, 19% des crédits distribués et 21% des dépôts collectés.

Les banques de « petite taille », au nombre de dix (UBA, AFRILAND, SKYE BANK, BCI, BNG, NSIA BANQUE, BSIC, FBNBANK, BIG et BDG), représentent 27 % du total bilan du secteur, 24% des crédits distribués et 25 % des dépôts collectés.

6.1.2 Évolution des postes du bilan

Le total actif du système bancaire guinéen s'évalue à GNF 28 099 milliards contre GNF 22 894 milliards à fin 2018, soit un accroissement de 22,7 %. Cet accroissement porte, à la fois,

sur les emplois de trésorerie (20,9 %) et sur les emplois hors trésorerie (24,6 %). Les concours accordés à la clientèle privée augmentent de 24,9 %, les souscriptions en BDT de 27,5 %, les avoirs en compte auprès de la BCRG de 21,2 % et les actifs immobilisés de 41,2 %.

L'évolution du passif du bilan résulte de l'augmentation des ressources hors trésorerie (22,0%) et de celle des ressources de trésorerie (46,0%).

6.1.2.1 Ressources

Les ressources hors trésorerie représentent 96% des ressources totales des banques contre 4% pour les ressources de trésorerie. Les ressources hors trésorerie sont constituées de 80 % des dépôts, notamment des dépôts de la clientèle privée, de 11,5% des fonds propres et de 8,5% des autres ressources à court terme.

Les dépôts de la clientèle s'élèvent à GNF 21 629 milliards contre GNF 17 459 milliards en 2018, soit un accroissement de 23,9%. Ils sont composés de dépôts de la clientèle privée (99%) et des dépôts du secteur public (moins de 1%). Les dépôts de la clientèle privée sont constitués des comptes ordinaires (59,8%), des comptes sur livret (21,9%) et des comptes à terme ou à préavis supérieur à trois mois (11,1%). Par nature de monnaie, les dépôts bancaires sont formés de 71% de GNF et 29% de devises.

Les fonds propres comptables consolidés du système bancaire atteignent GNF 3 106 milliards à fin 2019 contre GNF 2 872 milliards à fin 2018, soit une hausse de 8,1%. Cette hausse est due essentiellement à la consolidation des réserves des banques de 21,2% et à l'augmentation des reports à nouveau créditeurs de 39,8%. En revanche, le capital social des banques n'a quasiment pas varié au cours de la période.

Les autres ressources à court terme augmentent de 23,3 % pour se situer à GNF 2 283 milliards. Elles sont composées principalement des comptes de régularisation (41%), du résultat

intermédiaire (28,4%), des créditeurs divers (20,7%) et des valeurs à l'encaissement (7,8%).

Les ressources de trésorerie s'améliorent de 46 % pour s'établir à GNF 1 081 milliards. Cette amélioration s'explique, en grande partie, par l'augmentation des avances reçues des correspondants étrangers de 64,1 %.

6.1.2.2 Emplois

Les emplois du secteur bancaire sont répartis en emplois hors trésorerie (51 %) et en emplois de trésorerie (49 %).

Les emplois hors trésorerie sont dominés par les concours à l'économie, représentant 79,6 % du total des emplois contre 8,7 % pour les autres emplois à court terme et 11,7 % pour les actifs immobilisés.

Les concours à l'économie s'élèvent à GNF 11 381 milliards à fin 2019 contre GNF 9 120 milliards à fin 2018, soit une augmentation de 24,8 %, due essentiellement à l'accroissement des concours accordés à la clientèle privée de 24,9 %. Par contre, les concours au secteur public diminuent de 30,2 % pour se situer à GNF 8,4 milliards.

Les autres emplois à court terme augmentent de 5,4 % pour atteindre GNF 1 247 milliards, constitués essentiellement des comptes de régularisation (46,7 %), des comptes débiteurs divers (36,4 %) et des valeurs à l'encaissement (15,2 %).

Les actifs immobilisés s'accroissent de 42,1 % pour s'établir à GNF 1 670 milliards. Ils sont composés des immobilisations (60 %) et des titres de participation (40 %).

Les emplois de trésorerie s'évaluent à GNF 13 800 milliards contre GNF 11 415 milliards à fin 2018, soit une hausse de 20,9 %. Ils sont essentiellement constitués des souscriptions aux BDT (40 %), des dépôts auprès de la BCRG (30 %) et des dépôts auprès des correspondants étrangers (19 %).

ACTIVITÉS DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Le hors bilan du système bancaire augmente de 33,9%, passant de GNF 10 500 milliards à fin 2018 à GNF 14 061 milliards à fin 2019. Cette situation résulte principalement de la hausse des engagements par signature reçus d'institutions financières, de 33,9% et de celle des crédits documentaires importation, de 53%.

6.1.2.3 Analyse de la rentabilité

Le système bancaire guinéen dégage un résultat bénéficiaire de GNF 623 milliards contre GNF 449 milliards en 2018, soit une augmentation de 38,5 %. Toutefois, trois banques réalisent des pertes dont le cumul s'élève à GNF 43,7 milliards.

Le Produit Net Bancaire (PNB) du secteur s'accroît de 22,5 %, en lien avec l'augmentation du produit net sur commission de 65,7 %, du produit net de trésorerie et interbancaire de 24,9 % et du produit net clientèle de 14,3 %. Il est atténué par la baisse des autres produits nets de 32,8 %.

Les frais généraux augmentent de 15,8 %. Cette augmentation est moins importante que celle du PNB, ce qui entraîne une amélioration du coefficient d'exploitation du secteur, qui passe de 59,4 % en 2018 à 55,6 % en 2019.

6.1.3 Activités de supervision

En 2019, la Banque Centrale a poursuivi ses activités de surveillance des Etablissements de Crédit, conformément à ses attributions.

6.1.3.1 Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces des établissements de crédit a permis de relever quelques manquements par rapport au respect de la réglementation prudentielle en vigueur.

Deux banques sont en infraction par rapport au respect de la norme de capital social minimum réglementaire de GNF 100 milliards.

Le ratio de solvabilité moyen des banques est

largement au-dessus de la norme réglementaire minimale de 10 %. Toutefois, une banque est en infraction sur la norme minimale d'adéquation des fonds propres.

Dix banques ne respectent pas la norme sur la liquidité dont deux en GNF uniquement, six en devises uniquement, une en devises et en liquidité globale, et une en GNF, devises et en liquidité globale. Toutes les banques honorent leur engagement par rapport à la norme de concentration des risques. Par contre, treize banques sont en violation de la norme de division des risques sur un ensemble de 68 dossiers.

Quatre banques sont en infraction par rapport au respect du coefficient de transformation de plus de cinq ans qui est de 60%. Cinq banques ne respectent pas la norme sur les positions de change en devises dont une sur la position globale uniquement, une sur la position globale et en dollar et trois sur les positions globales, en dollar et en euro.

6.1.3.2 Contrôle sur place

Les missions de contrôle sur place ont essentiellement porté sur la vérification générale du dispositif de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) des banques. Ces missions ont révélé plusieurs lacunes en matière de conformité avec la réglementation y afférente, ainsi qu'avec les recommandations du Groupe d'Action Financière Internationale (GAFI). Des recommandations pour corriger lesdites lacunes ont été formulées.

Les infractions relevées portent sur dix ratios prudentiels (fonds propres nets, position de change globale, position de change en dollar, position de change en euro, solvabilité, liquidité en GNF, liquidité en devises, liquidité globale, division des risques et coefficient de transformation de plus de cinq ans). Celles-ci concernent quinze banques sur les seize en activité.

6.1.3.3 Réglementation

La Banque Centrale a finalisé et diffusé à la Profession Bancaire le Nouveau Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC), ainsi que ses instructions d'application et états de déclaration. Elle a rendu opérationnel le Fonds de Garantie des Dépôts (FGD), avec la perception des premières cotisations des banques. Elle a achevé les travaux de révision

6.2 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE

6.2.1 Situation

En 2019, une institution de microfinance a été créée et cinq retraits d'agréments ou d'autorisation d'exercer ont été enregistrés. Ainsi, au total 22 Institutions de microfinance sont en activité.

La répartition des points de services par catégorie d'IMF se présente comme suit :

- première catégorie (IMF de type coopératif et mutualiste) : 161 agences ou points de service contre 86 un an plus tôt ;
- deuxième catégorie (IMF de type société anonyme) : 291 agences ou points de service contre 281 un an plus tôt ;
- troisième catégorie (IMF ne collectant pas d'épargne) : 9 agences ou points de service.

6.2.1.1 Offre de produits et services financiers

Les dépôts à vue et les crédits à court terme sont les deux principaux produits offerts par les IMF à la clientèle. Toutefois, d'autres services sont proposés, tels que le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, la vente de cartes bancaires et les services financiers mobiles.

6.2.1.2 Ressources et emplois

Les ressources des IMF sont constituées essentiellement de ressources à court terme (les dépôts à vue) et d'emprunts. Les dépôts à vue s'évaluent à GNF 446,08 milliards

de la grille de notation des banques avec la redéfinition des critères et sous-critères de notation. Elle a mis en place le Comité de gestion de crise, en vue du redressement d'un établissement en difficulté. Elle a adopté une approche de supervision basée sur les risques de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme (BC/FT), à travers l'introduction d'un système de notation des banques en la matière.

contre GNF 404,2 milliards en 2018, soit un accroissement de 10,4 %.

Les ressources des IMF de la troisième catégorie sont tirées des lignes de crédit accordées par les bailleurs de fonds dans le cadre des programmes d'aide au développement, ou d'emprunts à taux bonifiés. Elles s'élèvent à GNF 1,4 milliards contre GNF 1,3 milliards en 2018.

Les emprunts du secteur reculent de 16,3 % pour se situer à GNF 73,05 milliards contre GNF 87,2 milliards en 2018. Ce recul est plus marqué au niveau de la catégorie collectant l'épargne, avec des baisses respectives de 54,1% et de 10,5 % pour les coopératives et mutuelles et les sociétés anonymes.

L'encours des crédits s'établit à GNF 706,4 milliards contre GNF 491,1 milliards en 2018, soit une progression de 43,8 %, en lien avec la hausse des crédits à court terme.

Les liquidités des IMF s'améliorent de 41,9 % pour s'établir à GNF 138,0 milliards contre GNF 97,3 milliards en 2018. Par contre, comme l'année précédente, les immobilisations nettes se contractent de 7,6 % pour se chiffrer à GNF 52,6 milliards contre GNF 56,9 milliards en 2018.

6.2.1.3 Indicateurs du secteur

Globalement, les indicateurs du secteur des IMF s'améliorent, à l'exception des crédits en souffrance et du nombre d'IMF qui diminue

ACTIVITÉS DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Tableau 21 : Évolution des principaux agrégats du secteur entre 2015 et 2019

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	Variation en % (2019/ 2018)
Nombre d'IMF	20	24	25	26	22	-15,4
Nombre de Guichets	345	349	377	376	461	22,6
Nombre d'employés	823	812	848	944	1 071	13,5
Nombre de clients	470 604	531 036	587 041	695 714	856 464	23,1
Nombre de crédits accordés	103 934	126 498	233 125	302 541	378 187	25,0
Fonds Propres Consolidés (en milliards de GNF)	36,5	66,79	53,19	104,32	155,19	48,8
Volume des crédits (en milliards de GNF)	256,60	415,43	396,41	620,32	951,56	53,4
Encours des crédits (en milliards de GNF)	188,16	244,59	315,65	491,12	706,43	43,8
Encours de l'épargne (en milliards de GNF)	219,23	281,09	335,81	404,21	446,08	10,4
Portefeuille des crédits en souffrance (en milliards de GNF)	23,47	18,31	12,40	36,39	53,98	46,4
Résultat net (en milliards de GNF)	-5	-0,62	-16,87	-21,03	2,98	-114,2

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

du fait des retraits d'agrément de quelques Institutions.

Les fonds propres des IMF augmentent de 48,8% par rapport à l'année 2018 pour atteindre GNF 155,2 milliards. Les fonds propres des IMF coopératives et mutualistes

s'élèvent à GNF 49,2 milliards contre GNF 18,7 milliards en 2018. Les fonds propres des IMF de la catégorie Société Anonyme (S.A.) s'évaluent à GNF 103,4 milliards contre GNF 78,9 milliards l'année précédente. Les fonds propres des IMF ne collectant pas l'épargne, passent à GNF 2,6 milliards contre GNF 6,7 milliards en 2018.

Tableau 22 : Répartition des fonds propres par catégorie des IMF (en milliards GNF)

Fonds Propres	2015	2016	2017	2018	2019	Variation en % par rapport à 2017
Coopératives et Mutuelles	10,76	11,09	4,57	18,72	49,18	162,7
Sociétés anonymes	22,41	52,82	45,76	78,88	103,37	31,0
IMF sans collecte d'épargne	2,89	2,89	2,86	6,71	2,62	-60,9
Fonds Propres Consolidés	36,05	66,79	53,19	104,32	155,17	48,7

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

Les IMF dégagent un résultat net bénéficiaire de GNF 2,9 milliards contre un déficit de GNF 21,0 milliards en 2018, grâce à la performance des IMF coopératives et mutualistes et de celles ne collectant pas l'épargne. Ces deux

catégories d'IMF réalisent des résultats positifs, respectivement de GNF 16,9 milliards et de GNF 0,2 milliards, tandis que les IMF de type SA enregistrent un résultat négatif de GNF 14,2 milliards.

Tableau 23 : Évolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards GNF)

Résultat Agrégé	2018		2019	
	Montant	Part en %	Montant	Part (en %)
IMF mutualistes/coopérative	8,5	-40,6	16,98	568,2
IMF de type SA	-29,7	141,0	-14,23	-476,3
IMF ne collectant l'épargne	0,1	-0,4	0,24	8,1
TOTAL	-21,03	100	2,99	100

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

Trois institutions occupent la position de leader sur le marché, en termes de dépôts et de crédits. Elles représentent 77,1 % du total des

dépôts collectés et 56,5 % du total de crédits du secteur.

Tableau 24 : Part de marché des huit IMF qui dominent le secteur des IMF

Ordre	Institutions	Encours d'épargne		Encours Crédits	
		Montant	Part (%)	Montant	Part (%)
1	CRG	136,65	30,6	165,65	23,5
2	COFINA	113,59	25,5	141,57	20,0
3	YETE MALI	93,76	21,0	91,89	13,0
4	CREDIT KASH	19,54	4,4	80,59	11,4
5	FINADEV S.A	55,13	12,4	52,57	7,4
6	AMIFA	10,8	2,4	50,19	7,1
7	FASEF BG	7,68	1,7	15,59	2,2
8	MUFFA et MC2	0,38	0,1	90,8	12,9
	Total	437,56	100	688,9	100

Source : BBCRG/DGSIF/DSIFI

ACTIVITÉS DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

La position de leader du marché est détenue par le Crédit Rural de Guinée (CRG SA), qui détient 23,4 % de l'encours total des crédits et 30,6 % de l'encours total des dépôts du secteur. Il est suivi par la Compagnie Financière de Guinée S.A (COFINA S.A) et YETE MALI.

Le nombre de clients des IMF s'élève à 856 464 contre 695 714 en 2018, soit un accroissement de 23,1 %. Cet accroissement relève essentiellement des sociétés anonymes

ainsi que des coopératives et mutuelles, qui enregistrent 105 770 et 54 841 nouveaux clients, respectivement.

Le volume de crédits progresse de 53,4 % pour atteindre GNF 951,6 milliards. Le montant des créances en souffrance s'accroît de 46,4 % pour se chiffrer à GNF 53,9 milliards.

La situation du portefeuille des IMF pour l'exercice 2019 est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 25 : Évolution du portefeuille des crédits en souffrance (en milliards GNF) en 2019

INDICATEURS	2015	2016	2017	2018	2019	Variation
Encours des crédits en retard	23,46	18,31	12,40	36,86	53,98	46,4%
dont 1 à 30 jours	7,83	7,78	2,41	11,36	12,15	6,9%
dont 31 à 60 jours	1,72	2,84	2,09	9,61	6,43	-33,1%
dont 61 à 90 jours	1,27	1,47	1,66	3,16	6,02	90,1%
dont 91 à 180 jours	1,99	1,31	3,35	4,47	15,47	246,1%
dont 181 à 360 jours	2,88	2,06	1,83	4,46	6,14	37,7%
dont plus de 360 jours	7,77	2,84	6,45	3,77	7,74	105,3%

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

Comme en 2018, le portefeuille de crédit s'est fortement détérioré. Cette détérioration est plus marquée au niveau des IMF de la catégorie collectant l'épargne. Les créances en souffrance augmentent de 50,4 % pour les IMF de la catégorie société anonyme contre 40,1 % pour les coopératives et mutuelles. Par contre, le portefeuille de crédits des IMF de la catégorie ne collectant pas l'épargne s'améliore, avec une baisse des crédits en souffrance de 26,4%.

Les secteurs du Commerce, de la Restauration et de l'Hôtellerie sont les principaux bénéficiaires de crédits. Les crédits accordés à ces secteurs représentent près de la moitié des crédits accordés (46,6%). Ils sont suivis par les secteurs des Travaux Publics, Bâtiments et Logements (15,6%), les Autres Secteurs (13,1%), les Transport et Communication (12,4%), l'Agriculture, l'Élevage et la Pêche (8,3 %), et par l'Industrie et l'Artisanat (3,3%).

Tableau 26 : Évolution des concours accordés par secteur d'activité (en %).

Secteurs d'activité	2015	2016	2017	2018	2019
Agriculture, Élevage et Pêche	14	11	11,5	13,1	8,3
Travaux publics, Bâtiments et Logements	6	12	6,25	14,6	15,6
Commerce, Restauration et Hôtellerie	53	51	47,9	45,3	46,6
Industrie et Artisanat	4	5	4,3	4,0	3,3
Transport et Communication	2	5	2,8	5,1	12,4
Autres	20	16	27,2	17,9	13,1
Total	100	100	100	100	100

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

6.2.2 Activités de supervision

La Banque Centrale a réalisé ses activités de surveillance du secteur de la microfinance à travers le contrôle sur place et sur pièces.

6.2.2.1 Contrôle sur place

La Banque Centrale a effectué deux missions de suivi des recommandations auprès de deux IMF, dans le cadre du plan d'assainissement du secteur.

Ces missions de suivi ont permis de ressortir les observations suivantes :

- la faible implication des membres du Conseil d'Administration (CA) dans le fonctionnement des IMF (Assemblée Générale, CA, Comité de Crédit, etc.) ;
- le manque de rigueur dans l'exécution des travaux des Commissaires aux Comptes ;
- le manque de suivi des recommandations des commissaires aux comptes et des missions d'inspection de la Banque Centrale ;
- la faiblesse du contrôle interne ;
- le non-respect de l'application de certains textes (Instructions de la BCRG et textes internes) ;
- la faible fiabilité des systèmes d'information.

6.2.2.2 Contrôle sur pièces

Le contrôle sur pièces a porté essentiellement sur l'évaluation des situations périodiques, le suivi du respect des normes prudentielles et la réalisation d'une étude sur le respect des normes prudentielles. Un certain nombre

de problèmes ont été identifiés. Il s'agit, notamment :

- du non-respect des délais de transmission des situations comptables et statistiques ;
- du manque de fiabilité des informations comptables et financières ;
- du non-respect de certaines dispositions réglementaires, notamment des retards dans la désignation des Commissaires aux Comptes ainsi que du non-respect de certains ratios prudentiels et du niveau du capital minimum.

6.2.2.3 Activités d'agrément

Le secteur de la microfinance enregistre l'agrément d'une nouvelle institution dans la catégorie Epargne et Crédits, dénommée AKIBA FINANCE S.A. Les agréments de cinq institutions de microfinance sont retirés. Il s'agit de la Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI), du Réseau des Caisses Communautaires d'Epargne et de Crédit de Guinée (RCCECG) de Djama Djigui, de Hamy Yara, Sabaty Finance, et de l'International Agency for Economic Développement d'Exercice des Activités de Microfinance (IASSED).

Par ailleurs, des agréments sont accordés aux dirigeants des IMF de Crédit Rural de Guinée (CRG) (Directeur Général, Directeur Général Adjoint et Contrôleur interne), de l'Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE) (Directeur Général), de COFINA (Directeur Général et Directeur Général Adjoint), d'AMIFA (Directeur Général Adjoint et Contrôleur interne).

6.3 ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)

6.3.1 Situation

Le secteur des Institutions Financières Inclusives compte quatre Etablissements de Monnaie Electroniques (EME) agréés à fin 2019.

Tableau 27 : Liste des EME agréés

EME	Activité
ORANGE FINANCES MOBILE	Émission de la monnaie électronique via la téléphonie mobile
MTN Mobile Money	
PAY CARD	Émission de la monnaie électronique via les cartes de paiement prépayées
YuP Guinée	Émission de la monnaie électronique via la téléphonie mobile

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

En 2019, les EME ont poursuivi leur dynamique de croissance, grâce à l'expansion des réseaux de distribution, du volume des transactions effectuées et du nombre de clients.

Le nombre de points de transactions des EME a plus que doublé, passant de 23 809 en 2018 à 64 136. Le nombre de clients augmente de 30,9% pour se situer à 4 271 600. Le nombre de clients actifs (utilisant leur compte au

moins 1 fois par mois) s'établit à 2 281 094 contre 1 500 000 en 2018, en hausse de 52%. Le montant des transactions effectuées en monnaie électronique s'accroît de 52,9% pour se chiffrer à GNF 691 milliards. Cette évolution est soutenue par l'arrivée sur le marché d'un nouvel établissement (Yup Guinée) et par l'adhésion de plus en plus accrue des populations à ce nouveau moyen de paiement.

Tableau 28 : Évolution des principaux indicateurs sur les EME (à fin de période)

Indicateurs	2018	2019	Variation %
Nombre d'EME	3	4	33,3
Nombre de clients	3 262 594	4 271 600	30,9
Nombre d'agents	23 809	64 136	169,4
Montant de la monnaie électronique en circulation (en milliards GNF)	451,9	691	52,9

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

Les EME réalisent une performance remarquable par rapport aux IMF, en termes de dépôts. Le montant des dépôts collectés par les EME s'élève à GNF 446 milliards à fin 2019.

Les paiements transfrontaliers s'intensifient en 2019, suite à l'autorisation accordée aux EME d'opérer des transferts d'argent de l'étranger vers la Guinée. Le montant des sommes rapatriées atteint euro 2 976 000 contre euro 120 000 en 2018 (essentiellement de la France vers la Guinée). Ces transactions portent principalement sur les opérations de

dépôts et de retraits d'argent. Les opérations de paiements (commerce, factures, salaires et autres taxes) sont encore marginales, d'où la nécessité de développer le réseau d'acceptation des paiements, via la monnaie électronique, et d'assurer l'interopérabilité entre les différents acteurs de l'écosystème financier.

Le marché des EME est dominé par Orange Finances Mobiles, qui détient 63 % de parts de marché, suivi de MTN Mobile Money avec 35 %. Yup et PayCard ont respectivement 1,7 % et 0,3 % de parts de marché.

Tableau 29 : Évolution des parts de marché (à fin de période)

Indicateurs	Orange Finances Mobiles		MTN Mobile Money		PayCard		YUP
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2019
Années	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2019
Nombre de clients	2 600 000	2700 000	662 000	1 500 000	594	600	71 000
Part de marché (%)	79	63,20	20	35,11	1	0,01	1,66

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

6.3.2 Activités de supervision

En 2019, l'activité de supervision des EME a révélé quelques insuffisances liées, notamment à l'identification des clients, découlant de la non fiabilité des documents d'identité.

Par ailleurs, suite aux requêtes formulées par les EME, des dérogations ont été accordées sur

les limites transactionnelles afin de répondre aux besoins spécifiques de certains clients et ce, conformément à la réglementation.

L'implémentation en cours à la Banque Centrale d'un outil de reporting automatisé adapté aux EME permettra de renforcer l'activité de supervision de ces Etablissements.

6.4 SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

6.4.1 Situation

6.4.1.1 Acteurs du marché

Le marché guinéen des assurances est composé de 13 compagnies, dont 12 opérant sous le statut de société anonyme, et une constituée sous forme de mutuelle. La majorité d'entre elles font des opérations en assurances dommages. Deux compagnies sont spécialisées en assurances Vie (Activa Vie, Lanala Vie).

Un réseau de 136 intermédiaires d'assurance anime le marché, avec 90 agents mandataires

des compagnies et 46 bureaux de courtage, ainsi que des producteurs en assurance vie. Quelques établissements financiers, tels que les banques et les institutions de microfinance pratiquant la bancassurance et la micro assurance, interviennent également sur le marché. Ce réseau couvre la plupart des régions du pays, offrant des services de proximité aux assurés.

Le marché est également animé par un Bureau National de la Carte Brune CEDEAO (qui gère les risques transfrontaliers de la sous-région ouest-africaine), et par un Fonds de Garantie

ACTIVITÉS DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

Automobile (FGA), qui est un organisme particulier d'assurance chargé d'indemniser les victimes, lorsque le responsable des dommages demeure inconnu ou n'est pas assuré.

6.4.1.2 Activités des compagnies d'assurance

6.4.1.2.1 PRODUCTION

Le marché guinéen de l'assurance poursuit sa croissance en 2019. Le montant des primes émises augmente de 11% pour s'établir à GNF

456,75 milliards. Les émissions de primes en assurance dommages progressent de 12,4% pour se situer à GNF 359,44 milliards. Les primes d'assurance vie s'accroissent de 6,1% contre 12,6% en 2018.

Le marché reste dominé par cinq sociétés (UGAR ACTIVA, NSIA, ACTIVA VIE, SUNU et SAHAM) qui mobilisent environ 69 % des primes émises en 2019. Le tableau ci-dessous indique la répartition du chiffre d'affaires par compagnie.

Tableau 30 : Parts de marché des sociétés d'assurances en 2019

Rang	Compagnies	Chiffres d'affaires en GNF	Parts de marché du CA
1	UGAR-ACTIVA	118 427 756 852	25,9 %
2	NSIA Assurance	77 768 909 993	17,0 %
3	ACTIVA VIE	70 254 708 540	15,4 %
4	SUNU	47 412 366 534	10,4 %
5	SAHAM	44 542 484 791	9,8 %
6	SOGAM	23 667 037 819	5,2 %
7	LANALA IARD	22 899 618 683	5,0 %
8	SAAR	17 702 098 392	3,9 %
9	VISTA Assurance	12 789 578 205	2,8 %
10	MUTRAGUI	9 958 498 500	2,2 %
11	SONAG	8 534 055 066	1,9 %
12	LANALA VIE	2 791 948 979	0,6 %
	Total	456 749 062 354	100%

Source : BCRG/DGSIF/DSA

La croissance du chiffre d'affaires global est soutenue par les performances de certaines Sociétés telles que VISTA Assurance, LANALA IARD, SAHAM, NSIA Assurance et SUNU. Leurs chiffres d'affaires progressent respectivement

de 69,6 % ; 56,7 % ; 34,2 % ; 20,1 % et 17,0 %. Par contre, les sociétés SAAR, MUTRAGUI et ACTIVA VIE réalisent des baisses respectives de leurs chiffres d'affaires de 17,7 %, 4,5 %, et 2,0 %.

Tableau 31 : Évolution du chiffre d'affaires de 2017 à 2019 (en milliards GNF)

COMPAGNIES	2017	2018		2019	
	Montant	Montant	Variation (%)	Montant	Variation (%)
UGAR ACTIVA	105,1	116,6	10,9	118,4	1,6
ACTIVA VIE	62,1	71,7	15,4	70,3	-2,0
NSIA Assurance	62,5	64,8	3,6	77,8	20,1
SUNU	34,3	40,5	18,3	47,4	17,0
SAHAM	24,1	33,2	37,9	44,5	34,2
SOGAM	23,0	22,4	-2,5	23,7	5,6
SAAR	18,4	21,5	16,9	17,7	-17,7
LANALA IARD	-	14,6	-	22,9	56,7
LANALA VIE	-	-	-	2,8	-
MUTRAGUI	10,0	10,4	4,1	10,0	-4,5
SONAG	8,7	8,3	-5,1	8,5	3,3
VISTA Assurance	8,0	7,5	-5,6	12,8	69,6
Marché	356,2	411,5	15,5	456,8	11,0
IARD	274,7	319,8	16,4	359,4	12,4
VIE	81,5	91,7	12,6	97,3	6,1

Source : BCRG/DGSIF/DSA

Représentant 78,7 % du total des émissions, les assurances dommages continuent de dominer le marché, avec un chiffre d'affaires de GNF 359,44 milliards contre un chiffre d'affaires de GNF 97,3 milliards pour l'assurance vie.

6.4.1.2.2. LES PRODUITS FINANCIERS

6.4.1.2.2.1. Les placements

Les principaux actifs de placement du secteur des assurances sont constitués de valeurs mobilières et immobilières assimilées, et des droits réels immobiliers. Les placements s'évaluent à GNF 299,2 milliards contre GNF 272,1 milliards en 2018, soit une progression de 10,0 %. Ils sont dominés par les dépôts en banque et les investissements immobiliers, en raison de l'insuffisance de véhicules d'investissement, notamment l'absence d'une bourse des valeurs. En outre, il existe une forte appétence des sociétés d'assurance pour les titres d'Etat, notamment les Bons du Trésor.

6.4.1.2.2.2. Les produits financiers nets (PFN)

Les produits financiers nets augmentent de 3,7% pour se situer à GNF 17,3 milliards. Leur proportion représente une valeur relative de 4% par rapport au chiffre d'affaires global du marché.

6.4.1.2.3. LES SINISTRES

6.4.1.2.3.1. Les Sinistres réglés

Les sinistres réglés se chiffrent à GNF 113,68 milliards contre GNF 103,3 milliards en 2018, en hausse de 10,0 %. Les prestations et frais payés augmentent au niveau de six compagnies, alors que les six autres enregistrent une diminution desdits frais. Les plus fortes augmentations sont observées au niveau de Vista Assurance (232,4 %), de LANALA IARD (88,7 %), d'ACTIVA VIE (66,7 %), de SAHAM Assurance (45,9 %) et de NSIA (20,6 %).

Tableau 32 : Évolution des sinistres payés par société (en milliards GNF)

SINISTRES PAYES	2017	2018		2019	
	Montant	Montant	Variation (%)	Montant	Variation (%)
UGAR ACTIVA	20,5	26,8	31,0	12,2	-54,6
MUTRAGUI	1,3	1,3	7,3	1,7	25,8
SONAG	2,2	2,4	6,3	1,1	-52,7
SOGAM	5,5	8,1	47,0	6,2	-22,5
VISTA Assurances	1,0	0,7	-31,0	2,4	232,4
NSIA	14,7	22,6	53,7	27,2	20,6
ACTIVA VIE	16,6	20,5	23,6	34,2	66,7
SUNU	4,5	7,5	68,6	7,1	-5,6
SAHAM	2,0	3,3	33,7	4,8	45,9
SAAR	5,5	11,5	107,0	8,0	-30,1
LANALA IARD	-	4,4	-	8,2	88,7
LANALA VIE	-	-	-	0,6	-
MARCHE	73,7	103,3	40,0	113,7	10,0

Source : BCRG/DGSIF/DSA

En termes de chiffre d'affaires, les trois compagnies leaders du marché (UGAR ACTIVA, NSIA Assurance et ACTIVA VIE) totalisent 65 % des prestations et frais payés, avec des parts respectives de 11 % ; 30 % et 24 %.

6.4.1.2.3.2. Les charges de sinistres

Les charges de sinistres augmentent fortement (337,4%) pour se chiffrer à GNF 157,15 milliards contre GNF 35,93 milliards en 2018. Cette forte augmentation est principalement attribuée à UGAR ACTIVA dont les charges de sinistres passent de GNF -89,6 milliards en 2018¹ à GNF 14,8 milliards en 2019. Le taux de sinistralité (ratio charges de sinistres/ primes acquises du marché) s'est accru de 35,3% contre 10,2% l'année précédente.

6.4.1.2.3.3. Les commissions et frais généraux

Les commissions versées aux intermédiaires s'établissent à GNF 39,6 milliards contre GNF 33,3 milliards en 2018, soit une amélioration de 19,0%. Les frais généraux s'accroissent de 7,7% pour se situer à GNF 145,4 milliards. Ainsi, les frais de gestion (commissions + frais généraux) se chiffrent à GNF 181,9 milliards, équivalant à 40,5 % du chiffre d'affaires. Toutefois, ce taux est très proche de celui de 2018 (40,9%).

Le taux de frais de gestion (frais de gestion/ primes acquises) est à 41,6%, au-dessus de la norme réglementaire de 35%. Ce qui peut limiter la capacité des compagnies à régler les sinistres. En revanche, le taux de commissionnement (commission/primes acquises) atteint 8,9% contre 8,3% en 2018.

¹ Le signe négatif des charges de sinistres 2018 d'UGAR Activa est dû à une reprise des provisions relatives au dossier du crash de l'avion de l'armée guinéenne, classé sans suite.

Tableau 33 : Évolution des Charges de Sinistres (en milliards GNF)

COMPAGNIES	2017	2018		2019	
	Montant	Montant	Variat (%)	Montant	Variat (%)
UGAR ACTIVA	27,2	-89,7	-429,0	14,8	-116,5
MUTRAGUI	3,0	1,7	-41,0	2,5	44,5
SONAG	2,0	2,4	22,8	2,3	-5,8
SOGAM	6,9	9,4	36,0	7,7	-17,8
VISTA Assurances	1,0	1,2	21,6	2,9	145,8
NSIA Assurances	17,7	24,6	39,5	26,2	6,4
ACTIVA VIE	47,9	59,8	26,6	53,7	-10,3
SUNU	7,6	12,1	59,0	16,0	32,7
SAHAM	2,9	24,3	744,0	12,9	-46,8
SAAR	5,4	11,4	113,0	8,1	-28,7
LANALA IARD	-	5,3	-	8,5	0,6
LANALA VIE	-	-	-	1,4	-
MARCHE	119,5	35,9	69,9	157,2	337,4

Source : BCRG/DGSIF/DSA

6.4.1.2.3.4. Le ratio combiné

En 2019, le ratio combiné² du marché des assurances est de 77 %, en dessous du plafond de 100 %. Cinq sociétés (MUTRAGUI, SOGAM, ACTIVA VIE, SAAR, LANALA VIE) ont leurs ratios combinés supérieurs à 100 %. Ce qui signifie que le cœur de métier de ces compagnies n'est pas rentable dans la mesure où les primes collectées ne couvrent pas leurs charges techniques. Cette situation constitue une menace pour la survie de ces sociétés et la stabilité du secteur.

6.4.1.2.4. LA REASSURANCE

6.4.1.2.4.1 Les primes cédées

Les cessions de primes se chiffrent à GNF 155,6 milliards contre GNF 121,9 milliards en 2018, soit une hausse de 27,6 %. Le taux de cession de primes, qui représente 34,1 % des primes totales collectées, est au-dessus de celui de

2018 avec une hausse de 29,6 %.

6.4.1.2.4.2. Les sinistres cédés

Les Réassureurs contribuent à hauteur de GNF 8,8 milliards au règlement des sinistres contre GNF 20,1 milliards en 2018, soit une baisse de 56,4 %. Cette baisse s'explique, notamment par celle observée au niveau de UGAR ACTIVA (- 73,1%) qui représente 37,3 % des sinistres cédés en 2019.

6.4.1.2.4.3. Le solde de réassurance

En 2019, le montant des primes acquises aux réassureurs progresse de 29,1 % pour s'établir à GNF 152,6 milliards. La part des réassureurs dans les charges recule fortement (136,5 %) pour s'établir à GNF 34,2 milliards.

Le solde de réassurance est favorable aux réassureurs à hauteur de GNF 118,3 milliards, contre GNF 211,9 milliards en 2018.

² Le ratio combiné est le rapport de la somme des charges de Sinistres et des Frais de Gestion sur les primes acquises. Il mesure la rentabilité technique qui exprime le rapport entre les décaissements (frais de gestion, commissions versées, provisions pour sinistres et remboursement des sinistres), et les encaissements (primes et cotisations encaissées). Un ratio supérieur à 100% signifie que les dépenses de l'assureur sont supérieures à ses recettes, et que sa marge éventuelle provient de ses bénéfices financiers (placement des capitaux disponibles).

Tableau 34 : Évolution des primes cédées (en milliards de GNF)

PRIMES CEDEES (en mds GNF)	2016	2017		2018		2019	
		Montant	Variat (%)	Montant	Variat (%)	Montant	Variat (%)
UGAR	60,9	63,5	4,3	75,6	19,0	92,7	22,6
MUTRAGUI	0,1	0,0	-	0,1	-	0,2	35,7
SONAG	0,0	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0
SOGAM	3,0	2,6	-15,3	4,0	55,0	4,8	21,4
VISTA	0,3	1,7	460	0,3	-85,0	0,0	-100,0
NSIA	15,6	13,6	-13,0	11,1	-18,0	14,9	34,2
ACTIVA VIE	2,7	4,2	52,6	5,5	33,0	5,9	7,4
SUNU	2,9	11,4	293,5	8,4	-26,0	6,5	-23,4
SAHAM	5,6	13,6	145,8	13,6	0,0	25,9	89,6
SAAR	0,9	1,6	76,4	1,1	-31,4	1,5	37,0
LANALA IARD	-	-	-	2,2	-	2,9	34,3
LANALA VIE	-	-	-	-	-	0,3	-
Marché	92,0	112,1	21,8	121,9	8,8	155,6	27,6

Source : BCRG/DGSIF/DSA

6.4.1.2.5. LES RÉSULTATS DU MARCHÉ

Le secteur de l'assurance dégage un résultat net technique déficitaire de GNF 15,8 milliards contre un résultat déficitaire de GNF 18,6 milliards en 2018. En tenant compte des produits financiers nets, le résultat net comptable du secteur atteint GNF 1,4 milliards, en hausse de 179,7 % par rapport à celui de 2018 (GNF - 1,8 milliards).

6.4.1.2.6. LA SOLVABILITÉ DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE

6.4.1.2.6.1. La couverture des engagements réglementés

Les engagements réglementés des compagnies d'assurances progressent de 2,0 % par rapport à 2018 pour se situer à GNF 327,5 milliards.

Les placements admis en couverture des engagements réglementés pour les sociétés d'assurances s'élèvent à GNF 382,7 milliards contre GNF 347,6 milliards l'année précédente, soit une augmentation de 10,1 %.

Les placements rapportés aux engagements réglementés dégagent un surplus de couverture de GNF 55,2 milliards contre GNF 22,6 milliards en 2018, soit une hausse de 144,4 %. Ainsi, le taux de couverture des engagements réglementés augmente de 10 points de pourcentage pour s'établir à 117 %.

6.4.1.2.6.2. La solvabilité du marché

Les entreprises d'assurances du marché réalisent une marge disponible de GNF 130,3 milliards contre GNF 122,1 milliards en 2018. La marge minimale réglementaire augmente de 98,0 % pour se chiffrer à GNF 74,6 milliards. Elles enregistrent un surplus de marge de solvabilité de GNF 55,7 milliards contre GNF 84,4 milliards en 2018, soit un recul de 34,0 %.

6.4.2 Activités de supervision

La Banque Centrale a poursuivi son rôle de régulateur et de superviseur du marché. Dans ce cadre, elle a réalisé plusieurs activités.

Dans le domaine de la réglementation, elle a procédé à :

- la préparation du Décret portant obligation d'assurance des biens et marchandises de toute nature à l'importation en République de Guinée;
- la préparation de l'arrêté conjoint fixant les conditions d'application du Décret portant obligation d'assurance des biens et marchandises de toute nature à l'importation en République de Guinée ;
- la préparation de la Décision du Comité des Agréments relative à l'augmentation du capital des Sociétés et Mutuelles d'Assurances ;
- l'élaboration de plusieurs Instructions prises par M. le Gouverneur de la BCRG portant sur l'application du Code des Assurances;
- l'octroi d'agrément à une nouvelle société d'assurance Vie (NSIA Assurance Vie) et à ses dirigeants;
- l'octroi d'agrément à certains dirigeants de sociétés d'assurance.

Par ailleurs, les deux commissions chargées de mener des réflexions, l'une sur la mise en place d'une Société Nationale de Réassurance et l'autre sur la mise en place d'une Société Nationale d'Assurance Agricole ont poursuivi leurs travaux.

Dans le domaine de la surveillance, la BCRG a poursuivi le contrôle sur pièces des sociétés, intermédiaires et organismes d'assurance, ainsi que l'actualisation du répertoire des intermédiaires (courtiers et agents généraux).

Dans le domaine du contrôle sur place, elle a procédé à une mission générale d'une société et une mission de contrôle des frais de gestion de six sociétés.

En outre, la BCRG a poursuivi son rôle de prévention et de conseil, en assurant notamment, la médiation entre les compagnies d'assurance d'une part et, d'autre part, entre les assureurs et les assurés. La plupart des dossiers arbitrés ont connu un règlement amiable dans l'intérêt des assurés et des bénéficiaires des contrats, ainsi que celui des

assureurs.

Au titre des relations avec les Organismes Régionaux et Internationaux, la BCRG a participé à la 41ème réunion annuelle de l'Assemblée Générale de la Société Africaine de Réassurance (AFRICA-RE) tenue à Tunis. Elle a également participé aux rencontres organisées par l'Organisation des Assurances Africaines (OAA), la Fédération des Sociétés d'Assurance de Droit National Africain (FANAF), l'Institut Africain des Assurances (IAA), l'Institut International des Assurances (IIA), le Conseil des Bureaux de la Carte Brune CEDEAO, l'Association Internationale des Superviseurs d'Assurance (IAIS), l'Association Africaine des Autorités de Contrôle des Assurances (3ACA), et l'Association Ouest-Africaine des Autorités de Contrôle des Assurances (WAICA).

ÉCONOMIE
GARANTIR LA CROISSANCE,
PROTEGER L'ENVIRONNEMENT



BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



7

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

7.1 APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT.....	72
7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations.....	72
7.1.2 Opérations en devises.....	72
7.2 GESTION FIDUCIAIRE.....	73
7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire.....	73
7.2.2 Emission et monnaie en circulation.....	74
7.3 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	75
7.3.1 Gestion du personnel.....	75
7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel.....	76
7.4 ACTIONS DE FORMATION.....	76
7.5 ETUDES ET RECHERCHE.....	78



Au cours de l'année 2019, la Banque Centrale a poursuivi ses activités opérationnelles portant notamment sur

l'assainissement de la circulation fiduciaire et l'amélioration des conditions de vie et de travail du personnel.

7.1 APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT

Comme à l'accoutumée, la Banque Centrale a continué à assurer l'approvisionnement de l'économie, en veillant à la qualité des moyens de paiement mis à la disposition du public.

7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations

Dans le cadre de ses opérations courantes, la BCRG a mis à la disposition de sa clientèle 1 484 chéquiers contre 1 250 chéquiers en 2018, soit une hausse de 18,7 %. La mise en place du système national de paiement, notamment sa composante RTGS, a réduit les opérations aux guichets de la Banque Centrale. L'essentiel des opérations en GNF s'effectue par compensations électroniques.

Les virements reçus à la Banque Centrale ont diminué de 1 % après une augmentation de 22,2 % l'année précédente. Au total, 34 818 virements sont reçus pour un montant de GNF 400,1 milliards. Les virements effectués par la Banque Centrale ont atteint 8 509 pour une valeur de GNF 381,8 milliards, en augmentation de 20,5 % par rapport à leur niveau en 2018. Les principaux bénéficiaires de ces virements sont :

- le Receveur Spécial des Douanes au titre des recettes douanières ;
- le Receveur Spécial des Impôts pour les recettes fiscales ;
- le Receveur Central du Trésor au compte des redevances fiscales et des licences ;
- et l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications au titre des redevances et autres taxes des sociétés de téléphonie.

Les chèques tirés sur les caisses de la Banque Centrale et présentés aux guichets des banques commerciales se sont élevés à GNF 2 354,5

milliards contre GNF 1 656,7 milliards en 2018. Les chèques et effets tirés sur les banques commerciales et présentés aux guichets de la Banque Centrale se sont établis à 762,6 GNF milliards contre 9 855,6 milliards en 2018.

7.1.2 Opérations en devises

Les opérations en devises ont porté sur les transactions financières au compte des banques primaires, de l'Etat et de la Banque Centrale. Ces transactions concernent les cessions, les virements et les opérations de change scriptural. L'essentiel des opérations en devises sont effectuées en USD et en EUR, principales monnaies de transaction. Les opérations effectuées par la Banque Centrale ne concernent que les clients dont les comptes y sont domiciliés, à savoir les banques primaires et l'Etat.

Depuis l'avènement du système RTGS, la quasi-totalité des virements en devises entre les banques primaires s'effectue à partir de leur plateforme RTGS.

7.2 GESTION FIDUCIAIRE

Au cours de l'année 2019, la Banque Centrale a assuré l'approvisionnement de l'économie nationale en monnaie fiduciaire et en produits sécurisés en veillant au respect des meilleurs standards internationaux de qualité, et des dispositions visant à lutter contre le faux monnayage. Dans un contexte marqué par un accroissement continu de la demande des agents économiques et un renchérissement des coûts d'approvisionnement en billets et pièces de monnaie, et par le développement des techniques de contrefaçon, la Banque Centrale a maintenu en permanence en circulation,

des signes monétaires de qualité, en quantité suffisante.

7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire

L'assainissement de la circulation fiduciaire s'est poursuivi au cours de l'année 2019, avec le retrait de 62,3 millions de billets non valides, pour une valeur de GNF 307,8 milliards. Le tableau suivant retrace le nombre de billets, les valeurs faciales et les montants correspondants. Ces billets sont remplacés par des coupures renfermant plus d'éléments de sécurité.

Tableau 35 : Situation des billets retirés de la circulation (BRC) en 2019

Valeur Faciale	Nombre des Billets (en milliers)	Montant (en milliards de GNF)
GNF 10 000	28 460	284,6
GNF 5 000	-	-
GNF 1 000	12 825	12,8
GNF 500	20 718	10,4
GNF 100	800	0,8
Total	62 298	307,8

Source : BCRG/DGE/DE

Le stock des billets retirés de la circulation (BRC) a considérablement baissé, en raison essentiellement de l'accélération du processus de destruction des billets, surtout de petite coupure. Ce stock passe de GNF 551,3 milliards au 31 décembre 2018 à GNF 63,3 milliards au 31 Décembre 2019, soit une baisse d'environ de GNF 488 milliards. Les BRC de GNF 5000 représentent en volume 54,5 % et en valeur

85,6 % du stock total de BRC.

Les opérations de destruction des BRC ont porté sur tous les billets dans des proportions variées. Le montant total détruit s'est élevé à GNF 490,5 milliards en 2019 contre GNF 741,2 milliards en 2018, soit une baisse de 34 %. Le tableau suivant retrace la structure des billets détruits.

Tableau 36 : Situation des billets détruits

Valeur faciale	Montants détruits (en GNF)
GNF 10 000	286 200 000 000
GNF 5 000	180 288 010 000
GNF 1 000	4 805 000 000
GNF 500	19 176 500 000
Total	490 469 510 000

Source : BCRG/DGE/DE

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

En outre, la Banque Centrale a poursuivi son opération de redimensionnement des billets de GNF 10 000. La famille des billets s'est enrichie d'une nouvelle coupure (le billet de 2 000). Cette dernière évolution s'inscrit dans le cadre de l'enchaînement de la séquence 2 dans la famille de billets en République de Guinée.

Dans le cadre du renforcement de la qualité de la circulation fiduciaire, la lutte contre la contrefaçon constitue un enjeu majeur pour la Banque Centrale. En dépit des actions entreprises ces dernières années pour doter l'économie guinéenne de billets intégrant des normes de sécurité de standard international, la monnaie guinéenne continue de subir des attaques des faux-monnayeurs. Depuis leur lancement, les nouveaux billets de GNF 20 000, GNF 10 000 et GNF 5 000 ont fait l'objet d'attaques de la part des faussaires. En 2019, la valeur des faux billets détectés s'élève à GNF 61,1 millions contre GNF 141,8 millions

en 2018, en baisse de 59,9 %.

7.2.2 Émission et monnaie en circulation

Le montant total des émissions de billets au cours de l'année 2019 s'élève à GNF 2 556,7 milliards contre GNF 897,2 milliards en 2018. Ce montant se décompose comme suit :

- 73 215 000 billets de GNF 20 000 en 2019, en hausse de 112 % par rapport à 2018 ;
- 85 800 000 billets de GNF 10 000 en 2019, contre 450 000 en 2018 ;
- 25 000 000 de billets de GNF 5 000 en 2019, contre 32 700 000 en 2018, soit une diminution de 24 %, sur la même période.

Le nombre de billets de GNF 1 000 a connu une baisse de 27 %, et celui de GNF 500 une hausse de 43 % par rapport à l'année 2018. (cf tableau ci-après).

Tableau 37 : Structure des émissions de billets

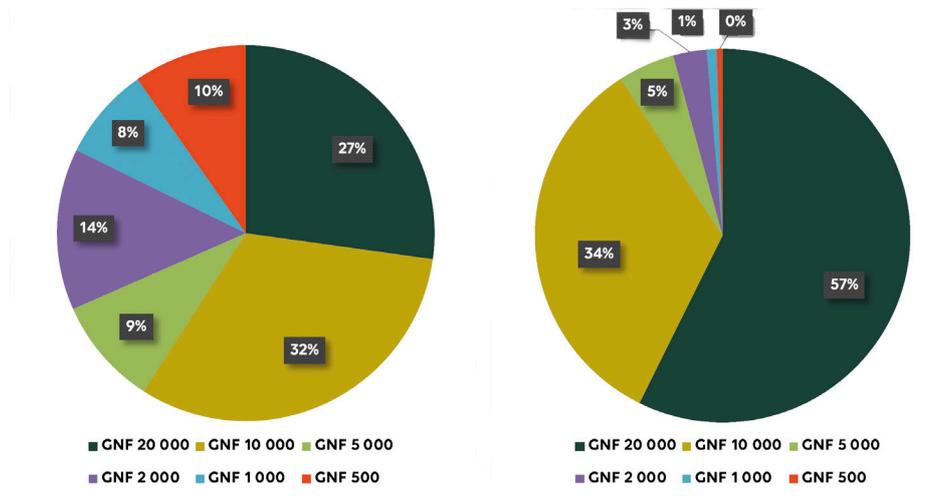
Valeur Faciale	Nombre de billets (en milliers)	Montant (en milliards de GNF)
GNF 20 000	73 215	1 465
GNF 10 000	85 800	858
GNF 5 000	25 000	125
GNF 2 000	37 400	74
GNF 1 000	21 500	21,5
GNF 500	26 150	13
Total	242 915	2 556,7

Source : BCRG/DGE/DE

Au 31 Décembre 2019, la valeur des billets et monnaies en circulation s'élevaient à GNF 12 363,4 milliards, en augmentation de 26 % par rapport à leur niveau au 31 Décembre 2018. Les billets détenus par le public représentent en valeur 79,1 % des billets en circulation, soit GNF 9 480,9 milliards. La structure des billets détenus par le public est très déséquilibrée. En effet, les parts des billets de GNF 20 000, GNF 10 000 et GNF 5 000 représentent respectivement 47,1 %, 30 % et 19,5 %, soit au total 96,6 %.

Le public guinéen continue d'avoir une préférence marquée pour la monnaie fiduciaire. Près de 79,7 % des billets de GNF 20 000, 72,7 % des billets de GNF 10 000 et 79,1 % des billets de GNF 5 000 sont détenus par le public. Ce qui dénote une forte thésaurisation et une tendance à l'utilisation des grandes dénominations dans les transactions en espèces compte tenu de leur facilité de manipulation et de conservation.

Graphique 27 : Structure des émissions (en volume et en valeur)



Source : BCRG/DGE/DE

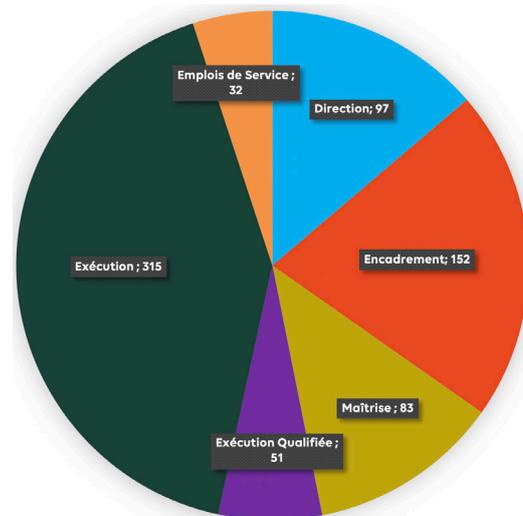
7.3 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

7.3.1 Gestion du personnel

Au 31 décembre 2019, l'effectif total du personnel de la Banque Centrale se chiffre à 821 agents, en baisse de 1%, due au nombre de départ à la retraite. L'effectif du personnel est constitué de 470 hommes (soit 57,3%) et de 351 femmes (soit 42,7%). Le personnel est composé de 89 % d'agents en activité à la Banque Centrale et de 11% d'agents détachés, en disponibilité, sous suspension ou en formation.

Le personnel de la BCRG comporte 97 cadres de direction, 152 cadres de toutes les filières appartenant à la catégorie encadrement. Le personnel de cette catégorie est composé de fondés de pouvoir, de chargés d'Etudes et d'agents d'encadrement. Le personnel de la catégorie maîtrise regroupe 83 agents, tandis que les agents des catégories exécution qualifiée et emplois de services sont au nombre de 51 et 32, respectivement. L'essentiel du personnel se trouve dans la catégorie Exécution, qui est composé de 315 agents.

Graphique 28 : Structure du personnel par grade



Source : BCRG/DGASJ/DRH

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

Les rémunérations du personnel, toutes catégories et toutes positions confondues se sont établies à GNF 61,6 milliards, incluant les retenues sur traitements et salaires pour GNF 618,3 millions, les cotisations salariales à la CNSS pour GNF 1,1 milliards et les cotisations salariales à la Caisse de retraite BCRG pour GNF 63,2 milliards.

7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de son personnel, la Banque Centrale a mis en place un dispositif d'assistance médicale et paramédicale. A ce titre, les actions suivantes ont été réalisées au cours de l'année :

- la visite médicale systématique du personnel en collaboration avec le Service National de la Médecine du

Travail ;

- l'organisation de la visite médicale du personnel pour le dépistage préventif de certaines maladies graves ;
- la vaccination du personnel ;
- la mise en place de dossiers médicaux individuels ;
- la révision des procédures d'évacuation sanitaire à l'étranger ;
- la rationalisation des évacuations et contrôles sanitaires à l'étranger.

Les dépenses d'assistance médicale et paramédicale se sont élevées à GNF 18,4 milliards, contre GNF 17,7 milliards en 2018. Cette hausse s'explique essentiellement par l'accroissement du nombre de salariés et ayants droit nécessitant de plus en plus de soins médicaux à l'étranger.

Tableau 38 : Dépenses d'assistance médicale et paramédicale (en GNF)

Rubrique	2018	2019
Frais médicaux	3 246 410 406	3 828 302 631
Frais d'hospitalisation sur place	1 253 000 600	1 955 775 080
Visite médicale systématique	476 982 000	476 982 000
Frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger	7 994 393 160	2 314 407 619
Frais pharmaceutiques	7 240 509 062	7 972 560 311
Frais de transport pour évacuation sanitaire à l'étranger	689 707 819	730 959 695
Allocations pour évacuation sanitaire à l'étranger	306 420 611	305 810 746
Produits pharmaceutiques	444 843 740	1 585 577 416
Total	18 405 856 992	19 170 375 498

Source : BCRG/DGASJ/DRH

7.4 ACTIONS DE FORMATION

Au cours de l'année 2019, les actions de formation de la BCRG ont porté à la fois sur des formations transversales et des formations spécifiques aux départements de la Banque. Ces actions répondent aux besoins de renforcement des capacités du personnel conformément aux orientations données par les autorités de la Banque Centrale. Les formations sont réalisées en Guinée et à l'étranger sous forme de stages pratiques, séminaires, conférences,

cours et formations diplômantes. Toutes les directions générales de la BCRG ont bénéficié de ces actions de formation. Le budget alloué aux actions de formation s'est fixé à GNF 10,3 milliards dont GNF 1,8 milliards pour la formation en Guinée et GNF 8,5 milliards pour la formation à l'étranger.

Les actions de formation ont couvert 139 thèmes réalisés en Guinée et à l'Etranger

contre 100 thèmes en 2018. Elles ont concerné 666 participations contre 397 participations en 2018. Cette forte hausse du nombre de bénéficiaires s'explique par l'augmentation

du nombre d'ateliers organisés en faveur des partenaires externes (institutions financières, administrations, etc.).

Tableau 39 : Évolution des actions de formation réalisées

	2015	2016	2017	2018	2019
Nombre de thèmes réalisés	71	125	173	100	139
Nombre de participations	627	838	438	397	666

Source : BCRG/DGASJ/DFRC

Au total, 18 thèmes de formation ont été réalisés en Guinée pour 504 participations contre 23 thèmes pour 256 participations en

2018. Ces 18 thèmes concernent 6 formations diplômantes ou certifiantes, 3 séminaires et 9 ateliers et conférences.

Tableau 40 : Actions de formation en Guinée

N°	Formations diplômantes	Nombre bénéficiaires
1	Formation diplômante BP1	8
2	Formation diplômante BP2	1
3	Formation diplômante BP3	2
4	Formation diplômante ITB1	3
5	Formation diplômante ITB12	1
6	Anglais	1
	TOTAL	16
N°	Séminaires, ateliers et conférences	Nombre De Bénéficiaires
1	Atelier avec le département de la capacitation économique de la BAD	50
2	Opérationnalisation du système d'information de gestion des Institutions de Microfinance (SIG- IMF)	28
3	Atelier sur la mise en place d'un modèle de prévision et d'analyse de politique économique à la Banque Centrale	8
4	Médias et transactions bancaires	40
5	Atelier de sensibilisation des entreprises sur l'élaboration de l'indice du chiffre d'affaires (ICA)	70
6	Conférence sur les perspectives économiques régionales - Afrique subsaharienne : Reprise dans un contexte de grande incertitude	45
7	Lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (LBC/FT) (en faveur des avocats, notaires et huissiers de justice)	92
8	Rôle du représentant syndical dans la gestion du climat social	21
9	Rôles, fonctions et missions de la BCRG avec les étudiants de l'ENSA (Maroc)	8
10	La gestion des risques de la BCRG	37
11	LGS/ Symposium interafricain des secrétaires et attachés de Direction (Ligue Guinéenne des Secrétaires)	7
12	Vulgarisation du code d'éthique et de Déontologie de la BCRG	82
	TOTAL	488

Source : BCRG/DGASJ/DFRC

ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE

Six (6) formateurs internes ont participé à l'animation des séminaires et ateliers susmentionnés, contre neuf (9) en 2018.

Les formations à l'étranger ont porté sur 121

thèmes pour 162 participations contre 88 thèmes pour 147 participations en 2018. La BCRG a continué à participer régulièrement aux rencontres internationales organisées par les institutions partenaires).

Tableau 41: Séminaires et Formation diplômantes à l'étranger

	2015	2016	2017	2018	2019
Thèmes séminaires et formations à l'étranger	57	46	93	88	121
Participations séminaires et formations à l'étranger	70	57	123	147	162

Source : BCRG/DGASJ/DFRC

7.5 ETUDES ET RECHERCHE

Comme les années précédentes, la Banque Centrale a poursuivi ses travaux d'études et de recherche, en se focalisant sur les questions d'ordre économique et monétaire.

Pour renforcer les dispositifs de prévision des variables économiques et monétaires, la Banque Centrale a poursuivi les travaux de mise en place du modèle macroéconomique FPAS (Forecasting and Policy Analysis System). La conception de ce modèle, démarrée en 2018, s'est poursuivie en 2019 avec le partenariat du Cabinet OG Research. Le modèle est en cours de finalisation.

S'agissant des projets d'études, la Banque Centrale de la République de Guinée a bénéficié de la part de la Banque Africaine de Développement (BAD), du financement d'un Projet d'Amélioration des Statistiques de la Balance des Paiements (PASBP), dont l'atelier de validation a été organisé en décembre 2019. Ce projet a comporté deux volets : une enquête sur les flux des marchandises aux frontières terrestres, et une enquête sur les transferts de fonds des migrants. Il a permis, d'une part, d'actualiser les coefficients de correction de la balance commerciale et de la balance des transferts courants, et d'autre part, d'évaluer la contribution des guinéens de l'étranger au financement de l'économie nationale.

Pour renforcer ses indicateurs de suivi de la conjoncture, la BCRG a poursuivi les travaux de

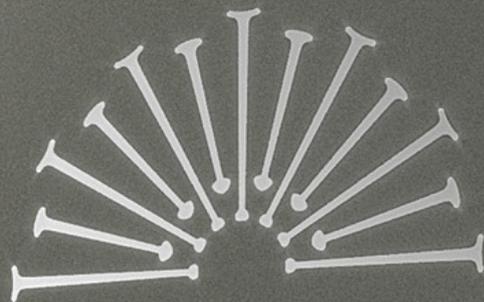
mise en place de l'Indice du Chiffre d'Affaires, avec l'appui technique d'Afristat. Au cours de l'année 2019, en plus des séminaires de formation réalisés par l'expert d'Afristat, la collecte des données trimestrielles a été réalisée auprès des entreprises de l'industrie, du commerce, des services, des BTP, des banques et des compagnies d'assurance. Cette collecte couvre la période allant du 1er trimestre 2017 au 1er trimestre 2019. Un atelier de lancement, réunissant les entreprises de ces différents secteurs, a été organisé à cet effet.

Pour évaluer l'état d'avancement du Programme de Coopération Monétaire Africaine et de celui de la CEDEAO, la BCRG a élaboré un rapport de convergence semestriel pour l'Association des Banques Centrales Africaines, et une note trimestrielle de convergence macroéconomique dans le cadre du suivi des critères de premier et de second rang du Programme de Coopération Monétaire.

Les activités courantes de la DER ont porté sur les travaux suivants :

- le diagnostic conjoncturel à travers la réalisation des notes trimestrielles de conjoncture ; et
- la réalisation de bulletins d'informations et de statistiques mensuels.





BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE



8

ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE

8.1 ANALYSE DU BILAN.....	82
8.1.1 Analyse des postes de l'actif.....	82
8.1.2 Analyse des postes du passif.....	87
8.2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT.....	85
8.2.1 Produits.....	85
8.2.2 Charges.....	85
8.2.3 Résultat d'exploitation.....	86
8.2.4 Résultat exceptionnel.....	86
8.2.5 Résultat de l'exercice.....	86

L'année 2019 a été marquée, au niveau de la Banque Centrale, par la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente et d'une politique de change active pour limiter les fluctuations du taux de change du franc guinéen par rapport aux principales devises

(dollar américain et euro).

Les incidences financières de la poursuite de ces objectifs transparaissent dans les comptes de la Banque établis en normes tant locales qu'internationales (IFRS).

8.1 ANALYSE DU BILAN

Le bilan de la BCRG arrêté au 31 décembre 2019 s'équilibre à l'Actif et au Passif à GNF 27 285,3 milliards contre GNF 23 648,6 milliards en 2018, soit une augmentation de GNF 3 636,7 milliards (15,4 %). Au niveau de l'Actif, cette augmentation est liée à la croissance des créances sur l'étranger, des créances sur l'Etat, des avoirs en or et argent monétaire, des valeurs immobilisées. Elle est atténuée par la baisse des comptes de régularisation et des créances sur les agents économiques et financiers. Au passif, l'accroissement du bilan résulte de la progression des billets et monnaies en circulation, des engagements envers l'État, des engagements envers les agents économiques et financiers, des comptes de régularisation et

divers, des capitaux propres, des engagements envers l'étranger et des fonds de contrepartie.

8.1.1 Analyse des postes de l'actif

Les Créances sur l'Étranger augmentent de 15,7 % pour se situer à GNF 12 289,2 au 31 décembre 2019 contre GNF 10 620,3 milliards l'année précédente. Cette performance résulte exclusivement de l'augmentation des avoirs à vue et à terme de la Banque Centrale auprès des correspondants étrangers, lesquels s'établissent à GNF 8 164,4 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 4 911,0 une année plutôt.

Tableau 42 : Évolution des créances sur l'étranger (milliards GNF)

Libellé	2018	2019	Variation
Disponibilités en DTS	2 176,35	905,19	-1 271,15
Correspondants étrangers	4 911,00	8 164,39	3 253,39
Valeurs à l'encaissement à l'étranger	204,31	185,61	-18,70
Caisse de devises	529,27	291,53	-237,73
Chèques de voyage	0,04	0,04	0,00
Souscription au FMI	2 762,80	2 709,06	-53,74
Avance et acompte sur fournisseurs étrangers	36,50	32,16	-4,34
TOTAL	10 620,27	12 287,98	1 667,73

Source : BCRG/DGFI/DC

La situation des deux principales devises étrangères dans les livres de la BCRG se caractérise par une baisse du montant des

encaisses au 31 décembre 2019. Cette situation résulte de la diminution des versements des banques primaires dans ces devises.

Tableau 43 : Situation des principales devises

Libellé	2018	2019	Variation
Caisse devise Dollar			
en USD (en millions)	37,78	19,81	-17,92
en GNF (en milliards)	343,21	186,19	-157,02
Caisse devise EURO			
en EURO (en millions)	16,64	8,72	-7,92
en GNF (en milliards)	173,13	91,73	-81,39
Total (en milliards de GNF)	516,34	277,92	-238,42

Source : BCRG/DGFI/DC

Les Créances sur l'Etat passent de GNF 10 556,8 milliards au 31 décembre 2018 à GNF 11 905,8 milliards au 31 décembre 2019, soit une augmentation de 12,8 %.

Les avoirs en or et en argent s'établissent à GNF 1 794,2 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 570,2 milliards une année plus tôt. Cette hausse s'explique par l'achat et le raffinage de 5 801,27 grammes d'or en 2019.

Les immobilisations nettes s'établissent à GNF 572,0 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 404,7 milliards l'année précédente, soit une progression de 41,3 %. Cette évolution est essentiellement imputable :

- à la hausse des dépenses d'investissement relatives aux travaux en cours de GNF 91,3 milliards ;
- aux matériels et mobiliers pour GNF 42,7 milliards ;
- aux prises de participation pour GNF 30,8 milliards ; et
- aux divers travaux d'aménagements réalisés sur les constructions pour GNF 19,5 milliards.

Les comptes de régularisation Actif diminuent globalement de GNF 708,4 milliards pour se situer à GNF 632,0 milliards contre GNF 1 340,4 milliards au 31 décembre 2018. Cette variation est liée, notamment, à la diminution du stock d'or non monétaire de GNF 475,8 milliards, des chèques et virements à payer de GNF 140,9 milliards, ainsi que des avances

et acomptes aux fournisseurs pour GNF 15,8 milliards. Toutefois, d'autres postes ont connu des augmentations. Il s'agit notamment : Les comptes de régularisation Actif diminuent globalement de GNF 708,4 milliards pour se situer à GNF 632,0 milliards contre GNF 1 340,4 milliards au 31 décembre 2018. Cette variation est liée, notamment, à la diminution du stock d'or non monétaire de GNF 475,8 milliards, des chèques et virements à payer de GNF 140,9 milliards, ainsi que des avances et acomptes aux fournisseurs pour GNF 15,8 milliards. Toutefois, d'autres postes ont connu des augmentations. Il s'agit notamment :

- du poste des produits à recevoir, qui augmente de GNF 150,5 milliards ; et
- du stock de billets et jetons, qui s'accroît de GNF 5,9 milliards.

Les Créances sur les agents économiques et financiers se situent à GNF 92,1 milliards contre GNF 156,2 milliards un an auparavant, enregistrant ainsi une baisse de GNF 64,2 milliards. Cette contraction s'explique par la diminution des :

- dépôts à vue de sociétés privées et particuliers de GNF 45,1 milliards ; et
- autres créances de GNF 23,9 milliards.

La situation des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers est reproduite dans le tableau ci-dessous.

Tableau 44 : Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (milliards GNF)

Libellé	2018	2019	Variation
Comptes E/ses Publiques non Financières	-1,03	-1,03	0,00
Comptes ordinaires à vue	0	0	0
Comptes de devise à vue	0	0	0
Provision pour dépréciation sur découverts Comptes E/ses Publiques non Financières	-1,03	0,03	0,0
Comptes Sociétés privées et particuliers	44,03	-1,10	-45,13
Transfert général (Sogecile)	4,00	4,12	0,14
Provisions pour dépréciation sur découverts des comptes des sociétés privées et particuliers	-5,10	-5,24	-0,13
Comptes Entreprises d'Économie mixtes	0	0	0
Comptes ordinaires à vue	0	0	0
Comptes de devise à vue	0	0	0
Comptes bloqués	0	0	0
Total	43,00	-2,13	-45,13

Source : BCRG/DGFI/DC

8.1.2 Analyse des postes du passif

En raison de l'accroissement des émissions, les billets et monnaies en circulation progressent de 18,5 % pour se situer à GNF 9 596,4 milliards en 2019 contre GNF 8 096,5 milliards un an auparavant.

Les engagements envers l'Etat augmentent de GNF 1 259,9 milliards pour s'établir à GNF 2 394,2 milliards au 31 décembre 2019. Cet accroissement est imputable aux comptes de l'Administration Centrale, à savoir, les comptes en devises à vue, les comptes ordinaires à vue et les comptes bloqués.

Les engagements envers les agents économiques et financiers augmentent de GNF 473,3 milliards pour s'établir à GNF 4 216,9 milliards. Atténuée par la baisse des dépôts sur les comptes ordinaires à vue et les comptes en devises à vue des entreprises, ainsi que les comptes de charges sociales à verser. Cette augmentation résulte de l'effet conjugué de l'accroissement des :

- dépôts sur les comptes de la clientèle « Banques » de GNF 569,8 milliards,

suite à l'accroissement des versements en francs guinéens des banques commerciales ;

- avoirs des sociétés privées et autres particuliers de GNF 62,4 milliards ;
- comptes de projets et programmes de GNF 6,1 milliards ;
- autres comptes de dépôts de GNF 4,4 milliards ;
- rémunérations à payer de GNF 3,9 milliards ;
- comptes des entreprises publiques financières non bancaires de GNF 1,4 milliards ; et
- avoirs des entreprises d'économie mixte de GNF 0,2 milliards.

Au 31 décembre 2019, les comptes de régularisation passifs s'établissent à GNF 600,4 milliards contre GNF 946,9 milliards au 31 décembre 2018, soit une baisse de GNF 346,4 milliards. Cette baisse s'explique essentiellement par la régularisation des suspens sur les comptes de passage entre entités comptables de GNF 231,1 milliards, la diminution des comptes de chèques et virement

à payer de GNF 113,2 milliards, et la réduction des fournisseurs et comptes rattachés de GNF 34,5 milliards. Elle est atténuée par la hausse des retenues pour remboursement du prêt au personnel de GNF 21,2 milliards et des crédits à régulariser de GNF 20,8 milliards.

Les capitaux propres augmentent de GNF 250 milliards par rapport à l'exercice précédent pour se situer à GNF 3 690,1 milliards au 31 décembre 2019. Cette augmentation résulte de l'accroissement des réserves légales et des écarts de réévaluation sur les métaux précieux.

Les engagements envers l'étranger s'élèvent à GNF 6 293,3 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 6 045,10 milliards en 2018, en hausse de 4,1 %. Cette hausse concerne essentiellement les organismes bi- et multilatéraux, ainsi que les autres engagements envers l'étranger. Elle est atténuée par la baisse des engagements envers les fournisseurs étrangers de GNF 17,9 milliards.

La décomposition des engagements envers les organismes internationaux est indiquée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 45 : Décomposition des engagements envers les organismes internationaux (milliards GNF)

Libellé	2018	2019	Variation
Organismes internationaux monétaires	5 963,10	6 194,98	-231,89
Comptes n° 1 et n° 2 du FMI	2 425,20	2 369,5	55,70
Compte d'ajust. Structurel du FMI	0	0	0
Compte FMI-FRPC-FASR	2 243,23	2 493,5	-250,22
Compte FMI-Allocations DTS	1 294,66	1 332,02	-37,36
Organismes internat. non monétaires	46,88	46,88	-6,26
Organisme bilatéraux	46,88	53,14	-6,26
Autres Organismes internationaux	0	0	0
Total	6 009,98	6 248,12	225,62

Source : BCRG/DGFI/DC

Les fonds de contrepartie s'élèvent à GNF 32,9 milliards contre GNF 29,0 milliards en 2018, soit une hausse de GNF 3,9 milliards.

8.2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

8.2.1 Produits

Les produits d'exploitation augmentent de 3,3% pour s'établir à GNF 1 045,2 milliards au 31 décembre 2019 contre GNF 1 012,2 milliards l'année précédente. Cet accroissement découle de l'augmentation des :

- commissions de changes et autres commissions pour GNF 91,7 milliards ;
- autres produits sur services extérieurs de GNF 4,3 milliards ;
- reprises d'amortissements et provisions de GNF 47,9 milliards ;
- dividendes et produits assimilés sur

titres de participation de GNF 3,1 milliards.

Ces augmentations sont atténuées par la diminution des intérêts créditeurs (intérêts sur titre de recapitalisation, intérêts reçus sur titrisation et opérations d'open market, etc.) de GNF 114,1 milliards.

8.2.2 Charges

Les charges d'exploitation de l'exercice s'établissent à GNF 720,5 milliards contre GNF 797,9 milliards un an auparavant, soit une baisse de 9,7 %. Cette régression est liée,

entre autres, à la baisse des :

- dotations aux amortissements et provisions de GNF 165,6 milliards ;
- charges financières de GNF 5,0 milliards ;

Toutefois, la baisse des charges d'exploitation est atténuée par les accroissements des :

- achats et variation de stocks de GNF 66,9 milliards, dont les frais de

fabrication de signes monétaires pour GNF 63,5 milliards ;

- services extérieurs et de charges diverses de GNF 15,9 milliards ;
- charges de personnel de GNF 10,4 milliards.

La rubrique des dépenses de fonctionnement se décompose comme indiqué dans le tableau ci-après :

Tableau 46 : Évolution des dépenses de fonctionnement (en milliards GNF)

Libellé	2 018	2 017	Variation
Charges du personnel	183,21	193,66	10,45
Service extérieurs et charges diverses	141,21	157,11	15,90
Achats et variation des Stocks	113,73	180,63	66,89
Charges financières	105,87	100,82	-5,05
Dotation aux amortissements et provisions	251,18	85,55	-165,62
Impôts et taxes	2,74	2,70	-0,04
Total	797,94	720,45	-77,46

Source : BCRG/DGFI/DC

8.2.3 Résultat d'exploitation

Au 31 décembre 2019, le résultat d'exploitation est bénéficiaire de GNF 324,7 milliards contre GNF 214,3 milliards en 2018.

de GNF 461,1 milliards contre un résultat bénéficiaire de GNF 213,1 milliards l'année précédente. Cette performance résulte, en partie, des cessions d'or fin au cours de l'exercice.

8.2.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire de GNF 136,3 milliards. Il s'explique par :

- les produits exceptionnels de GNF 1 821,3 milliards qui comprennent essentiellement les produits de cessions de matières précieuses en 2019.
- les charges exceptionnelles de GNF 1 685,0 milliards qui comprennent essentiellement les coûts d'acquisition des matières précieuses cédées.

8.2.5 Résultat de l'exercice

Avec un résultat d'exploitation bénéficiaire de GNF 324,7 milliards et un résultat exceptionnel bénéficiaire de GNF 136,3 milliards, le résultat de l'exercice 2019 fait ressortir un bénéfice





9

COOPÉRATION SOUS-RÉGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES

9.1 PERFORMANCE DES PAYS PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE.....	90
9.1.1- Critères de convergence de premier rang	90
9.1.2- Critères de convergence de second rang	91
9.2 HARMONISATION DES POLITIQUES EN GUINEE	92
9.2.1- Harmonisation des cadres de politique monétaire	92
9.2.2- Harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières	92
9.2.3- Harmonisation des statistiques	92
9.2.4- Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC).....	93
9.3 ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES.....	93

En 2019, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) a participé activement aux différentes réunions organisées par les institutions sous-régionales chargées de la mise en œuvre du programme de coopération monétaire de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Ce chapitre passe en revue la performance des pays par rapport aux critères de convergence (1), l'harmonisation des politiques en Guinée (2) et l'organisation par la Guinée en 2019 des réunions statutaires AMAO, ZMAO et WAIFEM (3).

9.1 PERFORMANCE DES PAYS PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE

Au cours de l'année sous revue, la performance des pays membres de la CEDEAO s'est globalement améliorée. Le nombre de pays ayant respecté les critères de convergence s'est accru, à l'exception du critère portant sur l'inflation.

9.1.1- Critères de convergence de premier rang

En 2019, les pays membres de la CEDEAO ont amélioré leur performance par rapport aux critères de convergence de premier rang. Le nombre de pays ayant respecté le critère relatif au déficit budgétaire est passé de 5 à 12 entre 2018 et 2019. Les critères relatifs à l'inflation et au financement du déficit par la Banque

Centrale sont satisfaits respectivement par 12 et 15 pays contre 11 et 14 pays en 2018. La norme communautaire relative aux réserves brutes de change est respectée par 15, soit un pays supplémentaire par rapport à 2018.

Le déficit budgétaire s'est légèrement réduit au niveau de la ZMAO en se situant à 2,6 % du PIB contre 2,9 % du PIB en 2018. De même, l'ensemble de la CEDEAO a enregistré une baisse de ce déficit qui se chiffre à 2,9 % du PIB en 2019 contre 3,1 % du PIB en 2018, alors qu'il est resté stable dans l'UEMOA en se situant à 4,4 % du PIB au cours de la période. Cette amélioration résulte de la volonté affichée des pays membres de la CEDEAO de contenir leur déficit à l'intérieur du seuil communautaire.

Encadré 4 : Les critères de convergence de premier et de second rang de la CEDEAO

1. Critères de premier rang

- l'inflation $< 10\%$;
- le ratio du déficit budgétaire/PIB (dons compris) $\leq 3\%$;
- le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale $\leq 10\%$ des recettes fiscale de l'année antérieure ;
- les réserves brutes extérieures \geq trois mois d'importations.

2. Critères de second rang

- Encours de la dette publique/PIB $\leq 70\%$;
- Stabilité du taux de change nominal ($\pm 10\%$).

Les pressions inflationnistes globales sont atténuées au niveau de la ZMAO et de la CEDEAO. En effet, le taux d'inflation de la ZMAO a baissé de 2,5 points de pourcentage pour s'établir à 9,8 % contre 12,3 % en 2018. Quant à la CEDEAO, son taux d'inflation s'est situé à 8,5 % en 2019 contre 10,6 % en 2018. Cette amélioration a été favorisée par la tendance baissière des prix intérieurs au Nigeria au cours de la période sous revue. Toutefois, au niveau de l'UEMOA, le taux d'inflation est remonté à 1,1 % en 2019 contre 1 % en 2018.

Le critère portant sur le financement du déficit budgétaire par les banques centrales continue d'être respecté par les Banques Centrales. En 2019, tous les pays membres de la CEDEAO ont respecté ce critère, tandis qu'en 2018, un pays l'avait raté. Il s'agit de la Sierra Leone.

Le critère relatif aux réserves extérieures brutes est respecté par tous les pays de la CEDEAO. Sur le plan régional, ces réserves se sont établies à 10,1 mois d'importations en 2019 contre 10,5 mois en 2018. Cette performance est à mettre à l'actif du Nigeria dont les réserves se sont

chiffrées à 12 mois contre 12,5 mois en 2018.

Au cours de la période, la Guinée a respecté l'ensemble des critères de premier rang tandis qu'en 2018, elle a raté le critère relatif aux réserves brutes en mois d'importations. Les réserves extérieures brutes se sont établies à 3,21 mois d'importations contre 2,8 mois en 2018.

9.1.2- Critères de convergence de second rang

Dans l'ensemble, 13 pays ont satisfait la cible relative au ratio de la dette publique contre 12 en 2018. La Gambie et le Cap Vert, dont les taux se sont respectivement situés à 88,8 % et 125 % du PIB, sont les deux pays qui n'ont pas respecté ce critère.

Comme en 2018, le nombre de pays ayant respecté le critère relatif à la stabilité du taux de change est de 14. Le Liberia est le pays qui n'a pas respecté ce critère, sa monnaie s'étant dépréciée de 12,2 % par rapport à l'UCAO contre 22,6 % en 2018.

Tableau 47 : Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

	2015	2016	2017	2018	2019
Critères de premier rang					
Déficit Budgétaire (dons compris)/PIB	6	3	7	5	12
Inflation (moyenne annuelle)	14	12	11	11	12
Réserves Brutes de change	12	13	14	14	15
Financement Banque Centrale	12	12	14	14	15
Critères de second rang					
Taux de change nominal	13	12	12	14	14
Dette publique/PIB	11	11	12	12	13

Source : AMAO

9.2 HARMONISATION DES POLITIQUES EN GUINÉE

Au cours de l'année 2019, la Guinée a poursuivi la mise en œuvre des différents programmes et politiques d'harmonisation convenus dans le cadre de la feuille de route du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO (PCMC).

Ce programme concerne l'harmonisation des cadres de politique monétaire, l'harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières, l'harmonisation des statistiques, ainsi que le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO.

9.2.1- Harmonisation des cadres de politique monétaire

En matière d'harmonisation des cadres de politique monétaire, la Banque Centrale de la République de Guinée a porté ses efforts sur la mise en place du cadre institutionnel et opérationnel de conduite de la politique monétaire. A cet égard, l'accent a été mis sur la préparation de la structure du rapport de politique monétaire et la mise en place des outils techniques devant l'alimenter.

9.2.2- Harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières

Plusieurs activités relevant de ce programme ont été mises en œuvre durant la période sous revue. En plus de l'adoption de la supervision basée sur les risques, la BCRG s'est attelée à la réalisation des activités ci-après :

- la signature de l'instruction portant adoption du Plan Comptable des Établissements de Crédit (PCEC);
- la signature de l'instruction relative aux situations périodiques des banques;
- la signature de deux instructions d'application du PCEC : l'instruction relative à la comptabilisation et au provisionnement des créances en souffrance et l'instruction relative à la définition des attributs ;

- la signature de l'instruction fixant les conditions et modalité de surveillance rapprochée, d'administration provisoire, de retrait d'agrément et de liquidation des banques;
- le lancement des opérations de cotisation des banques au Fonds de Garantie des Dépôts ;
- la finalisation du processus de révision de la grille de notation des banques ;
- l'implémentation de la supervision basée sur les risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

De même, la révision du dispositif de surveillance pour le rendre conforme à l'approche standard de Bale II et III est avancée. Le processus devrait être finalisé en 2020.

S'agissant de l'adoption d'un système électronique de surveillance du secteur financier, la BCRG a préparé un projet dont le financement est assuré par la BAD qui, à terme, devrait assurer l'automatisation de la collecte des données.

En ce qui concerne le système d'information du crédit, la BCRG a modernisé les centrales des risques et des incidents de paiement dont l'opérationnalisation commence à produire des résultats sur le terrain. Le projet de loi encadrant les « crédit bureau » privés a été soumis au Gouvernement pour adoption avant le vote de l'Assemblée Nationale.

9.2.3- Harmonisation des statistiques

Le processus de migration vers la 6ème édition du Manuel de Statistiques de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI a été finalisé en 2015. La BCRG travaille actuellement au développement d'une application informatique dédiée à la production des statistiques de la balance des paiements, ainsi qu'à l'affinement des statistiques liées à la position extérieure globale. La Banque est à

la phase de test de l'appliquatif afin de pouvoir produire les différents tableaux par requête.

L'échéance 2020 est celle retenue pour la production des données de la balance des paiements avec l'appliquatif. Par ailleurs, la BCRG a entamé les travaux relatifs à l'adoption du Manuel des Statistiques Monétaires et Financières 2016 du FMI.

A l'instar de la Banque Centrale, les autres structures impliquées dans ce programme d'harmonisation des statistiques ont poursuivi les efforts conformément aux orientations édictées à l'échelle régionale. Ainsi, l'Institut National de la Statistique (INS) a poursuivi la mise en œuvre du plan d'actions relatif à la migration vers le SCN 2008. A ce titre, les comptes nationaux de 2018 devraient être élaborés sur la base de la nouvelle méthodologie, avec 2015 comme année de base. De son côté, le Ministère des Finances a poursuivi les travaux liés à la migration vers le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001/2014 du FMI. Les activités se concentrent actuellement sur la révision de

9.3 ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES

Du 16 au 23 août 2019, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) en collaboration avec le Ministère de l'Economie et des Finances, a organisé les réunions statutaires de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Ces réunions ont eu pour objectifs de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la nouvelle feuille de route pour le lancement de la monnaie unique. Plusieurs réunions ont été organisées, à cet effet, à savoir la réunion des Comités techniques de l'AMAO, de l'IMAO, du WAIFEM, du Collège des Superviseurs, auxquelles se sont ajoutées les réunions du Comité des Gouverneurs et du Conseil de Convergence.

A l'issue de ces réunions, des recommandations pertinentes ont été formulées, à l'endroit des

la nomenclature budgétaire pour la rendre conforme aux exigences du nouveau manuel. Des dispositions sont également envisagées pour le passage à la comptabilisation sur la base des droits constatés, l'élargissement du champ des couvertures des statistiques, et la mise en place d'un dispositif de comptabilité patrimoniale. Toutefois, aucune échéance n'est encore fixée pour les différentes étapes du processus de migration.

9.2.4- Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC)

Durant la période sous revue, la Guinée a continué à appliquer les dispositions du SLEC. À ce jour, 27 entreprises et 78 produits ont été agréés dans le cadre du SLEC. D'autres demandes d'agrément, sont en cours de traitement. Cette évolution résulte des effets des campagnes de sensibilisation initiées par la Direction Nationale de l'Intégration Africaine auprès des entreprises situées à Conakry et ses environs. La Direction envisage la poursuite de ces activités en vue d'accroître la participation des entreprises guinéennes au schéma.

Etats membres. On peut retenir, entre autres :

- investir directement dans le secteur agricole ;
- créer un environnement propice à une plus grande participation du secteur privé ;
- poursuivre une meilleure gestion des finances publiques, grâce à la mobilisation des recettes intérieures à travers l'élargissement de l'assiette fiscale et à l'amélioration de l'administration fiscale, ainsi qu'à la maîtrise des dépenses publiques ;
- redoubler d'efforts dans la promotion de la diversification de l'économie ;
- créer un Collège des Superviseurs des Institutions Financières Non Bancaires (IFNB) de la ZMAO ;

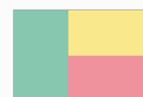
COOPÉRATION SOUS-RÉGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES

- mettre fin au traitement manuel des chèques et utiliser le Traitement Automatisé des Chèques (ACP) et la Chambre de Compensation Automatisée (ACH) pour faciliter l'intégration de l'écosystème de paiement numérique au sein de la ZMAO.

A l'IMAO, il a été recommandé de réaliser une étude pour déterminer l'ampleur des chocs asymétriques dans les économies de la ZMAO et les implications dans le cadre de la mise en œuvre de la politique monétaire commune axée sur le ciblage de l'inflation.

A la Commission de la CEDEAO, il a été demandé d'envisager la création d'un Fonds Communautaire de Solidarité et de Stabilisation, dans le cadre du Programme d'Intégration Monétaire de la CEDEAO pour atténuer les chocs asymétriques dans les Etats Membres.

En perspective, la CEDEAO entrevoit le lancement de la monnaie unique en 2020 entre les pays de l'espace qui auront respecté durablement l'ensemble des critères de convergence de premier rang et ce, conformément à la feuille de route révisée de la CEDEAO. Cette feuille de route révisée comporte 10 programmes répartis en 39 activités.



BENIN



GUINEA-BISSAU



BURKINA FASO



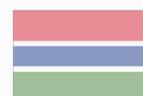
CAPE VERDE



IVORY COAST



LIBERIA



THE GAMBIA



MALI



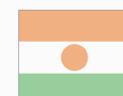
GHANA



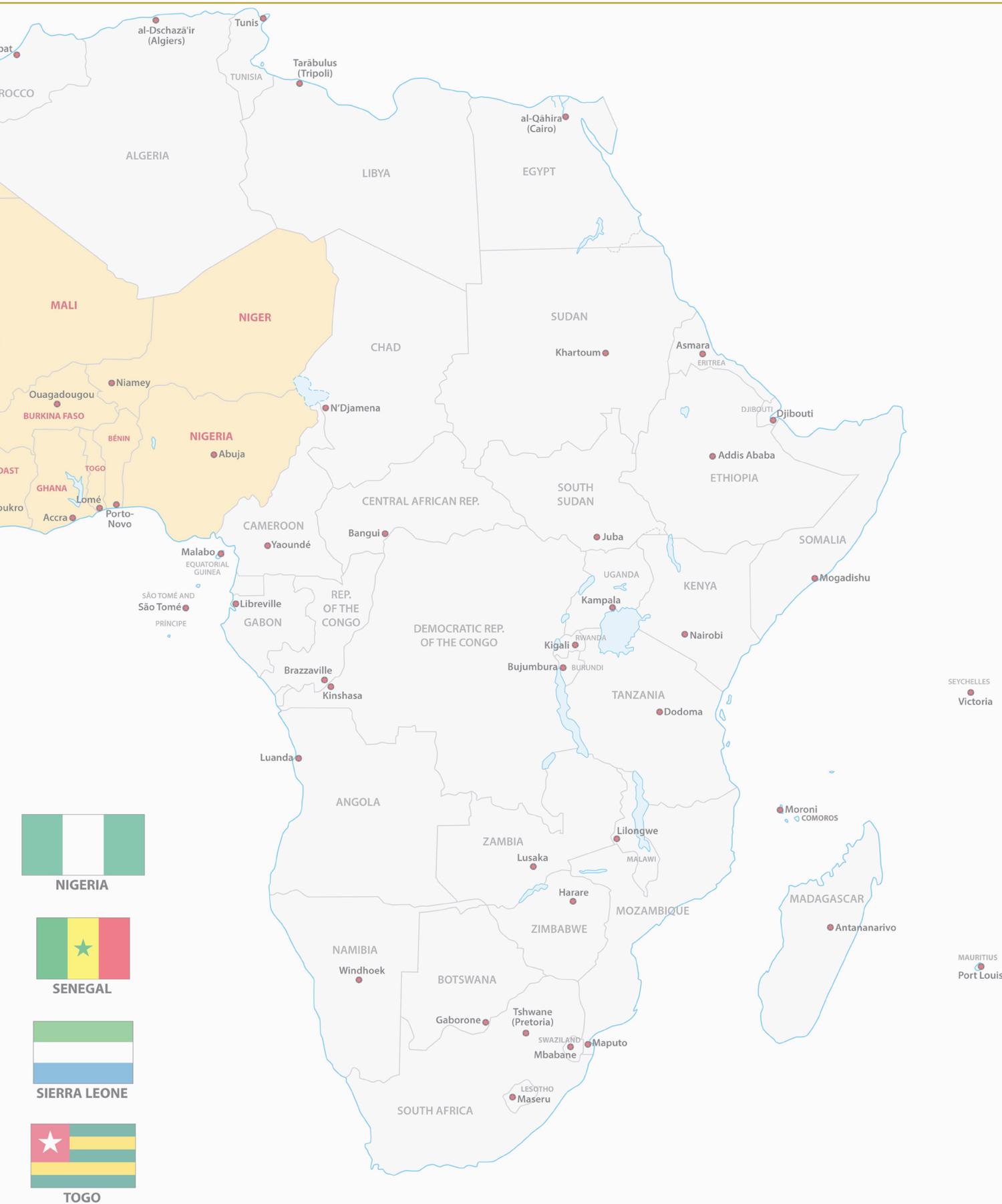
MAURITANIA



GUINEA



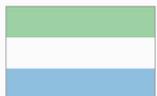
NIGER



NIGERIA



SENEGAL



SIERRA LEONE



TOGO



100000

10000

8000

6000

4000

2000

0

-2000

-4000

-6000

-8000

10

PERSPECTIVES ET POLITIQUES POUR 2020

10.1 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE.....	98
10.2 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE GUINEENNE.....	98
10.2.1 Secteur réel.....	98
10.2.2 Finances publiques.....	99
10.2.3 Politiques monétaire et de change.....	99

10.1 PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE MONDIALE

L'activité économique mondiale devrait ralentir en 2020, compte tenu de la pandémie de la covid19. Ce ralentissement serait dû aux mesures de confinement et de fermeture généralisée des frontières en vue de freiner la propagation du virus. Selon les perspectives économiques du FMI d'avril 2020, l'économie mondiale devrait connaître une contraction de 3 % en 2020, soit un recul bien plus marqué que la crise financière de 2008-2009.

Depuis la grande dépression de 1929, pour la première fois, les économies avancées, émergentes et en développement sont toutes en récession sur la même période.

Le taux de croissance économique des pays avancés devrait s'établir à -6,1 % en 2020 contre 1,7 % en 2019, en raison de la pandémie. Celui-ci serait de -5,9 % pour les États-Unis, -5,2 % pour le Japon, -6,5 % pour le Royaume-Uni, -7 % pour l'Allemagne, -7,2 % pour la France, -9,1 % pour l'Italie et -8 % pour l'Espagne.

En raison de cette pandémie, les pays émergents

et en développement sont confrontés à un grave choc de demande extérieure, à un resserrement spectaculaire des conditions financières mondiales et à une chute des prix des produits de base. Dans l'ensemble, en 2020, les économies émergentes connaîtront des taux de croissance de -1,0 % contre -2,2% pour les économies en développement.

L'économie chinoise devrait connaître une croissance modérée de 1,2 % en 2020. D'autres pays émergents d'Asie devraient connaître des taux de croissance modestes, notamment l'Inde (1,9 %) et l'Indonésie (0,5%). Par contre, certains devraient connaître de fortes contractions (par exemple, la Thaïlande, -6,7%).

L'activité économique se contracterait en Amérique Latine (-5,2 %) ainsi que dans les pays émergents d'Europe (-5,2 %).

L'économie de l'Afrique subsaharienne se contracterait de 1,6 % en raison de la pandémie, menaçant ainsi les progrès encourageants réalisés ces dernières années en matière de croissance économique.

10.2 PERSPECTIVES DE L'ÉCONOMIE GUINEENNE

La Guinée, à l'image de l'économie mondiale, est confrontée à la pandémie de la COVID-19. La propagation de cette maladie impactera négativement les résultats de la gestion macroéconomique du pays.

10.2.1 Secteur réel

Selon les prévisions du Ministère du Plan et du Développement Economique, le taux de croissance de l'économie guinéenne se situerait à 1,3 % en 2020, en net recul par rapport à l'objectif initial de 6,2 %. Cette situation résulterait des effets négatifs de la covid19 sur les secteurs économiques fondamentaux, notamment en raison de l'application des mesures de riposte contre cette maladie, telles

que la fermeture des frontières, la réduction des déplacements entre Conakry et l'intérieur du pays, la réduction du temps de travail et l'instauration du service minimum. Ces mesures impacteraient directement l'économie : l'industrie, les mines, les transports, l'hôtellerie et le commerce.

La croissance du secteur primaire devrait s'établir à 1,8 % contre une prévision initiale de 3,7 %, en raison du ralentissement de l'activité au niveau de ses sous-secteurs (agriculture, élevage, sylviculture et pêche), malgré les efforts de soutien du Gouvernement.

Le taux de croissance du secteur secondaire s'établirait à 1,9 %, contre un objectif initial de 8,1 %, en raison de la baisse du rythme des

activités extractives (surtout la production de la bauxite). Toutefois, le sous-secteur « électricité et eau » devrait enregistrer une bonne performance par rapport aux autres branches grâce aux mesures d'accompagnement pour fournir des services améliorés à la population durant la période d'Etat d'urgence.

La croissance du secteur tertiaire devrait se situer à 0,5 %, contre une prévision initiale de 5,1 %, suite au ralentissement des activités commerciales, d'une part, et à la baisse des prestations de services d'hôtellerie et de transport, d'autre part. Par contre, grâce à l'utilisation de la téléphonie et de l'internet comme moyen de travail afin de respecter les mesures de distanciation, la croissance du sous-secteur « postes et télécommunications » connaîtrait une bonne évolution par rapport à celle de l'année précédente. Elles se situeraient à 5,1 % contre 3,9 % en 2019.

L'inflation en glissement annuel s'établirait à 10,4 % à fin 2020, du fait des mesures prises dans le domaine économique et monétaire pour atténuer les effets de la pandémie. Ces mesures impacteraient directement les prix du transport et des denrées de première nécessité, qui sont des composantes essentielles de l'indice des prix à la consommation.

10.2.2 Finances publiques

En 2020, la gestion des finances publiques se caractériserait par une évolution plus rapide des dépenses publiques par rapport aux recettes totales. Les déficits budgétaires, dons compris et dons exclus, seraient respectivement de -3,9% du PIB et de -5,5% du PIB.

10.2.3 Politiques monétaire et de change

Dans le domaine de la Politique Monétaire, en 2020, les nouvelles mesures dépendraient essentiellement des anticipations d'inflation et des chocs de politique monétaire. Elles pourraient concerner le changement du coefficient des réserves obligatoires et du taux

directeur.

En outre, le dispositif de prévision de liquidité sera renforcé, notamment l'approche par le flux de liquidité, pour mieux appréhender la dynamique de changement de la liquidité du système bancaire.

Par ailleurs, la BCRG compte rendre opérationnel le mécanisme de l'apport de liquidité d'urgence (ALU), pour soutenir les banques illiquides, mais solvables et viables.

Enfin, la BCRG envisage la réforme du dispositif de gestion de collatéral par :

- l'élargissement de la gamme des actifs financiers admis en garantie des avances de la BCRG, constitués des effets primaires et des actifs négociables ;
- la fixation de nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire.

Dans le domaine du crédit, la Banque Centrale envisage de :

- contribuer à la mise en place d'une facilité de partage des risques liés au financement de l'agriculture avec l'appui de la BAD ;
- approfondir l'analyse du crédit à travers les données du nouveau système d'information du crédit (SIC) ; et
- contribuer à la mise en œuvre du Projet d'Appui à la Modernisation du Secteur Financier Guinéen (PAMFSG) dans ses composantes actualisation de l'étude diagnostic du secteur financier guinéen et mise en place d'une bourse des valeurs mobilières en Guinée.

Dans le domaine du Système d'Information du Crédit, la BCRG prévoit :

- d'améliorer le SIC à travers des travaux de mise à niveau, des sensibilisations pour la déclaration des données et la finalisation de l'instruction régissant l'activité du SIC ; et

- de mettre en place un Bureau d'Information du Crédit Privé.

Dans le domaine des changes, la BCRG envisage la mise en place d'une salle des marchés pour autonomiser les opérations du marché aux enchères bilatérales des devises basées sur des règles, permettant de renforcer la transparence et la visibilité des interventions de la Banque Centrale.

En matière de supervision bancaire, la Banque Centrale prévoit de continuer les projets en cours en vue de renforcer la qualité de la supervision.

Il s'agit :

- du suivi de la mise en œuvre par les Banques du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC) ;
- du projet d'automatisation de la transmission et du traitement des reportings des banques ;
- de la révision des ratios prudentiels fondamentaux en vue de la transposition complète des normes de Bâle II & III ;
- du développement du Secteur du crédit-bail ;
- du complément de la réglementation sur l'assurance-dépôts ;
- de l'élaboration d'un cadre de mesures d'intervention précoce et la préparation d'un régime spécial de résolution bancaire ;
- de la finalisation du Projet de nouvelle Loi sur la LBC/FT ;
- de l'évaluation des principes fondamentaux du Comité de Bâle (BCP) ;
- de la définition d'un cadre de stress testing ;
- de l'élaboration des outils de Supervision Basée sur les Risques BC/FT.

Dans le secteur des assurances, les défis actuels sont, entre autres, la diligence dans le traitement et le règlement des sinistres indispensable à la restauration de la confiance du public, l'adaptation de l'offre et des outils de distribution aux besoins et aux capacités contributives des différentes catégories de la clientèle. La

promotion des produits innovants tels que la microassurance, la mobile assurance, la bancassurance, l'assurance Islamique (Takaful), l'assurance inclusive, l'assurance cyber sécurité et risques informatiques pourraient jouer un rôle important dans ce sens.

Dans le domaine de la comptabilité, les chantiers majeurs de la BCRG seront entre autres :

- la définition d'un système de codification utilisable par la Direction de la comptabilité et les directions opérationnelles pour la présentation des documents de clôture sur la plateforme électronique ;
- l'actualisation du schéma de comptabilisation du cycle or au niveau de la BCRG ;
- l'automatisation des travaux de conversion des états financiers de la banque aux normes IFRS à partir des états établis en normes nationales ;
- l'implémentation de nouveaux modèles de présentation des états comptables et financiers conformes aux besoins de l'analyse économique et statistique ;
- le retraitement des immobilisations par composantes dans le module FA, conformément aux dispositions de l'OHADA.

Dans le secteur des assurances, les défis actuels sont, entre autres, la diligence dans le traitement et le règlement des sinistres indispensable à la restauration de la confiance du public, l'adaptation de l'offre et des outils de distribution aux besoins et aux capacités contributives des différentes catégories de la clientèle. La promotion des produits innovants. La microassurance, la mobile assurance, la bancassurance, l'assurance Islamique (Takaful), l'assurance inclusive, l'assurance cyber sécurité et risques informatiques, pourraient jouer un rôle important dans ce sens.

Dans le domaine des institutions financières inclusives (IFI), les perspectives concerneront :

- le renforcement et l'amélioration du cadre réglementaire et de supervision;

- le renforcement des capacités des institutions de microfinance (IMF) à travers des séances de formation leur permettant de s'approprier des textes réglementaires ;
- la poursuite de l'assainissement du secteur des IMF ;
- la lutte contre l'exercice illégal des activités des IFI ;
- la promotion de l'inclusion financière par la finalisation de la stratégie nationale de finance inclusive ;
- la digitalisation et l'amélioration de la qualité des informations comptables et financières des IMF par la mise à disposition d'un système d'information mutualisé pour le secteur de la Microfinance, dans le cadre de la participation de ces dernières au Switch National ;
- la mise en place d'un cadre réglementaire spécifique pour les FINTECHS.

Dans le domaine de la comptabilité, les chantiers majeurs de la BCRG seront, entre autres :

- la définition d'un système de codification utilisable par la Direction de la comptabilité et les directions opérationnelles pour la présentation des documents de clôture sur la plateforme électronique ;
- l'actualisation du schéma de comptabilisation du cycle or au niveau de la BCRG ;
- l'automatisation des travaux de conversion des états financiers de la banque aux normes IFRS à partir des états établis en normes nationales ;
- l'implémentation de nouveaux modèles de présentation des états comptables et financiers conformes aux besoins de l'analyse économique et statistique ;
- le retraitement des immobilisations par composantes dans le module FA, conformément aux dispositions de l'OHADA.

ANNEXES

A 1. Principaux indicateurs macro-économiques (en % à l'exception des réserves brutes de change en mois d'importation de biens et services)

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux de croissance du PIB	3,7	3,8	10,8	10,3	6,2	6,2
Taux de croissance du PIB par tête	1,4	1,5	8,4	7,9	3,8	3,9
Déflateur implicite du PIB	2,6	3,0	5,1	2,1	3,6	3,8
Epargne nationale en % du PIB	2,8	-0,2	-1,9	1,9	-11,1	-5,7
Formation brute du capital fixe (FBCF) en % du PIB	22,7	24,0	52,7	20,6	26,8	23,5
FBCF publique en % du PIB	9,8	9,8	9,3	8,8	16,6	11,5
FBCF privée en % du PIB	12,9	14,2	43,4	11,9	10,2	12,0
Inflation en glissement annuel (fin de période)	9,0	7,3	8,7	9,6	9,9	9,1
Croissance de la masse monétaire	12,2	20,3	9,9	15,7	10,3	23,0
Recettes courantes en % du PIB	13,8	14,2	14,6	14,9	15,2	16,5
Dépenses courantes en % du PIB	13,7	14,1	10,9	12,7	12,2	13,2
Dépenses en capital en % du PIB	6,1	7,4	4,9	5,9	5,7	4,8
Solde primaire en % du PIB	-4,2	-4,1	0,4	-0,7	1,6	1,1
Solde global base engagements en % du PIB (dons exclus)	-6,1	-7,3	-1,2	-3,9	-2,9	-1,6
Taux de couverture export. FAB/import. CAF	73,9	90,3	61,0	154,1	142,5	198,6
Compte courant en % du PIB	-16,0	-10,8	-31,7	4,6	-2,2	-9,3
Solde global en % du PIB	-0,7	-0,3	0,2	-0,1	-0,7	0,0
Réserves brutes de change en mois d'importation de biens et services	3,2	0,5	1,5	3,1	2,6	2,7
Encours de la dette en % du PIB	17,9	18,7	19,6	17,6	19,7	34,3
Service de la dette en % des exports. de biens et services	4,1	3,5	32,1	13,0	17,4	40,7

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 2. Evolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (en %)

		Janv.	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct.	Nov.	Déc.
2015	Variation mensuelle	0,6	0,9	0,8	0,8	0,2	0,6	0,5	0,6	0,9	0,5	0,4	0,3
	Glissement annuel	8,9	8,5	8,5	8,4	8,4	8,4	8,3	8,2	7,9	7,7	7,5	7,3
	Taux annuel moyen	9,6	9,5	9,3	9,2	9,1	9,0	8,9	8,7	9,9	8,4	8,3	8,2
	Inflation structurelle	6,2	6,1	6,0	5,2	5,3	5,3	4,9	4,8	4,9	4,5	4,3	4,2
2016	Variation mensuelle	0,7	1,1	1,0	1,0	0,4	0,7	0,6	0,6	1,0	0,6	0,4	0,3
	Glissement annuel	7,4	7,5	7,7	7,9	8,2	8,3	8,4	8,4	8,5	8,6	8,6	8,7
	Taux annuel moyen	8	7,9	7,9	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,9	8,0	8,1	8,2
	Inflation structurelle	4,3	4,4	4,4	4,4	4,3	4,1	4,1	4,1	3,8	3,9	3,8	3,6
2017	Variation mensuelle	0,5	0,9	1	1,1	0,5	0,8	0,9	0,8	0,8	0,6	0,5	0,5
	Glissement annuel	8,6	8,3	8,4	8,5	8,6	9	9	9	9	9	9	10
	Taux annuel moyen	8,3	8,3	8,4	8,4	8,5	8,5	8,6	8,7	8,7	8,8	8,9	8,9
	Inflation structurelle	3,4	3,2	3,1	3	3,02	3	3	4	4	4	4	4
2018	Variation mensuelle	0,6	0,9	1	1	0,7	0,8	1	0,7	1	0,5	0,6	0,6
	Glissement annuel	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,9	9,9	9,8	9,8	9,8
	Taux annuel moyen	9,0	9,1	9,2	9,4	9,4	9,5	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8
	Inflation structurelle	4,0	4,0	4,0	4,0	5,0	4,0	3,8	5,5	6,0	5,8	5,8	6,3
2019	Variation mensuelle	0,4	0,9	1,0	1,2	0,8	0,9	1,2	0,4	1,1	0,4	0,6	0,4
	Glissement annuel	9,7	9,7	9,7	9,8	9,6	9,6	9,5	9,4	9,4	9,3	9,3	9,1
	Taux annuel moyen	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,9	9,7	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5
	Inflation structurelle	6,4	6,9	5,9	6,7	6,2	4,8	7,7	7	5,2	5,1	4,9	4

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 3. Evolution des prix par fonction

	Janv-19	Fev-19	Mars-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19
Indice général	926,0	934,6	943,8	953,2	960,3	968,1	977,9	984,8	995,0	1 000,0	1 006,2	1 011,8
Alimentation	1 554,5	1 575,7	1 594,6	1 616,0	1 628,6	1 650,0	1 667,6	1 672,4	1 691,8	1 703,8	1 717,7	1 730,7
Pain et céréales	948,7	956,7	963,0	965,1	965,6	965,9	970,4	971,6	995,7	1 001,9	1 003,2	1 042,3
Viande	953,6	954,0	956,0	958,5	959,9	967,3	972,1	984,9	996,6	995,7	993,8	1 034,1
Poissons	3 471,7	3 500,9	3 578,7	3 675,4	3 728,8	3 792,6	3 821,8	3 773,6	3 839,8	3 908,5	3 927,1	4 029,1
Lait, fromage et œuf	707,2	713,9	711,9	715,4	715,8	714,4	699,5	707,4	708,3	701,6	705,9	789,3
Huiles et Graisses	1 244,2	1 256,4	1 285,1	1 301,4	1 311,0	1 251,3	1 232,5	1 264,2	1 295,9	1 275,3	1 224,0	1 154,8
Légumes autres que pomme de terre et tubercule	2 015,2	2 031,8	2 049,5	2 065,5	2 083,3	2 173,8	2 204,6	2 249,5	2 297,2	2 341,1	2 367,6	2 259,0
Sel, épices, et produits alimentaires n.d.a	1 053,2	1 061,3	1 066,3	1 082,4	1 087,9	1 135,1	1 232,8	1 210,2	1 214,8	1 211,0	1 222,7	1 315,7
Habillement et chaussures	526,4	526,1	528,2	529,2	528,9	528,7	529,8	533,1	534,3	540,5	544,8	548,1
Ameublement/ Equipement ménager	608,7	609,3	611,1	614,1	623,9	620,0	614,9	620,7	618,4	611,6	623,9	626,9
Transport	497,1	497,1	497,0	497,0	497,0	497,0	496,9	559,1	560,9	562,6	563,2	563,1
Logement / Electricité / Eau /Gaz	607,8	610,8	618,6	621,7	628,6	628,9	634,6	633,7	641,3	637,2	632,0	631,1
Santé	715,0	717,4	725,1	731,4	733,6	734,2	746,7	737,8	732,8	731,8	733,9	733,4
Loisir / spectacle / culture	345,1	345,6	347,6	347,4	347,7	347,7	352,2	347,9	353,5	359,7	358,2	359,1
Enseignement	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	380,8	369,3	391,3	391,3	391,3
Hôtels café restaurants	640,9	640,9	643,1	643,1	643,1	642,7	645,6	642,7	642,7	645,6	645,6	658,6
Autres biens et services	310,0	310,1	310,2	310,2	318,6	318,6	324,8	318,6	354,9	361,1	360,9	324,8

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 4. Evolution de prix de certains produits de première nécessité en 2018

	Janv-19	Fev-19	Mars-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19
Riz local	8 923	8 973	9 362	9 390	9 657	9 402	9 178	9 240	9 267	9 262	9 281	9 276
Riz importé asiatique brisé	6 209	6 284	6 550	6 259	6 226	6 353	6 203	6 242	6 300	6 384	6 169	6 177
Farine de maïs	9 261	10 005	10 021	10 144	9 810	9 883	9 851	9 851	9 906	10 035	9 822	9 953
Pain en baguette	2 125	2 125	2 125	2 750	2 750	2 750	2 750	2 750	2 750	2 750	2 750	2 750
Viande de bœuf avec os	40 000	40 000	40 000	40 000	41 042	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000
Bonga fumé	64 975	64 483	67 135	66 755	67 798	66 402	73 040	73 075	77 746	84 815	83 834	83 800
Tomate	24 209	24 011	24 728	62 053	26 378	25 209	26 184	26 410	26 870	26 547	25 794	26 609
Oignon	23 547	23 650	24 600	25 813	26 001	25 621	28 798	28 565	29 471	28 341	28 299	27 500
Feuille de patate	12 753	12 937	12 891	12 756	12 567	13 170	13 537	13 559	13 851	13 675	13 425	13 398
Gombo	23 124	23 074	23 846	26 466	25 295	26 117	28 790	28 723	29 420	26 252	26 567	26 711
Pommes de terre	20 331	20 447	24 112	23 445	20 723	23 898	26 841	24 196	24 403	22 751	22 923	23 198
Huile de palme	15 093	15 880	15 821	15 657	15 743	16 616	15 783	16 226	16 329	16 454	16 388	16 399
Huile d'arachide	14 521	15 405	15 664	15 277	15 642	16 061	15 648	16 029	16 066	16 630	16 577	16 439
Eau (m3) 1ère tranche	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750
Electricité 1ère tranche (kwh)	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
Essence	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	9 500	10 000	10 000	10 000	10 000	10 000
Pétrole lampant revendu au quartier	13 000	13 000	13 000	13 000	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500	14 500

Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

A 5. Situation des opérations des administrations publiques (en milliards de GNF)

LIBELLE	LFR 2019	Prévision FMI	Réal Décembre 2019
RECETTES	19 816,7	19 715,0	17 590,6
RECETTES FISCALES	16 747,5	16 646,3	15 583,6
dt Recette Minière	2 612,6	2 632,0	2 373,7
Impôts sur le revenu, les bénéfices et les gains en capital	3 830,6	3 830,6	3 196,1
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre	289,5	289,5	303,1
Impôts sur ne patrimoine	51,4	51,4	35,5
Impôts sur les biens et services	8 882,9	8 781,6	7 955,6
dt RER	300,0	300,0	285,3
Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	3 622,0	3 622,0	4 035,4
Autres recettes fiscales .	71,1	71,1	57,9
DONS, LEGS ET FONDS DE CONCOURS	1 402,0	1 402,0	837,8
AUTRES RECETTES	1 195,2	1 194,7	1 165,7
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	472,0	220,97	220,97
DEPENSES	23 221,4	23 120,2	18 394,9
Charges financières de la dette	966,6	967,0	577,1
Intérêt Dette Intérieure	715,6	716,0	390,6
Intérêt Dette Extérieure	251,0	251,0	186,1
Dépenses de personnel	5 131,9	5 131,9	4 430,1
Dépenses de Biens et services	3 441,7	3 353,1	4 252,8
dt RER	300,0	300,0	285,3
Dépenses de transfert	4 649,0	4 649,0	4 569,6
dt EDG		2 157,0	2 157,0
Solde net de gestion (1-2)	-3 404,8	-3 405,2	-804,2
TRANSACTIONS SUR ACTIFS NON FINANCIERS:			
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	8 560,2	8 547,1	4 561,6
IMMOBILISATIONS NON FINANCIERES	8 397,5	8 384,4	3 415,8
Acquisition d'Immobilisations Corporelles	3 329,5	3 316,4	1 736,8
Acquisition d'Immobilisations incorporelles	686,0	686,0	0,0
Grosses réparations	0,8	0,8	0,0
Immobilisations non Produites	5 068,0	5 068,00	1 678,95
Capacité / besoin de financement (SNG-25)	-11 965,0	-11 952,3	-5 365,8
TRANSACTIONS SUR ACTIFS FINANCIERS ET PASSIFS (FINANCEMENT):			
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	162,8	162,8	1 145,8
Immobilisations financières intérieures	162,8	162,8	117,1
Autres Immobilisations financières intérieures			1 028,7

Source : Ministère de l'Economie et des Finances

A 5. Situation des opérations des administrations publiques (en milliards de GNF) (suite)

LIBELLE	LFR 2019	Prévision FMI	Réal Décembre 2019
Immobilisations financières extérieures			
Autres Immobilisations financières extérieures			
BAS 15% Secteur Minier (FDL/ANAFIC)	472,0	220,97	220,97
RESSOURCES DE FINANCEMENT	6 023,2	6 022,57	3 522,30
SOLDE BUDGETAIRE POSITIF			
CESSION D'ACTIFS	97,3	97,28	46,38
EMPRUNTS	5 744,0	5 744,00	3 250,43
Emprunts Intérieurs	80,0	80,00	1 372,78
dt Banque commerciale	80,0	80,00	1 372,78
Emprunts Extérieurs	5 664,0	5 664,00	1 877,65
CHARGES DE FINANCEMENT	2 617,1	2 617,35	2 958,14
SOLDE BUDGETAIRE NEGATIF			
REMBOURSEMENTS DU CAPITAL DES EMPRUNTS	2 617,1	2 617,35	2 958,14
Remboursement du capital des emprunts Intérieurs	1 958,1	1 958,35	2 307,13
dt Banque Centrale	345,0	345,00	-490,38
Remboursement du capital des emprunts Extérieurs	659,0	659,00	651,01
Principaux agrégats et soldes			
Solde de base	691,99	692,43	780,02
Solde de base % PIB	0,5%	0,55%	0,62%
Pression Fiscale yc Dons	15,68%	15,68%	13,92%
Pression Fiscale hors Dons	13,63%	13,63%	12,34%

A 6. Situation monétaire intégrée (en milliards GNF)

	Déc-18	Janv-19	Fev-19	Mars-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19
AVOIRS EXTERIEURS NETS	6 632,2	6 520,6	7 136,5	6 860,0	8 303,1	8 933,9	8 596,0	8 032,8	8 211,7	8 240,5	7 095,3	8 678,7	9 795,4
Banque Centrale (1)	4 806,8	4 736,7	4 922,1	5 659,1	6 266,3	6 793,9	6 513,0	6 462,6	6 688,2	6 304,0	5 656,9	6 803,5	8 012,2
Or	569,2	569,2	569,2	1 099,3	1 099,3	1 751,5	1 751,5	888,2	1 341,8	1 341,8	1 341,8	1 974,4	1 670,0
FMI	-3 537,9	-3 558,6	-3 563,3	-3 539,2	-3 532,7	-3 520,8	-3 563,0	-3 531,9	-3 729,1	-3 744,6	-3 793,0	-3 826,6	-3 870,7
Avoirs en DTS	2 176,4	918,2	924,4	918,2	916,5	913,4	924,4	918,9	1 130,2	912,5	924,3	931,8	942,2
Avoirs en devises (net)	5 599,1	6 807,9	6 991,7	7 180,8	7 783,2	7 649,8	7 400,0	8 187,4	7 945,3	7 794,3	7 183,8	7 723,9	9 270,7
Banque de Dépôts	1 825,4	1 783,9	2 214,3	1 200,9	2 036,8	2 140,0	2 083,0	1 570,3	1 523,5	1 936,5	1 438,4	1 875,2	1 783,3
AVOIRS INTERIEURS NETS	18 115,2	18 857,1	18 996,2	19 286,6	18 506,7	18 493,1	18 688,5	20 013,3	19 561,1	19 527,5	21 375,4	21 148,4	20 636,2
Crédit intérieur net	23 469,7	24 177,0	24 173,6	24 098,6	23 639,4	24 199,2	23 728,3	24 932,8	24 426,1	25 020,6	26 429,4	27 224,8	26 908,4
Créances sur le Secteur Public	13 634,0	14 512,1	14 568,3	14 289,8	13 398,4	13 968,7	13 313,6	14 236,6	13 658,1	14 016,3	14 844,5	15 652,7	14 848,7
Créances nettes sur l'Etat*	13 629,8	14 506,9	14 563,9	14 286,5	13 394,7	13 966,6	13 312,6	14 235,2	13 657,3	14 015,3	14 841,4	15 649,9	14 848,6
BCRG	9 393,5												
Banques	4 236,2	4 232,2	4 224,3	4 235,8	4 243,8	4 142,3	4 351,0	4 466,2	4 436,9	4 417,3	4 657,8	4 978,8	5 410,5
Créances sur les Entreprises Publiques	4,2	5,3	4,4	3,3	3,7	2,1	1,0	1,4	0,8	1,0	3,1	2,8	0,1
Créances sur le Secteur Privé	9 835,7	9 664,9	9 605,4	9 808,8	10 240,9	10 230,4	10 414,6	10 696,2	10 768,0	11 004,3	11 584,9	11 572,2	12 059,7
Autres Postes nets	-5 354,6	-5 319,8	-5 177,4	-4 812,0	-5 132,6	-5 706,0	-5 039,8	-4 919,5	-4 865,0	-5 493,1	-5 053,9	-6 076,5	-6 272,2
MASSE MONETAIRE	24 747,4	25 377,7	26 132,7	26 146,6	26 809,8	27 427,0	27 284,5	28 046,1	27 772,8	27 768,0	28 470,8	29 827,0	30 431,7
Base Monétaire	11 838,9	12 620,5	12 845,8	13 058,3	13 088,6	13 953,0	12 823,2	13 638,4	13 526,8	13 175,3	13 667,3	14 374,3	13 822,5
Monnaie en circulation	7 244,5	7 260,3	7 370,7	7 550,8	7 767,8	8 326,9	8 049,3	8 321,4	8 271,7	8 179,1	8 439,0	8 701,5	8 816,4
Dépôts à vue gnf	10 540,0	10 873,4	11 007,4	11 330,3	11 069,9	10 854,7	11 251,1	11 813,5	11 600,0	11 688,0	12 209,3	12 752,0	12 953,4
Dépôts à terme gnf	2 017,0	2 209,3	2 216,5	2 236,0	2 302,1	2 423,3	2 415,1	2 273,5	2 331,5	2 344,9	2 284,3	2 382,1	2 302,5
Dépôts en devises		5 034,7	5 538,1	5 029,5	5 670,1	5 822,1	5 569,0	5 637,7	5 569,6	5 556,0	5 538,2	5 991,5	6 359,4

Source : BCRG/DGES/DSBP

A 7. Situation monétaire de la Banque Centrale (en milliards GNF)

	Déc-18	Janv-19	Févr-19	Mars-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19
AVOIRS EXTERIEURS NETS	4 806,8	4 736,6	4 922,1	5 659,1	6 266,3	6 793,9	6 513,0	6 462,6	6 688,2	6 304,0	5 656,9	6 803,5	8 012,2
AVOIRS INTERIEURS NETS	7 032,1	7 883,9	7 923,7	7 399,1	6 822,2	7 159,0	6 310,2	7 175,9	6 838,5	6 871,2	8 010,4	7 570,8	5 810,3
Crédit intérieur	9 284,4	10 400,4	10 424,4	10 171,1	9 258,8	9 946,3	9 075,0	9 882,1	9 335,6	9 713,3	10 287,3	10 778,2	9 543,3
Etat (net)	9 393,5	10 274,6	10 339,6	10 050,6	9 150,9	9 824,4	8 961,6	9 769,1	9 220,4	9 598,0	10 183,7	10 671,0	9 438,1
Entreprises publiques	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Secteur privé	129,6	125,7	84,8	120,5	107,9	121,9	113,4	113,0	115,1	115,3	103,6	107,2	105,1
Refinancement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets (actif +)	-2 491,0	-2 516,5	-2 500,7	-2 772,0	-2 436,6	-2 787,2	-2 764,7	-2 706,3	-2 497,0	-2 842,1	-2 276,9	-3 207,5	-3 733,0
Base monétaire	11 838,8	12 620,5	12 845,8	13 058,3	13 088,6	13 952,9	12 823,2	13 638,4	13 526,8	13 175,2	13 667,3	14 374,3	13 822,5
Monnaies en circulation	7 244,5	7 260,3	7 370,7	7 550,8	7 767,8	8 326,9	8 049,3	8 321,4	8 271,7	8 179,1	8 439,0	8 701,5	8 816,4
Réserves des banques de dépôt	4 156,4	4 884,3	4 827,9	5 202,5	4 925,9	5 249,7	4 315,2	4 858,8	4 771,6	4 548,7	4 784,0	5 225,0	4 655,8
Réserves obligatoires	2 730,4	2 822,6	2 898,4	2 926,5	2 983,6	2 995,8	3 004,2	3 082,6	3 042,8	3 062,6	3 134,0	3 308,4	3 402,4
Réserves excédentaires	574,1	1 156,3	1 093,7	1 412,8	1 149,7	1 555,2	399,8	839,0	757,5	647,9	664,4	1 149,2	473,9
Encaisses	852,0	905,4	835,9	863,2	792,7	698,7	911,1	937,2	971,4	838,1	985,6	767,4	779,5

Source : BCRG/DGES/DSBP

A 8. Situation monétaire des banques commerciales (en milliards de GNF)

	Déc-18	Janv-19	Févr-19	Mars-19	Avr-19	Mai-19	Juin-19	Juil-19	Août-19	Sept-19	Oct-19	Nov-19	Déc-19
AVOIRS EXTERIEURS NETS	1 825 436	1 783 927	2 214 331	1 200 900	2 036 778	2 139 975	2 083 041	1 570 253	1 523 458	1 936 499	1 438 444	1 875 184	1 783 249
Avoirs	2 782 951	2 701 969	2 895 069	1 932 973	2 902 499	3 214 973	3 165 493	2 718 084	2 597 407	2 811 139	2 745 243	3 006 148	3 100 008
Engagements	957 515	918 042	680 738	732 073	865 721	1 074 998	1 082 452	1 147 831	1 073 949	874 641	1 306 799	1 130 964	1 316 759
Créances sur BCRG	4 156 446	4 884 318	4 827 946	5 202 538	4 925 943	5 249 659	4 315 154	4 858 821	4 771 634	4 548 710	4 783 951	5 224 999	4 655 771
Créances	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Fonds de régulation monétaire	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Réserves Banques	4 156 446	4 884 318	4 827 946	5 202 538	4 925 943	5 249 659	4 315 154	4 858 821	4 771 634	4 548 710	4 783 951	5 224 999	4 655 771
Dépôts	3 304 449	3 978 943	3 992 058	4 339 306	4 133 289	4 550 986	3 404 067	3 921 598	3 800 283	3 710 568	3 798 376	4 457 620	3 876 286
Encaisses	851 997	905 375	835 888	863 231	792 655	698 672	911 087	937 223	971 351	838 142	985 575	767 379	779 484
Crédit intérieur net	13 946 616	13 776 625	13 749 219	13 927 425	14 380 559	14 252 893	14 653 252	15 050 679	15 090 521	15 307 293	16 142 087	16 446 576	17 365 145
Créances secteur public (nettes)	4 240 461	4 237 474	4 228 660	4 239 141	4 247 538	4 144 354	4 352 014	4 467 535	4 437 692	4 418 307	4 660 817	4 981 596	5 410 567
Etat net	4 236 243	4 232 218	4 224 278	4 235 837	4 243 831	4 142 264	4 350 979	4 466 167	4 436 847	4 417 318	4 657 753	4 978 797	5 410 511
Créances	4 341 668	4 351 933	4 342 055	4 347 401	4 345 464	4 251 508	4 459 134	4 542 559	4 508 657	4 544 725	4 767 641	5 128 044	5 532 491
Engagements	105 425	119 716	117 778	111 564	101 633	109 244	108 155	76 392	71 810	127 407	109 888	149 247	121 980
Entreprises publiques	4 219	5 256	4 382	3 304	3 708	2 090	1 035	1 368	845	989	3 064	2 799	56
Créances secteur privé	9 706 155	9 539 151	9 520 559	9 688 283	10 133 021	10 108 539	10 301 237	10 583 144	10 652 830	10 888 986	11 481 270	11 464 980	11 954 578
Créances saines	8 723 714	8 585 931	8 526 949	8 598 428	9 007 999	8 959 053	9 131 403	9 426 742	9 511 033	9 738 407	10 305 234	10 283 211	10 837 061
Créances compromises	982 441	953 220	993 610	1 089 855	1 125 023	1 149 487	1 169 834	1 156 402	1 141 796	1 150 579	1 176 036	1 181 769	1 117 517
Autres éléments nets	-2 863 524	-2 803 359	-2 676 665	-2 039 995	-2 696 054	-2 918 777	-2 275 033	-2 213 270	-2 367 967	-2 651 009	-2 777 043	-2 869 009	-2 539 196
Dépôts en GNF	12 410 915	12 941 393	13 055 902	13 497 298	13 292 358	13 163 755	13 490 922	13 907 793	13 735 777	13 868 317	14 320 123	14 956 504	15 175 521
Dépôts à vue	10 393 955	10 732 102	10 839 391	11 261 328	10 990 307	10 740 458	11 075 791	11 634 320	11 404 288	11 523 405	12 035 833	12 574 446	12 873 064
Dépôts à terme	2 016 959	2 209 290	2 216 511	2 235 970	2 302 051	2 423 296	2 415 131	2 273 473	2 331 489	2 344 912	2 284 289	2 382 058	2 302 457
Dépôts en devises	4 654 060	4 700 119	5 058 929	4 793 570	5 354 868	5 559 995	5 285 492	5 358 689	5 281 869	5 273 176	5 267 316	5 721 246	6 089 449

Source : BCRG/DGES/DSBP

A 9. Taux d'intérêt (en %)

Mois	Déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19
1-Taux directeur	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50	12,50
2- Taux créditeurs minimum	Libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre
4- Taux des bons du trésor													
91 jours (1)	9,86	9,72	8,88	7,17								6,51	6,66
182 jours (1)	11,42	11,42	9,44	9,44	9,72	10,56		10,91	9,50	10,37	9,95	9,58	8,47
364 jours (1)	12,44	12,85	11,00	11,00	10,60	12,13	12,68	11,33	11,31	12,78	11,10	9,87	11,83

Source : BCRG/DGCC/DPMC

A 10. Situation du marché des BDT et encours par maturité (en milliards de GNF)

Mois	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19
Volume des émissions	733	300	550	500	640	335	415	232	965	610	610	1340
Volume des Souscriptions	623,5	743	1301	895	755	315	475	156	616	1 099	1 466,25	1 393,25
Volume adjudgé	445	300	550	465	505	300	360	133	548,5	610	610	1 127,25
Volume de remboursement	430	302	556	459	505	604	385	330	720	370	376	655

Source : BCRG/DGCC/DPMC

A 11. Encours de BDT (en milliards de GNF)

	déc-18	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19
Encours													
91 jours	270	350	420	250	220	110	110	0	0	0	0	200	310
182 jours	1 174	1 124	1 054	1 104	1 219	1 134	730	800	825	735	795	735	886
364 jours	2 828	2 813	2 811	2 925	2 846	3 041	3 141	3 156	3 104	3 192,5	3 372,5	3 466,5	3 667,8

Source : BCRG/DGCC/DPMC

A 12. Evolution du Taux de change (moyenne mensuelle)

			Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sep	Oct.	Nov.	Déc.
2016	Marché Officiel	USD	8 495,24	8 873,04	8 922,51	8 944,93	8 951,49	8 969,82	8 978,80	9 011,24	9 059,76	9 055,93	9 077,64	9 176,18
		EURO	9 225,53	9 856,31	9 886,91	10 148,01	10 144,37	10 084,19	9 934,09	10 113,64	10 155,84	9 987,88	9 818,25	9 677,45
	Marché parallèle	USD	8 748,62	8 996,00	8 994,66	9 020,08	9 009,59	9 067,91	9 158,02	9 254,66	9 160,87	9 211,50	9 255,38	9 473,92
		EURO	9 410,50	9 849,33	9 836,89	10 012,25	10 068,64	10 079,05	10 069,33	10 190,08	10 153,53	10 208,67	10 180,72	10 127,83
2017	Marché Officiel	USD	9 259,56	9 292,34	9 279,34	9 155,68	9 097,80	8 975,99	9 019,58	8 982,00	8 994,26	8 996,62	9 002,01	9 004,66
		EURO	9 830,38	9 898,54	9 910,70	9 801,48	10 040,80	10 077,22	10 370,89	10 597,79	10 728,25	10 579,67	10 548,64	10 652,02
	Marché parallèle	USD	9 522,30	9 408,79	9 350,69	9 239,71	9 163,97	9 067,42	9 147,54	9 051,74	9 044,96	9 056,07	9 025,00	9 069,72
		EURO	10 015,08	9 994,75	9 914,79	9 893,97	9 976,67	10 066,25	10 441,51	10 606,97	10 682,96	10 657,38	10 631,49	10 680,66
2018	Marché Officiel	USD	9 003,02	9 001,57	8 995,00	9 001,46	9 000,78	9 003,00	9 010,00	9 004,00	9 005,00	9 031,56	9 049,00	9 084,80
		EURO	11 182,65	11 072,84	11 082,74	10 864,75	10 469,72	10 428,17	10 527,29	10 527,47	10 542,15	10 270,69	10 304,10	10 405,74
	Marché parallèle	USD	9 076,67	9 074,17	9 058,33	9 005,00	9 010,83	9 091,67	9 069,17	9 045,83	9 077,50	9 077,50	9 080,00	9 128,33
		EURO	11 231,67	11 266,67	11 116,67	11 075,00	10 490,00	10 630,00	10 583,33	10 508,33	10 625,00	10 441,67	10 426,67	10 364,33
2019	Marché Officiel	USD	9 096,57	9 099,92	9 106,02	9 119,58	9 128,57	9 150,50	9 169,83	9 167,35	9 201,34	9 253,58	9 332,34	9 380,91
		EURO	10 387,63	10 329,63	10 299,90	10 257,43	10 212,81	10 328,24	10 295,37	10 198,93	10 134,43	10 224,98	10 322,86	10 413,44
	Marché parallèle	USD	9 128,33	9 128,33	9 128,33	9 182,58	9 225,00	9 227,98	9 239,17	9 243,71	9 288,37	9 400,33	9 426,68	9 497,66
		EURO	10 364,61	10 365,33	10 365,90	10 393,38	10 408,33	10 419,04	10 459,17	10 400,71	10 301,02	10 399,32	10 469,84	10 545,63

Source : BCRG/DGCC/DOC

A 13. Balance des paiements (en millions d'USD)

Libellé poste	2015	2016	2017	2018	2019
A. Compte des transactions courantes n.i.a	-1 020,2	-2 744,9	519,4	-190,5	-314,6
Crédit	3 142,0	3 469,5	5 190,3	4 537,9	4 483,0
Débit	4 162,2	6 214,5	4 670,9	4 728,4	4 797,6
1. Balance commerciale	-410,6	-2 015,1	1 111,0	592,4	475,4
Crédit	1 781,2	2 414,4	4 595,1	3 978,1	3 945,4
Exportations f.à b.	1 086,8	1 597,3	2 910,4	2 989,0	2 752,1
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	22,6	51,0	-7,8	-0,2	-0,2
Or non monétaire	671,8	1 839,3	1 692,5	989,2	1 193,5
Débit	2 191,8	4 429,4	3 484,1	3 385,6	3 470,0
Importations f.a.b	2 191,8	3 186,0	3 484,1	3 385,6	3 470,0
2. Balance des services	-425,0	-480,0	-703,5	-697,0	-754,7
Crédit	78,3	53,1	52,4	104,0	95,4
Transport	8,0	11,2	9,2	1,3	1,1
Autres	70,3	220,0	43,2	102,8	94,3
Débit	503,3	655,7	755,9	801,0	850,1
Transport	249,9	430,5	417,0	402,5	416,6
Autres	253,4	114,3	339,0	398,5	433,5
3. Revenus primaires	-143,2	-102,4	-50,6	-181,9	-114,1
Crédit	35,5	83,4	47,7	68,7	88,1
Débit	178,7	154,3	98,3	250,5	202,2
4. Revenus secondaires	-41,3	315,3	162,6	96,0	78,9
Crédit	1 247,2	946,3	495,2	387,2	354,1
Débit	1 288,5	687,9	332,6	291,2	275,3
B. Compte de capital n.i.a	230,9	164,3	145,7	140,4	40,7
Crédit	231,6	129,4	149,4	140,4	41,3
Débit	0,7	4,2	3,7	0,0	0,6
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	-789,3	-2 580,7	665,1	-50,1	-273,9
D. Compte financier n.i.a	-841,1	-2 973,5	469,5	-796,0	-997,6
1. Investissement direct n.i.a	-48,2	-1 597,3	-576,5	-353,1	-43,4
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-54,7	-1,2	-0,1	-11,4	-5,5
3. Drivés financiers n.i.a	0	0	0	0	0
4. Autres investissements n.i.a	-738,2	-1 375,1	1 046,1	-431,6	-948,7
E. Erreurs et omissions nettes	1,3	4,2	1,5	3,8	1,3
F. Solde global à financer	53,1	397,1	197,0	749,8	724,9
G. Financement du solde global	53,1	397,1	197,0	749,8	724,9
Avoirs de réserve	-250,6	208,2	76,5	432,9	282,7
Crédits et prêts du FMI	39,0	40,6	26,3	45,5	31,7
Financement exceptionnel	264,7	148,3	94,3	271,3	410,5
Tirages sur nouveaux emprunts	238,2	148,3	94,3	271,3	410,5
Remises de dettes	2,3	0	0	0	0
Rééchelonnement de dettes existantes	24,2	0	0	0	0
Accumulation d'arriérés	0	0	0	0	0
Rééchelonnement d'arriérés	0	0	0	0	0
Annulations d'arriérés	0	0	0	0	0
Dons reçus bonification du FMI	0	0	0	0	0
Remboursement d'arriérés	0	0	0	0	0

Source : BCRG/DGES/DSBP

A 14. Evolution du Crédit dans le système bancaire (en milliard GNF)

	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19
Crédit à court terme	4 689,5	4 646,6	4 739,1	5 244,5	4 952,8	5 027,6	4 727,8	5 275,6	5 545,0	6 022,6	6 076,7	6 563,2
Crédit à moyen terme	3 465,9	3 454,4	3 449,7	3 486,2	3 616,3	3 696,5	3 621,2	3 757,1	3 868,0	3 867,5	3 965,4	4 131,4
Crédit à long terme	283,0	282,4	279,5	258,4	261,4	312,9	312,7	315,0	320,3	267,9	259,6	187,2
Total	8 438,3	8 383,4	8 468,3	8 989,1	8 830,5	9 037,0	8 661,7	9 347,8	9 733,3	10 157,9	10 301,7	10 881,8

Source : BCRG/DGCC/DPMC

A 15. Evolution des risques clients par secteurs d'activités (en %)

Désignation	janv-19	févr-19	mars-19	avr-19	mai-19	juin-19	juil-19	août-19	sept-19	oct-19	nov-19	déc-19
Commerce et Réparation	37,77	37,84	39,08	39,20	39,23	39,15	39,13	36,42	36,75	36,44	36,67	36,67
Construction	8,62	8,69	8,75	8,75	8,75	8,74	8,73	8,34	8,42	8,40	8,37	8,37
Fabrication d'autres produits	5,37	5,29	3,89	3,92	3,91	3,91	3,90	3,56	3,40	3,38	3,38	3,38
Transports et Communication	20,07	19,87	18,90	19,00	18,98	18,95	18,93	17,91	17,93	17,88	17,69	17,69
Production & Distribution Eau, Electricité, Gaz	6,47	6,49	6,75	6,78	6,82	6,98	6,99	6,79	6,81	6,79	6,76	6,76
Autres secteurs *	0,07	0,07	0,09	0,09	0,10	0,10	0,10	0,56	0,57	0,57	0,57	0,57
Total général	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00

Source : BCRG/DGCC/DPMC

A 16. Répertoire des IMF agréées ou autorisées par la BCRG au 31 décembre 2019

Catégorie qui collecte l'épargne		Catégorie qui ne collecte pas l'épargne
Structures Mutualistes ou Coopératives. Elles collectent l'épargne de leurs membres et octroient des crédits exclusivement en faveur de ceux-ci.	Sociétés Anonymes Elles collectent l'épargne et accordent des crédits aux tiers.	Associations et ONG Elles accordent des crédits aux tiers, sans collecter l'épargne.
Caisses Populaires d'Épargne et de Crédit de Guinée (CPECG-Yètè - Mali).	Crédit Rural de Guinée (CRG SA)	Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises (3AE)
Société Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée (MIGUI)	Financial Développement (FINADEV SA)	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)
Réseau des Caisses Communautaires d'Épargne et de Crédit de Guinée (DjamaDjigui)	JATROPHA SA	ONG SABATI FINANCE
Mutuelle d'Épargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée (ME-CREPAG)	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Épargne/Crédit et à l'Éducation Civique (CAFODEC Finance SA)	International Agency for Economic Développement d'Exercice des Activités de Microfinance (IASED)
Groupement d'Appui à l'Autopromotion Économique et Sociale-GIE (GAAES-GIE-NAFAYA) de Guinée.	Compagnie Financière de Guinée S.A (COFINA S.A)	TAB Finance
Caisse d'Appui aux Initiatives de Développement Économique Local (CAIDEL)	Crédit Nafa de Guinée S.A	
Coopérative de Promotion du Crédit Social Solidaire GIE (HAMI YARA)	Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires (RAFOC)	
Mutuelle de Crédit et d'Épargne SABOU GUINEE.	Atlantic Microfinance For Africa Guinea (AMIFA SA)	
Mutuelle Financière des Femmes (MUFFA).	Crédit Kash Guinée Conakry (CKGC)	
Unités MUFFA et MC2 d'AFRILAND FIRST BANQUE	WAKILY S.A.	
Faitière des Associations des Services Financiers de la Basse Guinée (FASEF BG)		

Source : BCRG/DGSIF/DSIFI

A 17. Bilans résumés comparés à fin décembre 2019 ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2019
I. Or		
1. Or monétaire en dépôt	573 275 134 995	1 791 296 806 014
2. Or monétaire en placement	0	0
3. Or monétaire à recevoir	0	0
4. Provision dépréciation sur les avoirs en Or	-4 059 573 217	0
Or	569 215 561 778	1 791 296 806 014
II. Argent		
1. Argent dépôt	997 515 579	2 928 438 835
2. Argent en placement	0	0
3. Provision dépréciation sur les avoirs en Argents	0	0
Argent	997 515 579	2 928 438 835
III. Créances sur l'étranger		
1. Disponibilités D.T.S.	2 176 348 740 317	905 198 523 494
2. Correspondants étrangers	4 911 003 197 072	8 164 393 853 622
3. Valeurs à l'encaissement à l'étranger	204 308 609 749	5 573 607 810 208
4. Caisses devises	529 268 279 525	2 777 376 624 160
5. Provision pour dépréciation des valeurs en caisse devise	0	0
6. Chèque de voyage	40 353 359	0
7. Souscriptions au F.M.I.	2 762 804 497 320	-940 128 641
8. Autres Souscriptions	0	-185 650 452 105
9. Intérêts courus à recevoir	0	0
10. Provision Pour dépréciation des autres avoirs	0	185 606 366 196
11. Avance et Acompte Fournisseurs Etranger	36 502 129 390	0
Créances sur l'étranger	10 620 275 806 733	0
IV. Créances sur l'état		185 606 366 196
1. Comptes de l'Administration Centrale	849 116 916 543	0
2. Comptes de l'Administration Locale	-211 594 751	291 533 967 636
3. Pertes nettes de change	0	0
4. Titre d'Etat recapitalisation	3 449 893 862 809	40 353 359
5. Titres d'Etat Convention et P.net.change/2007	0	2 709 063 821 787
6. Titres Prot.BCRG/Futur/Etat	0	0
7. Titre d'Etat GNF	6 258 000 000 000	1 189 888 648
8. Titre d'Etat USD	0	0
9. Titre d'Etat EUR	0	32 163 489 282
10. Nouveaux Bons du Trésor	0	12 289 190 264 024
11. Autres Titres d'Etat	0	
12. Autres opérations d'open market	0	1 922 146 861 386
V. Créances sur les agents économiques et financiers		1 912 373 647 756
1. Prêts sur le marché monétaire	0	0
2. Portefeuille	0	0
3. Effets pris en pension	0	0
4. Escompte des Bons du Trésor	0	0
5. Escompte BDT/Formule	0	0
6. Provision des créances douteuses sur opérations du Marché monétaire	16	12 042 380 087
7. Compte des Banques	0	-2 269 166 457
8. Comptes E/ses pub. n/Financières	-1 026 956 025	-211 594 751
9. Comptes des Sociétés privées et Particuliers	44 030 461 987	0

A 17. Bilans résumés comparés à fin décembre 2019 ACTIF (suite)

ACTIF		
10. Comptes des Entreprises financières n/bancaires	0	0
11. Comptes des Entreprises d'Economie mixte	0	0
12. Intérêts courus à recevoir	0	-211 594 751
13. Comptes d'avance du personnel	85 541 434 639	0
14. Titres de placement	0	3 725 885 371 834
15. Provision pour dépréciation sur les comptes de titres de placement	0	0
16. Autres créances	27 687 340 898	0
VI. Comptes de régularisation et divers		6 258 000 000 000
1. Fournisseurs Avances et Acomptes	281 410 284 091	0
2. Produits à recevoir	196 113 920 001	0
3. Charges payées d'avance	10 972 753 163	0
4. Autres comptes de régularisation Actif	0	0
5. Dépenses à régulariser	32 031 529 239	0
6. Débits à régulariser	23 901 428 851	0
7. Provision pour dépréciation sur les comptes des DAR	-37 133 404 437	0
8. Débiteurs divers	8 163 195 710	0
9. Provision pour dépréciation sur les comptes de débiteur divers	-114 945 308 136	0
10. Provision pour dépréciation sur les comptes de personnel et comptes rattaches et DAR Manquants	-7 101 483 912	0
11. Stocks des consommables	15 355 029 240	11 905 820 638 469
12. Or non monétaire	477 184 735 776	
13. Autres matières précieuses	117 669 644	0
14. Stock de billets et jetons	93 160 853 736	0
15. Stock pièces commémoratives et de collection	0	0
16. Provisions pour dépréciation sur les comptes des Stocks	0	0
17. Compte Fonds en Route	0	0
18. Comptes de liaison siège et agences	0	16
19. Chèques et Virements à payer	141 039 050 895	0
20. Différence de conversion Actif	0	0
21. Ecart de conversion des avoirs Actif	1	0
22. Instruments Optionnels achetés	0	0
23. Comptes de Passage ente entités	217 755 704 743	0
24. Reprise CDL	0	0
25. Comptes de contrevaieur en devise (EasyOpen)	0	0
26. Suspens de migration débiteurs	0	-1 026 956 025
27. Comptes de Suspens	2 335 041 599	0
28. Comptes d'ajustement	0	0
29. Provision pour dépréciation sur autres comptes d'opérations diverses	0	0
VII. Immobilisations		-1 026 956 025
1. Charges immobilisées	0	-1 100 076 155
2. Immobilisations incorporelles	4 977 912 757	0
3. Immobilisations Corporelles	295 904 824 305	0
4. Immobilisations financières	103 841 972 343	0
5. Avance et Acomptes Versés sur Immobilisation	0	0

Source : BCRG/DGFI/DC

A 18. Bilans résumés comparés à fin décembre 2019 PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2019
I. Billets et monnaies en circulation		
1. Emission	-9 736 273 152 865	-11 802 588 253 323
2. Billets en caisse BCRG	1 393 259 217 254	2 142 840 023 791
3. Billets à détruire	0	0
4. Destruction automatique des billets	246 472 235 000	63 328 395 100
II. Engagements envers l'étranger		-6 293 257 797 924
1. Chambre de compensation de l'AO	-88 457 866	-93 883 879
2. Correspondants étrangers	-5 178	-5 358
3. Valeurs tirées sur l'étranger non disponibles	-783 564 276	-5 358
4. Devises espèces à transférer	-548 193 943	0
5. Organismes internationaux et bilatéraux	-6 009 975 222 144	0
6. Représentations diplomatiques	-455 380 259	0
7. Autres engagements envers l'étranger	-15 367 532 938	0
8. Fournisseurs étrangers à payer	-17 878 293 336	-741 850 084
9. Intérêts courus à payer	0	-6 248 122 664 573
III. Engagements envers l'état	-1 134 253 618 215	-2 394 173 735 825
1. Comptes de l'Administration Centrale	-1 039 223 215 419	-2 110 217 198 246
2. Comptes de l'Administration locale	-95 023 344 836	-283 956 005 300
3. Autres engagements envers l'Etat	-7 057 960	-532 279
IV. Fonds de contrepartie	-29 028 692 153	-32 911 290 559
1. Fonds de contrepartie Trésor	-29 028 692 153	-32 911 290 559
2. Fonds de contrepartie soviéto-guinéen	0	0
V. Engagements envers les agents économiques et financiers		-4 216 913 291 999
1. Emprunts sur le Marché Monétaire	0	0
2. Opérations d'interface sur le marché monétaire	0	0
3. Mise en pension de Titres et Effets	0	0
4. Comptes de la clientèle Banques	-3 304 448 708 505	-3 874 239 710 932
5. Comptes des Entreprises Publiques non financières	-211 444 500 812	-2 835 892 751 989
6. Comptes des Sociétés Privées et des particuliers	-224 405 333 062	-2 399 000 000
7. Comptes des Entreprises publiques financières non bancaires	-508 095 370	-3 806 984 206
8. Comptes des Entreprises d'économie mixte	-890 921 897	0
9. Comptes des Projets et Programmes	413 976 202	-1 032 140 974 737
10. Autres comptes de Dépôts	0	-37 890 787 438
11. Rémunération à payer	-777 406 837	-19 992 170 072
12. Charges sociales à verser	-1 269 887 130	-17 898 617 367
13. Retenue et traitement sur salaire	-246 780 663	0
14. Versement Forfaitaire	0	0
15. Intérêt courus à payer	0	-286 813 174 635
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs et comptes rattachés	-54 621 117 350	-20 146 208 817
2. Retenues sur salaires du Personnel	-17 659 500	-21 180 375 662
4. Valeurs compensées	0	0
5. Produits perçus d'avance	-205 690	-417 463 618
6. Charges à payer	-130 001 843	-557 134 015
7. Autres comptes de régularisation Passif	0	0
8. Recettes à régulariser	-680 953 897	-1 205 921 107
9. Crédits à régulariser	-504 069 977 870	-524 847 155 935
10. Valeurs à l'encaissement non disponibles en Guinée	-6 141 153 232	-1 022 109 359

A 18. Bilans résumés comparés à fin décembre 2019 PASSIF (suite)

PASSIF		
11. Dépôts et cautions reçus à LMT	-10 225 804 599	-10 075 804 599
12. Comptes de liaison agences	-366 294 117	-366 294 117
13. Compte Fonds en Route	-1 955 000	-440 000
14. Chèques et Virements à payer	-137 412 148 162	-24 223 637 564
15. Crédoeurs Divers	0	0
16. Différence de conversion Passif	0	0
17. Ecart de conversion des Avoirs Passif	-1	-2
18. Instruments Optionnels Vendus	0	0
19. Comptes de passage entre entités	-231 117 857 581	-2 000 000
20. Reprise CDL	0	0
21. Comptes de contrevaieur en devise (EasyOpen)	1	0
22. Suspens de migration crédoeur	0	0
23. Comptes de Suspens	-729 729 836	-729 729 369
24. Comptes d'ajustement	0	0
25. Comptes Contrôle de réception	-1 359 676 325	4 336 640 165
VII. Capitaux propres		-3 690 119 811 989
1. Capital	-3 157 727 934 507	-3 157 727 934 507
2. Réserves et Fonds Social	-257 863 508 472	-470 969 157 457
3. Report à nouveau	0	-269 418 117 207
4. Subventions d'investissement	0	-112 427 221 795
5. Subventions d'investissement virées au compte de résultat	0	-3 429 206 590
6. Ecart de Réévaluation	-18 227 838 389	-38 586 746 288
7. Fonds de Réévaluation des réserves de change	0	-47 107 865 577
8. Provisions R&C	-6 308 275 466	0
Résultat en instance d'affectation		
Résultat en instance d'affectation	0	1
Résultat	-213 105 648 986	-461 071 601 431
TOTAL PASSIF	23 648 606 059 815	27 285 304 998 158

Source : BCRG/DGFI/DC

A 19. Comptes d'exploitation résumés comparés à fin décembre 2019

PRODUIT		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2019
I. PRODUITS		
1. Intérêts créditeurs	-839 780 882 932	- 725 646 240 130
Intérêts sur découverts exceptionnels	-3 393 207 940	- 367 562 843
Intérêts sur concours à l'économie	-102 260 093 019	- 98 716 232 595
Intérêts sur titre de Recapitalisation	-492 165 928 302	- 275 991 509 025
Intérêts sur titres et opérations avec le Marché Monétaire	0	- 98 057 960 000
Intérêts sur correspondants Etrangers	-45 845 733 671	- 147 405 823 984
Intérêts reçus sur Titrisation et Opérations OM	-196 115 920 000	- 98 057 960 000
Intérêts sur opérations avec le FMI	0	- 7 049 191 683
2. Commissions	-151 336 291 566	- 243 019 663 933
Commissions sur tenue de comptes	0	0
Commissions de change	-111 121 801 609	- 184 909 379 614
Commissions sur crédit documentaire	0	-
Autres commissions, Services	-40 214 489 957	- 58 110 284 319
Commissions sur achat de métaux précieux	0	0
Commissions sur opérations avec le FMI	0	0
3. Ventes de publications	-7 500 000	- 1 500 000
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	0	- 3 107 576 637
5. Autres Produits d'exploitation Non-résidents	0	- 714 548
6. Autres produits sur services extérieurs	-11 771 724 155	- 16 061 542 571
7. Production immobilisée	0	0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-7 167 314 934	- 55 074 279 992
9. Pénalités	-2 173 617 959	-318 512 517
10. Transferts de Charges	0	0
11. Produits et profits exceptionnels	-1 395 242 832	-1 821 326 680 351
I. PRODUITS	-1 013 632 574 378	-2 866 556 710 679

Source : BCRG/DGFI/DC

A 20. (suite)- Comptes d'exploitation résumés comparés à fin décembre 2019

CHARGE		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2019
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	183 207 951 548	193 660 660 717
2. Services extérieurs et charges diverses	141 206 131 384	157 106 037 322
Locations, charges locatives et de copropriété	3 022 728 574	3 583 976 510
Entretien et réparations	35 561 002 723	38 553 333 390
Primes d'assurance	3 732 372 276	3 655 017 813
Etudes, recherches et documentation	4 978 402 203	4 644 214 090
Publicités, publications et relations publiques	1 271 743 042	1 601 331 525
Frais de poste et télécommunications	4 422 012 999	4 044 267 957
Transports	1 408 309 000	1 627 607 009
Charges du personnel extérieur	3 476 833 782	4 275 044 215
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	16 553 258 777	19 122 748 286
Frais de formation	2 655 293 215	3 294 517 728
Redevances pour brevets, licences et logiciels	0	2 046 471 333
Louages de services, dépôts de signes monétaires	0	0
Services extérieurs divers	54 294 159 500	58 010 872 779
Jetons de présence et rémunérations des conseils et comités	800 000 000	800 000 000
Cotisations, subventions et dons à des tiers	8 428 123 277	11 218 608 687
Autres charges diverses	601 892 016	628 026 000
Charges sur gestion de métaux précieux	0	0
3. Achats et variation des stocks	113 734 482 066	180 631 745 243
Frais de Fabrication de signes monétaires	43 928 877 587	107 438 131 679
Achats de matières précieuses	0	342 826 638
Achats de fournitures stockés et divers	38 596 462 585	37 142 186 619
Achats de pièces commémoratives	0	0
Achats de pièces de collection	0	0
Eau, Electricité et gaz	4 900 913 596	5 707 751 294
Carburants et lubrifiants	23 837 645 633	24 866 948 252
Produits pharmaceutiques	460 238 045	1 585 577 416
Petits équipements et outillages	760 344 620	997 547 345
Diverses fournitures non stockées	1 250 000 000	2 550 776 000
4. Charges financières	105 867 805 931	100 821 171 952
Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	12 286 603 150	29 628 312 544
Charges sur opérations avec le FMI	10 185 687 000	15 644 805 477
Charges sur autres comptes de correspondants	2 100 916 150	13 983 507 067
Charges sur opérations avec les Institutions Etrangères	0	0
Charges sur autres engagements	0	0
Autres charges sur trésorerie et opérations interbancaires	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	0	0
Charges sur comptes ordinaires	0	0
Charges sur comptes de dépôts des Banques et Institutions étrangères	0	0
Charges sur autres opérations de politique monétaire	0	0
Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	0	0
Charges sur comptes d'actif immobilisé	0	0
Charges sur opérations de changes	93 581 202 781	71 192 859 408
Charges sur opérations hors bilan	0	0
5. Dotations aux amortissements	32 098 973 962	35 678 722 422

A 20. (suite)- Comptes d'exploitation résumés comparés à fin décembre 2019 (suite)

CHARGE		
6. Dotations aux provisions	219 080 037 342	49 876 751 712
DEP des comptes d'opération de trésorerie et d'opérations interbancaires	198 654 146 466	496 504
DEP des comptes de la clientèle	19 211 512 991	469 146 711
DEP des comptes des opérations sur titres et d'opérations diverses	1 100 000 000	46 661 205 151
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes d'actif immobilisé	0	1 741 657 333
Dotations aux provisions pour risques et charges	114 377 885	1 004 246 013
7. Impôts et taxes	2 741 797 640	2 703 567 029
Impôts et taxes directs (Sauf sur résultat)	2 693 294 327	2 636 665 229
Impôts et taxes indirects	0	0
Taxes diverses	48 503 313	66 901 800
8. Charges Exceptionnelles	2 589 749 121	- 1 685 006 456 052
II. CHARGES	800 526 928 993	2 405 485 112 449
Résultat d'exploitation	-214 300 155 274	- 324 751 377 131
Résultat Exceptionnel	1 194 506 289	- 136 320 224 299
**** Résultat de l'exercice ****	-213 105 648 985	- 461 071 601 430

Source : BCRG/DGFI/DC

A 21. Comptes d'exploitation condensés comparés à fin décembre 2019

PRODUIT		
DESIGNATION	EXERCICE	EXERCICE
	2018	2019
I. PRODUITS		
1. Intérêts créditeurs	-839 780 882 932	-725 646 240 130
2. Commissions	-151 336 291 566	-243 019 663 933
3. Ventes de publications	-7 500 000	-1 500 000
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	0	-3 107 576 637
5. Autres Produits d'exploitation Non-résidents	0	-714 548
6. Autres produits sur services extérieurs	-11 771 724 155	-16 061 542 571
7. Production immobilisée	0	0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-7 167 314 934	-55 074 279 992
9. Pénalités	-2 173 617 959	-2 318 512 517
10. Transferts de Charges	0	0
11. Produits et profits exceptionnels	-1 395 242 832	-1 821 326 680 351
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	183 207 951 548	193 660 660 717
2. Services extérieurs et charges diverses	141 206 131 384	157 106 037 322
3. Achats et variation des stocks	113 734 482 066	180 631 745 243
4. Charges financières	105 867 805 931	100 821 171 952
5. Dotations aux amortissements	32 098 973 962	35 678 722 422
6. Dotations aux provisions	219 080 037 342	49 876 751 712
8. Charges Exceptionnelles	2 589 749 121	2 703 567 029
Résultat d'exploitation	-214 300 155 274	-324 751 377 131
Résultat Exceptionnel	1 194 506 289	-136 320 224 299
Résultat de l'exercice	-213 105 648 985	-461 071 601 430

Source : BCRG/DGFI/DC

A 22. Bilan condensé comparé à fin décembre 2019 (en milliards de GNF)

DESIGNATION	2019	2018	Variation 2018 / 2017	
			Montant	%
ACTIF				
I. Or	1 791,3	569,2	1 222,1	214,7
II. Argent	2,9	1,0	1,9	193,0
III. Créances sur l'étranger	12 289,2	10 620,3	1 668,9	15,7
IV. Créances sur l'état	11 905,8	10 556,8	1 349,0	12,8
V. Créances sur les agents économiques et financiers	92,1	156,2	-64,2	-41,1
VI. Comptes de régularisation et divers	632,0	1 340,4	-708,4	-52,8
VII. Immobilisations	572,0	404,7	167,3	41,3
TOTAL ACTIF	27 285,3	23 648,6	3 636,7	15,4
PASSIF				
I. Billets et monnaies en circulation	-9 596,4	-8 096,5	-1 499,9	18,5
II. Engagements envers l'étranger	-6 293,3	-6 045,1	-248,2	4,1
III. Engagements envers l'état	-2 394,2	-1 134,3	-1 259,9	111,1
IV. Fonds de contrepartie	-32,9	-29,0	-3,9	13,4
Engagements envers les agents économiques et financiers	-4 216,9	-3 743,6	-473,3	12,6
VI. Comptes de régularisation et divers	-600,4	-946,9	346,4	-36,6
VII. Capitaux propres	-3 690,1	-3 440,1	-250,0	7,3
Résultat en instance d'affectation	0	0	0	0
Résultat	-461,1	-213,1	-248,0	116,4
TOTAL PASSIF	27 285,3	23 648,6	3 636,7	15,4

Source : BCRG/DGFI/DC

TABLE DES MATIÈRES

LETTR E INT RODUCTIVE DU GOUVERNEUR.....	iii
MESSAGE DU GOUVERNEUR.....	vii
LISTE DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019.....	ix
LISTE DES MEMBRES DU CABINET ET DES DIRECTEURS GENE RAUX DE LA BCRG AU 31 DECEMBRE 2019.....	ix
EVENEMENTS MARQUANTS.....	vii
LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE RAPPORT	vii
CHAPITRE 1 : ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	2
1.1- EVOLUTION DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE MONDIALE	5
1.2- COURS DES MATIERES PREMIERES ET INFLATION.....	7
1.2.1- Cours des matières premières	7
1.2.2- Inflation	8
1.3- POLITIQUE MONETAIRE ET MARCHE DES CHANGES.....	10
1.3.1- Politique monétaire	10
1.3.2- Marché des changes.....	10
CHAPITRE 2 : SECTEUR REEL	14
2.1 PRODUCTION ET PRIX	16
2.1.1 Secteur primaire	16
2.1.2 Secteur secondaire.....	16
2.1.3 Secteur tertiaire.....	17
2.2 CONSOMMATION FINALE.....	18
2.3 INVESTISSEMENTS	18
2.4 INFLATION	19
2.4.1 Composantes de l'Indice des prix à la Consommation.....	19
2.4.2 Evolution des prix des produits de première nécessité.....	19
CHAPITRE 3 : OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT	22
3.1 RECETTES ET DONS	24
3.2 DEPENSES TOTALES ET PRETS NETS	25
3.3 SOLDE ET FINANCEMENT	27
3.4 DETTE PUBLIQUE	27
3.4.1 Dette extérieure	28
3.4.2 Dette Intérieure.....	29
CHAPITRE 4 : MONNAIE, CREDIT ET CHANGE	30
4.1 COMPOSANTES DE LA MASSE MONETAIRE	32
4.2 CONTREPARTIES DE LA MASSE MONETAIRE.....	32
4.2.1 Avoirs extérieurs nets.....	32
4.2.2 Avoirs intérieurs nets.....	32
4.3 GESTION DE LA LIQUIDITE BANCAIRE ET OPERATIONS DE CREDIT	34
4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et opérations interbancaires collatéralisées.....	34
4.3.2 Réserves obligatoires.....	35
4.3.3 Taux directeur	35
4.3.4 Évolution des dépôts	35
4.3.5 Évolution des crédits	36
4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC)	36
4.4 OPERATIONS ET REGLEMENTATION DE CHANGE.....	40

4.4.1 Évolution du taux de change.....	40
4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD).....	40
4.4.3 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent	40
4.4.4 Exécution du budget en devises de la Nation.....	41
CHAPITRE 5 : SECTEUR EXTERIEUR.....	42
5.1 COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	44
5.1.1 Balance commerciale.....	45
5.1.2 Balance des services	48
5.1.3 Balance des revenus primaires.....	49
5.1.4 Balance des revenus secondaires	49
5.2 COMPTE DE CAPITAL	50
5.3 COMPTE FINANCIER	50
5.4 SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT	51
CHAPITRE 6 : ACTIVITES DE SUPERVISION DES INSTITUTIONS FINANCIERES.....	52
6.1 PAYSAGE BANCAIRE	54
6.1.1 Situation.....	54
6.1.2 Evolution des postes du bilan.....	54
6.1.3 Activités de supervision	56
6.2 INSTITUTIONS DE MICROFINANCE.....	57
6.2.1 Situation.....	57
6.2.2 Activités de supervision	61
6.3 ETABLISSEMENTS DE MONNAIE ELECTRONIQUE (EME)	62
6.3.1 Situation.....	62
6.3.2 Activités de supervision	63
6.4 SOCIETES D'ASSURANCE	63
6.4.1 Situation.....	63
6.4.2 Activités de supervision	68
CHAPITRE 7 : ACTIVITES OPERATIONNELLES DE LA BANQUE CENTRALE	70
7.1 APPROVISIONNEMENT DE L'ECONOMIE EN MOYENS DE PAIEMENT	72
7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations	72
7.1.2 Opérations en devises.....	72
7.2 GESTION FIDUCIAIRE.....	73
7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire	73
7.2.2 Emission et monnaie en circulation.....	74
7.3 GESTION DES RESSOURCES HUMAINES.....	75
7.3.1 Gestion du personnel.....	75
7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel.....	76
7.4 ACTIONS DE FORMATION.....	76
7.5 ETUDES ET RECHERCHE.....	78
CHAPITRE 8 : ETATS FINANCIERS DE LA BANQUE CENTRALE	80
8.1 ANALYSE DU BILAN	82
8.1.1 Analyse des postes de l'actif.....	82
8.1.2 Analyse des postes du passif	84
8.2 ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT.....	85
8.2.1 Produits.....	85

8.2.2 Charges.....	85
8.2.3 Résultat d'exploitation	86
8.2.4 Résultat exceptionnel	86
8.2.5 Résultat de l'exercice.....	86
CHAPITRE 9 : COOPERATION SOUS REGIONALE ET RELATIONS INTERNATIONALES	88
9.1 PERFORMANCE DES PAYS PAR RAPPORT AUX CRITERES DE CONVERGENCE.....	90
9.1.1- Critères de convergence de premier rang	90
9.1.2- Critères de convergence de second rang	91
9.2 HARMONISATION DES POLITIQUES EN GUINEE	92
9.2.1- Harmonisation des cadres de politique monétaire.....	92
9.2.2- Harmonisation de la réglementation et de la supervision des banques et autres institutions financières	92
9.2.3- Harmonisation des statistiques	92
9.2.4- Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC).....	93
9.3 ORGANISATION DES REUNIONS STATUTAIRES.....	93
CHAPITRE 10 : PERSPECTIVES ET POLITIQUES POUR 2019.....	96
10.1 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE MONDIALE	98
10.2 PERSPECTIVES DE L'ECONOMIE GUINEENNE.....	98
10.2.1 Secteur réel.....	98
10.2.2 Finances publiques	99
10.2.3 Politiques monétaire et de change	99
ANNEXES	102
LISTE DES TABLEAUX	xvii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	xviii

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution des taux de croissance économiques dans le monde (2015 – 2019)	6
Tableau 2 : Prix des produits énergétiques (en USD).....	8
Tableau 3 : Indices des matières premières non énergétiques	8
Tableau 4 : Evolution de l'Inflation.....	9
Tableau 5: Taux de change du dollar par rapport aux principales devises	11
Tableau 6: Structure des opérations de change	12
Tableau 7 : Variation en glissement annuel des composantes de l'indice des prix (en %).....	20
Tableau 8 : Encours de la dette publique en millions USD.....	28
Tableau 9 : Structure de la dette intérieure en milliards de GNF.....	29
Tableau 10 : Situation monétaire intégrée (en milliards GNF sauf les réserves de changes)	33
Tableau 11 : Progression des encours de BDT 2016 à 2019 (milliards GNF)	34
Tableau 12 : Évolution des dépôts dans les banques (milliards GNF).....	35
Tableau 13 : Evolution du crédit dans les banques (milliards GNF)	36
Tableau 14 : Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (milliards GNF).....	37
Tableau 15 : Evolution de la Balance des paiements (en millions de dollars)	44
Tableau 16 : Evolution des soldes des échanges commerciaux avec les pays partenaires (En millions USD)	48
Tableau 17 : Evolution de la Balance des services (en millions USD).....	48
Tableau 18 : Situation des revenus primaires (en millions USD).....	49
Tableau 19 : Situation des revenus secondaires (en millions USD)	49
Tableau 20 : Mouvement des capitaux (en millions USD)	50
Tableau 21 : Evolution des principaux agrégats du secteur entre 2015 et 2019.....	58
Tableau 22 : Répartition des fonds propres par catégorie des IMF (en milliards GNF)	59
Tableau 23 : Evolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards GNF)	59
Tableau 24 : Part de marché des huit IMF qui dominent le secteur des IMF	65
Tableau 25 : Evolution du portefeuille des crédits en souffrance (en milliards GNF) en 2019	60
Tableau 26 : Evolution des concours accordés par secteur d'activité (en %).	60
Tableau 27 : Liste des EME agréés.....	62
Tableau 28 : Evolution des principaux indicateurs sur les EME (à fin de période)	62
Tableau 29 : Evolution des parts de marché (à fin de période).....	63
Tableau 30 : Parts de marché des sociétés d'assurances en 2019.....	64
Tableau 31 : Evolution du chiffre d'affaires de 2017 à 2019 (en milliards GNF).....	65
Tableau 32 : Evolution des sinistres payés par société (en milliards GNF).....	66
Tableau 33 : Evolution des Charges de Sinistres (en milliards GNF).....	67
Tableau 34 : Evolution des primes cédées (en milliards de GNF)	68
Tableau 35 : Situation des billets retirés de la circulation (BRC) en 2019.....	73
Tableau 36 : Situation des billets détruits	73
Tableau 37 : Structure des émissions de billets	74
Tableau 38 : Dépenses d'assistance médicale et paramédicale.....	76
Tableau 39 : Evolution des actions de formation réalisées	77
Tableau 40: Actions de formation en Guinée	77
Tableau 41: Séminaires et Formation diplômantes à l'étranger	78
Tableau 42 : Evolution des créances sur l'étranger (milliards GNF)	82
Tableau 43 : Situation des principales devises.....	83
Tableau 44 : Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (milliards GNF).....	84
Tableau 45 : Décomposition des engagements envers les organismes internationaux (milliards GNF).....	85
Tableau 46 : Evolution des dépenses de fonctionnement (en milliards GNF).....	86
Tableau 47 : Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO	91

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance (2009 - 2019).....	17
Graphique 2 : Evolution du cours des matières premières (janvier 2018- décembre 2019)	20
Graphique 3: Evolution du cours du pétrole (en USD, 2009 - 2019).....	20
Graphique 4 : Evolution de l'inflation.....	22
Graphique 5 : Evolution du taux de change.....	24
Graphique 6 : Evolution des taux de croissance du PIB (en %)	26
Graphique 7 : Evolution du taux de croissance par secteurs d'activités (en %).....	28
Graphique 8 : Evolution du taux de croissance de la consommation finale (en %)	28
Graphique 9 : Evolution du taux de croissance des investissements (en %).....	29
Graphique 10 : Inflation en glissement annuel (%)	29
Graphique 11 : Evolution du prix du riz local en 2019.....	32
Graphique 12 : Evolution de la répartition des recettes par secteur en milliards de GNF de 2016 à 2019	34
Graphique 13 : Part des composantes des recettes fiscales en % pour 2019.....	34
Graphique 14 : Part des composantes des dépenses courantes (en %) pour 2019.	35
Graphique 15 : Evolution des composantes des dépenses publiques en milliards GNF de 2016 à 2019.....	35
Graphique 16 : Evolution du solde budgétaire à niveau (en milliards de GNF) et en % du PIB en 2019.....	37
Graphique 17 : Evolution du Financement du solde budgétaire (en milliards de GNF) de 2016 à 2019.....	37
Graphique 18 : Structure de la dette extérieure en millions USD de 2016 à 2019	38
Graphique 19 : Evolution de la dette extérieure à niveau (en millions USD) et en % du PIB de 2016 à 2019... ..	38
Graphique 20 : Créances nettes sur l'Etat (%).....	41
Graphique 21 : Répartition du crédit par secteur d'activité (%).....	46
Graphique 22 : Évolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (en fin de période).....	48
Graphique 23 : Evolution de la balance des transactions courantes (en millions USD et en % du PIB)	51
Graphique 24: Evolution des principales postes de la balance commerciale (en millions USD)	52
Graphique 25 : Contribution des principaux produits à l'évolution des exportations en 2019 (%).....	53
Graphique 26 : Part des principaux produits à l'exportation en 2019 (en %).....	53
Graphique 27 : Contribution des principaux produits à l'évolution des importations en 2019 (%).....	54
Graphique 28 : Part des principaux produits à l'importation en 2019 (%).....	54
Graphique 29 : Evolution du solde global en millions USD et en % du PIB.....	58
Graphique 30 : évolution du Financement du solde global en millions USD	58
Graphique 31: Structure des émissions (en volume et en valeur).....	80
Graphique 32 : Structure du personnel par grade	81



12, boulevard du Commerce, 6e avenue de la République C/Kaloum - BP 692 - Conakry - République de Guinée
Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcr-guinee.org

www.bcr-guinee.org